

Bulletin du STATEC N° 2-2008

La mobilité résidentielle des personnes travaillant au Luxembourg (1995-2005)

Introduction	51
1. Les changements de pays de résidence	55
2. Les mobilités internes à chaque pays	70
3. Une approche de la trajectoire résidentielle des actifs occupés au Luxembourg	85
Conclusion générale	96
Éléments bibliographiques	99
Annexes	100

La mobilité résidentielle des personnes travaillant au Luxembourg (1995-2005)*

Table des matières

1. Les changements de pays de résidence	55
1.1 Analyse sur la période 1995-2005	55
1.1.1 Les frontaliers qui s'installent au Luxembourg	57
1.1.2 Les habitants du Luxembourg devenus des travailleurs frontaliers	62
1.1.3 Les mobilités transfrontalières selon les caractéristiques des travailleurs	64
1.1.4 Tentatives d'explications des mobilités résidentielles	64
1.2 L'évolution des mobilités transfrontalières dans le temps	66
1.2.1 Installations au Luxembourg et départs du Luxembourg	67
1.2.2 Les effectifs concernés par une installation ou un départ du Luxembourg	68
1.2.3 L'évolution des mobilités entre le Luxembourg et ses trois voisins	68
2. Les mobilités internes à chaque pays	70
2.1 Les changements de couronne de résidence dans les trois pays voisins du Luxembourg	70
2.1.1 Le découpage territorial utilisé pour appréhender les rapprochements ou éloignements du Luxembourg	70
2.1.2 Les changements de couronne constatés sur la période 1995-2005	72
2.1.3 Les populations les plus concernées par un changement de couronne de résidence	75
2.1.4 L'évolution des changements de couronne dans le temps	75
2.2 Les changements de canton de résidence pour les habitants du Luxembourg ayant un emploi	76
2.2.1 Les arrivées et départs de travailleurs dans chaque canton luxembourgeois	76
2.2.2 Les principaux changements de canton au Luxembourg	79
2.2.3 Les mobilités selon les caractéristiques des travailleurs	79
2.3 Les autres changements internes à la France, la Belgique et l'Allemagne	80
2.3.1 Les cantons français	80
2.3.2 Les communes belges	82
2.3.3 Les Kreis allemands	83
2.4 L'évolution de l'attractivité des territoires dans le temps	84
2.4.1 Au Luxembourg	84
2.4.2 En France	84
2.4.3 En Belgique	84
2.4.4 En Allemagne	84
3. Une approche de la trajectoire résidentielle des actifs occupés au Luxembourg	85
3.1 Les changements de pays de résidence	85
3.1.1 Les changements de pays de résidence des travailleurs frontaliers	85
3.1.2 Les changements de pays de résidence des habitants du Luxembourg	88
3.2 Les mobilités internes à chaque pays	90
3.2.1 Les changements de canton de résidence pour les habitants du Luxembourg ayant un emploi	90
3.2.2 Les changements de couronne de résidence pour les travailleurs frontaliers	94
Conclusion générale	96
Rappel des principaux résultats	96
Les motivations des migrants	97
Mobilités quotidiennes domicile-travail et mobilités résidentielles	97
D'autres explications aux mobilités résidentielles	97
Les perspectives	98
Eléments bibliographiques	99
Annexes	100

* Bulletin réalisé par Isabelle Pigeron-Piroth (Université du Luxembourg).

Introduction

La forte croissance de l'emploi intérieur au Luxembourg s'est traduite par un recours accru à la main-d'œuvre frontalière. La majeure partie des emplois créés (environ sept sur dix) concerne des travailleurs frontaliers, qui représentent désormais 42.6% de l'emploi salarié (au 31 mars 2007). Néanmoins, cette description de l'emploi n'est que partielle, car statique, et dissimule les modifications survenues dans le lieu de résidence des travailleurs pendant leur période d'activité. La distinction résidents/frontaliers n'est pas si évidente, car certains travailleurs frontaliers se sont installés au Luxembourg et inversement, des habitants du Luxembourg se sont établis dans un des trois pays voisins, devenant ainsi des travailleurs frontaliers.

Dans le but de mesurer l'influence du Luxembourg sur les mobilités résidentielles¹ de ses actifs occupés, et d'identifier différentes logiques de gestion de l'espace, le présent bulletin se propose d'observer les **modifications survenues dans le lieu de résidence** des personnes travaillant au Luxembourg (tant les habitants du Luxembourg que les travailleurs frontaliers). Il constitue le prolongement des analyses précédemment réalisées sur la période 1994-1997², et s'intéresse à la période 1995-2005 (afin d'observer des mobilités plus nombreuses). Par ailleurs, plusieurs nouveautés apparaissent par rapport à l'étude 1994-1997 : l'analyse des changements de canton de résidence au Luxembourg, l'évolution dans le temps des mobilités identifiées sur la période globale, et la présentation d'une partie de la trajectoire résidentielle des actifs occupés au Luxembourg (à partir de quatre de leurs lieux de résidence).

L'identification d'une même personne dans les fichiers de la sécurité sociale luxembourgeoise (par le biais de son numéro d'affilié anonymisé) permet la comparaison de son lieu de résidence à différents moments, ainsi que de ses caractéristiques sociodémographiques. Cette méthode est originale par son caractère exhaustif, puisque **toutes les personnes**

qui exercent leur activité (salariée ou non) au Luxembourg aux dates choisies font partie de l'analyse. La description des caractéristiques des migrants est cependant limitée aux variables administratives contenues dans les fichiers utilisés : les motivations des migrants ne sont donc pas connues, tout comme la date précise de la mobilité résidentielle. Les mouvements antérieurs à la période d'étude ne sont pas identifiables, comme par exemple l'installation au Luxembourg (ou dans les régions frontalières) de travailleurs issus de régions éloignées du Grand-Duché. Notons enfin que toutes ces mobilités ne sont relatives qu'aux personnes travaillant au Luxembourg et ne comptabilisent pas les autres membres du ménage concernés.

La mobilité résidentielle ne peut être analysée sans faire référence à la mobilité domicile-travail, car ces deux mobilités interagissent l'une envers l'autre. L'allongement des mobilités domicile-travail, favorisé par les progrès des transports (surtout du transport en voiture), constitue ainsi une alternative à toute mobilité résidentielle. Il n'est plus rare de trouver aujourd'hui des personnes qui effectuent un aller-retour quotidien supérieur à 100 kilomètres pour venir travailler au Luxembourg. La voiture, par la souplesse qu'elle leur confère, est de loin le principal mode de transport utilisé par ces navetteurs. Près de 85% des travailleurs frontaliers³ l'utilisent sur la totalité de leur trajet et 72% des habitants du Luxembourg⁴ y ont recours pour la plus grande partie de leur déplacement domicile-travail. Ces mobilités domicile-travail accrues révèlent l'extension de l'aire résidentielle des travailleurs frontaliers. D'autre part, elles augmentent l'éventail des possibilités d'implantation dans le cas d'une mobilité résidentielle.

Les résultats exposés dans le présent bulletin sont issus de trois études distinctes, mais complémentaires. Pour chacune, la population de référence est obtenue selon la même méthode.

¹ Les termes de « mobilités résidentielles » seront préférés à ceux de « migrations », ce dernier concept désignant plutôt des déplacements de plus grande étendue.

² Voir PIROTH Isabelle, FEHLEN Fernand, (1999), « Mobilité résidentielle, mobilité sectorielle et autres changements dans l'emploi ». *Bulletin du STATEC*, n°1, STATEC, Luxembourg, pp 1-42.

³ D'après l'enquête « Dépenses des frontaliers » réalisée en 2003 par le STATEC et le CEPS/INSTEAD. Voir GERBER P., RAMM M., 2004, « Vers une catégorisation des déplacements domicile-travail des frontaliers luxembourgeois en 2003 », *Population et Territoire*, n°3, Luxembourg.

⁴ D'après les données du recensement de la population de février 2001 (STATEC).

- Pour la période globale 1995-2005, la population de référence est celle des personnes qui exercent une activité (salariée ou non) au Luxembourg au 31 mars 1995 ET au 31 mars 2005 (144 350 personnes). Un seul changement de résidence est identifiable sur cette période : lorsque le lieu de résidence indiqué en mars 2005 est différent de celui de 1995 (sans pour autant connaître la date de la mobilité). Etant donné que ces deux dates sont espacées de dix ans, il se peut qu'il y ait eu plusieurs mobilités résidentielles (qui seront détaillées dans les trajectoires résidentielles).
- Afin de déterminer l'évolution des mobilités dans le temps, trois périodes de même amplitude ont été comparées (les périodes 1995-1998, 1998-2001 et 2001-2004). Il y a, dans ce cas, trois populations de référence, constituées de la même manière que pour la période globale 1995-2005. Ainsi, pour la première période (1995-1998), sont prises en compte les personnes travaillant au Luxembourg au 31 mars 1995 ET au 31 mars 1998. Les trois populations ne comportent pas systématiquement les mêmes individus. En effet, les personnes occupées au Luxembourg en 2001 et 2004, n'y travaillaient pas forcément en 1995 et 1998. L'effectif est à ce titre différent et augmente de période en période, du fait de la hausse de l'emploi (178 460 personnes pour la période 1995-1998, 198 975 personnes pour 1998-2001 et 229 700 pour 2001-2004).
- Pour aborder la trajectoire résidentielle, la population de référence est de 139 200 salariés et non salariés travaillant au Luxembourg à chacune des quatre dates suivantes (31 mars 1995, 31 mars 1998, 31 mars 2001 et 31 mars 2004). Pour tout actif, nous disposons alors de quatre lieux de résidence séparés de trois ans.

S'agissant d'étudier l'influence du Luxembourg sur les lieux de résidence de ses travailleurs, deux types de mobilité résidentielle ont été privilégiés. Il s'agit d'une part des changements de pays de résidence, auxquels la première partie de ce bulletin sera intégralement consacrée. La seconde partie abordera les mobilités internes à chaque pays, principalement les change-

ments de couronne¹ dans les trois pays voisins du Luxembourg (conduisant à des rapprochements ou éloignements des frontières luxembourgeoises), mais aussi les changements de canton au Luxembourg. La dernière partie, enfin, sera consacrée à l'approche de certaines trajectoires résidentielles des personnes travaillant au Luxembourg à chacune des quatre dates suivantes (31 mars 1995, 31 mars 1998, 31 mars 2001 et 31 mars 2004).

Nous tenons à remercier d'une part l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale pour avoir mis à notre disposition les fichiers nécessaires à cette étude, notamment Carlo Haller pour la mise en œuvre du transfert informatique, ainsi que Fernand Fehlen pour ses conseils.

¹ Les couronnes de résidence sont des zones situées à une certaine distance des frontières luxembourgeoises. Elles seront définies au § 2.1.1.

1. Les changements de pays de résidence

1.1 Analyse sur la période 1995–2005

En comparant le pays de résidence des personnes travaillant au Luxembourg en mars 1995 à celui indiqué dix ans plus tard, les deux principaux mouvements qui se dégagent sont quasiment équivalents en effectifs (voir tableau 1) :

- 2 060 travailleurs frontaliers quittent la France, la Belgique ou l'Allemagne pour venir s'installer au Luxembourg (ils représentent 5.8% des frontaliers)
- 2 135 habitants du Luxembourg s'installent en France, en Belgique ou en Allemagne, tout en continuant à exercer leur activité au Luxembourg (ils représentent 2% des habitants du Luxembourg).

La Belgique est la plus concernée par les changements de pays de résidence : 9.4% des personnes qui résidaient en Belgique en 1995 n'y habitent plus en 2005¹. Ce pourcentage n'est que de 5.6% pour les frontaliers de France, et de 6% pour ceux venant d'Allemagne.

Lorsque les travailleurs frontaliers changent de pays de résidence, c'est dans la grande majorité des cas, pour aller s'installer au Luxembourg. Les mobilités ayant lieu entre les trois pays voisins du Luxembourg sont relativement faibles, sauf entre la Belgique et la France : 204 travailleurs occupés au Luxembourg quittent la Belgique pour aller s'installer en France et 149 font le mouvement inverse (voir carte 1).

Les personnes qui quittent la Belgique (les sortants) sont beaucoup plus nombreuses que celles qui viennent s'y installer (les entrants). La Belgique est en effet le pays le plus concerné par les départs (avec de nombreux départs vers le Luxembourg, mais aussi vers la France). L'Allemagne, quant à elle, est très attractive pour les actifs occupés au Luxembourg, et les arrivées sont largement supérieures aux départs. La France, enfin, connaît des arrivées légèrement plus nombreuses que les départs.

Tableau 1: Pays de résidence des personnes travaillant au Luxembourg en mars 1995 et en mars 2005

Pays de résidence au 31 mars 1995	Pays de résidence au 31 mars 2005				
	Belgique	Allemagne	France	Luxembourg	Total
Belgique	10 310	6	204	860	11 380
Allemagne	2	5 529	26	328	5 885
France	149	17	17 487	872	18 525
Luxembourg	669	550	916	106 422	108 557
Total	11 130	6 102	18 633	108 482	144 347

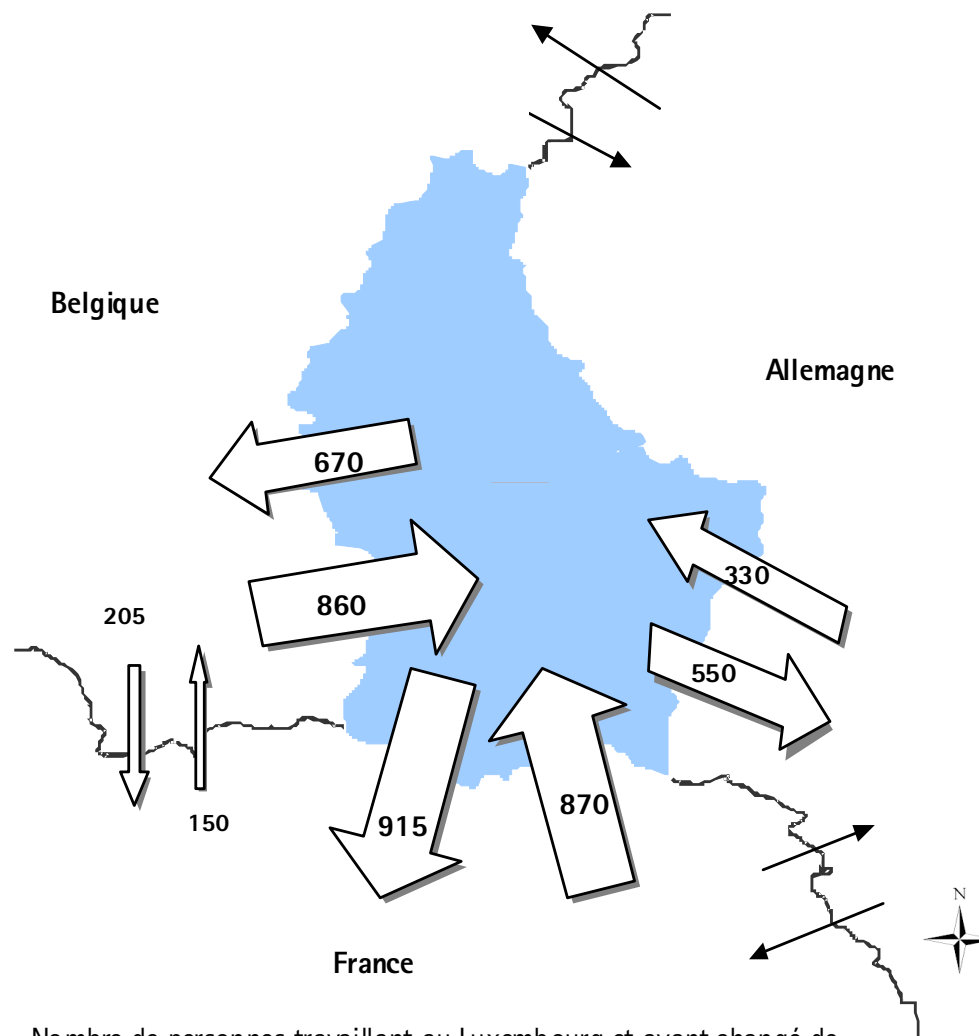
Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : personnes travaillant au Luxembourg au 31 mars 1995 et au 31 mars 2005.

Note de lecture : Parmi les personnes travaillant au Luxembourg aux deux dates, 860 résidaient en Belgique en 1995 et vivent au Luxembourg en 2005.

¹ Rappelons que ces pourcentages sont établis à partir de la population des personnes qui **travaillent** au Luxembourg en mars 1995 et en mars 2005.

**Carte 1 : Les changements de pays de résidence
des personnes travaillant au Luxembourg
en mars 1995 et mars 2005**



Nombre de personnes travaillant au Luxembourg et ayant changé de pays de résidence entre 1995 et 2005

Les mouvements de moins de 25 personnes n'ont pas été représentés

Note de lecture : parmi les personnes travaillant au Luxembourg en mars 1995 ET en mars 2005, 860 ont quitté la Belgique pour aller s'installer au Luxembourg.

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

1.1.1 Les frontaliers qui s'installent au Luxembourg

1.1.1.1 Leurs principales caractéristiques

Entre 1995 et 2005, 2 060 travailleurs frontaliers viennent s'installer au Luxembourg, ce qui représente 5.8% de l'ensemble des frontaliers étudiés ici. Cette population est constituée de diverses nationalités : les Français¹ sont les plus nombreux (ils représentent 35.2% des migrants), suivis des Belges (33.6%). On dénombre également 12% d'Allemands et 9.8% de Luxembourgeois. Ces derniers avaient probablement migré avant mars 1995 vers l'un des trois pays voisins et retournent habiter au Luxembourg après cette date². En matière de statut professionnel, les frontaliers migrants sont surtout des employés (63.6%), les ouvriers sont nettement moins bien représentés (27.3%). En dix années d'intervalle, ces frontaliers n'ont pas uniquement changé de pays de résidence, certains ont aussi changé de statut professionnel (15.5%, contre 8.4% pour les frontaliers qui sont restés dans leur pays de résidence). Près de 6.5% de ces migrants étaient ouvriers en 1995 et sont employés en 2005, par ailleurs, 4.6% sont passés d'un statut ouvrier ou employé à un statut d'indépendant. S'il est difficile de savoir si la mobilité résidentielle est liée au changement de statut professionnel, on imagine aisément qu'une installation au Luxembourg facilite l'exercice d'une activité d'indépendant. Notons encore que 25.5% des migrants venus vivre au Luxembourg possèdent les salaires horaires les plus élevés³.

Avant leur installation au Luxembourg, les trois-quarts des frontaliers concernés résidaient à moins de 20 kilomètres des frontières luxembourgeoises. Soulignons cependant que les mobilités analysées ne représentent qu'une partie de la trajectoire résidentielle des individus, car les mobilités effectuées avant 1995 ne sont pas décelables. Une enquête réalisée par le CEPS/INSTEAD auprès d'un échantillon de travailleurs frontaliers⁴ révèle ainsi qu'avant de venir travailler au Luxembourg, 9% des travailleurs frontaliers auraient passé la plus grande partie de leur

vie à plus de 80 kilomètres des frontières luxembourgeoises. Ils sont qualifiés de « frontaliers d'adoption » et sont la preuve que l'attraction exercée par le Luxembourg sur les pays voisins est forte et ne se limite pas aux régions limitrophes.

Le lieu de travail au Luxembourg exerce une influence sur le choix du nouveau lieu de résidence. La domiciliation au Luxembourg des ex-frontaliers est en effet proche des deux principaux pôles d'emploi que constituent la capitale et la région sud. Par ailleurs, la proximité du nouveau lieu de résidence avec les frontières nationales peut traduire également l'attachement à l'ancien lieu de résidence (ou pays de résidence). Ainsi, les frontaliers venant de France sont très nombreux (40.4%) à résider dans le canton d'Esch-sur-Alzette, ce qui s'explique par le pôle d'emploi qu'il constitue, mais aussi par la proximité de ce canton avec la frontière franco-luxembourgeoise (voir tableau 2 et annexe 1 pour localiser les cantons luxembourgeois).

Tableau 2: Frontaliers qui s'installent au Luxembourg: canton de résidence au Luxembourg en 2005, selon le pays de résidence en 1995 (en %)

Canton de résidence au Luxembourg (en 2005)	Pays de résidence (en 1995)			
	Belgique	Allemagne	France	Total
Esch-sur-Alzette	20.5	10.7	40.4	27.4
Luxembourg-Ville	17.0	17.9	26.7	21.3
Luxembourg-Campagne	11.8	10.0	9.6	10.6
Capellen	17.4	6.0	8.2	11.7
Remich	1.2	11.3	6.1	4.9
Mersch	4.0	3.4	2.9	3.5
Grevenmacher	2.0	19.1	1.9	4.7
Diekirch	1.1	4.1	1.3	1.6
Echternach	0.6	9.7	1.1	2.2
Wiltz	5.5	1.6	0.7	2.8
Redange-sur-Attert	11.2	2.8	0.6	5.4
Vianden	0.1	1.3	0.4	0.4
Clervaux	7.7	2.2	0.2	3.7
Total	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : personnes travaillant au Luxembourg au 31 mars 1995 et au 31 mars 2005, qui habitaient en France, Belgique ou Allemagne en mars 1995 et résident au Luxembourg en mars 2005.

Note de lecture : parmi les frontaliers de France qui se sont installés au Luxembourg, 40.4% résident dans le canton d'Esch-sur-Alzette en 2005.

¹ Les caractéristiques personnelles comme la nationalité des migrants sont fournies à la date du 31 mars 2005 (c'est-à-dire après la migration). Ne sachant pas à quel moment la mobilité a eu lieu, il a fallu faire un choix. En général, les principales caractéristiques de 1995 sont identiques à celles de 2005.

² Il pourrait aussi s'agir de Luxembourgeois nés en France, Belgique ou Allemagne, ce que nous ne pouvons pas vérifier (le fichier ne comporte pas d'information sur le pays de naissance). Néanmoins, nous supposons que ce cas de figure concerne moins de personnes.

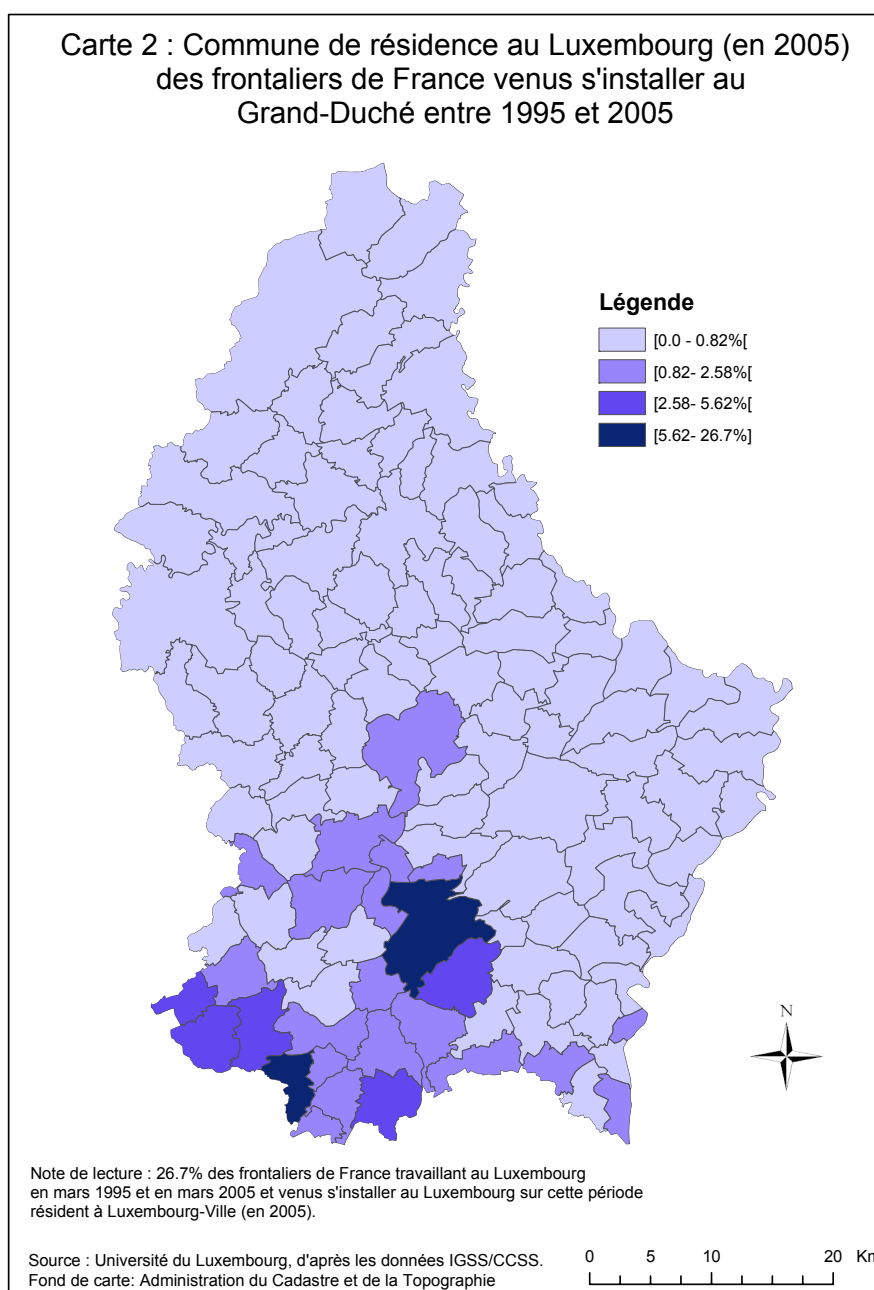
³ Il s'agit des deux derniers déciles de salaires horaires. Les salaires horaires pris en compte sont ceux de mars 2005 pour toutes les occupations effectuées au cours du mois.

⁴ Enquête réalisée à la fin de l'année 2003 auprès des travailleurs frontaliers. Voir BERGER F, 2005, « Développement de l'emploi transfrontalier au Luxembourg et portrait sociodémographique des frontaliers », *Population et Emploi*, n°8, juillet 2005.

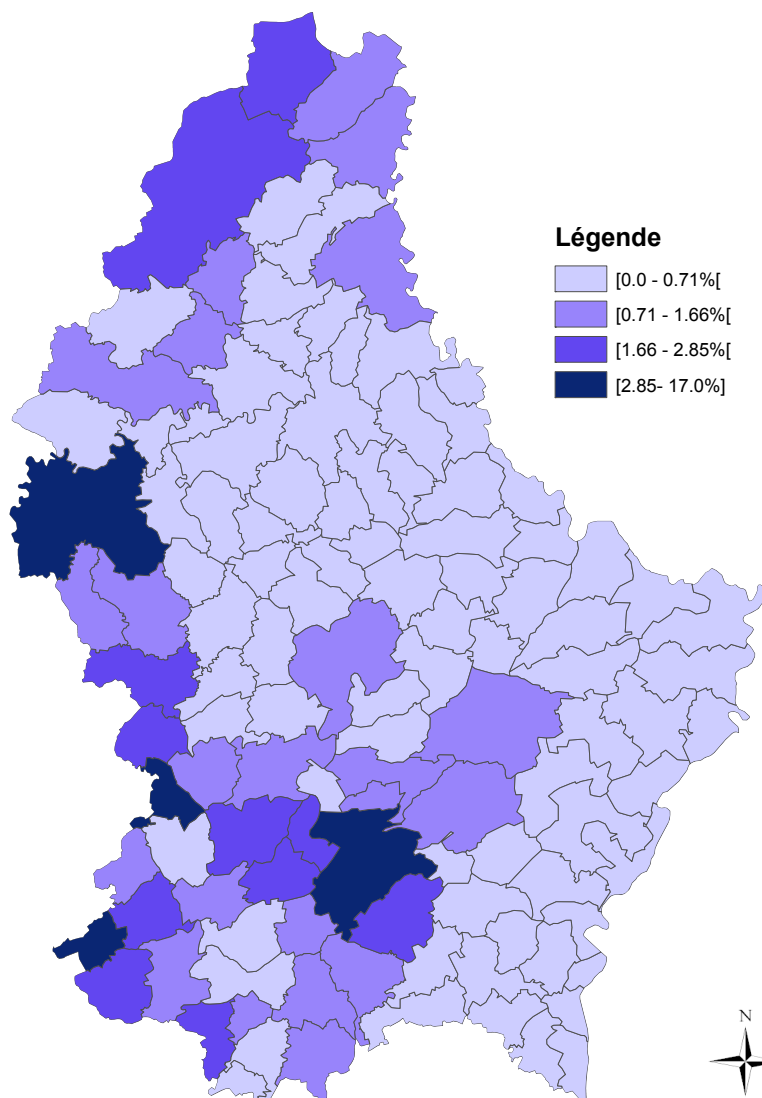
La présentation des communes de résidence au Luxembourg pour ces anciens frontaliers appuie ces conclusions. Luxembourg-Ville est leur principale commune de résidence. Après elle, les frontaliers élisent domicile dans les communes les plus proches de leur frontière nationale. Ainsi, les frontaliers quittant la France sont très nombreux à habiter dans les communes du sud et du centre du Luxembourg (voir carte 2). Les ex-frontaliers de Belgique, quant à eux, choisissent en nombre les communes de l'Ouest et du Nord (en plus de celles du centre) (carte 3).

Enfin, beaucoup de frontaliers venant d'Allemagne optent pour les communes de la façade Est (carte 4).

Il existe par ailleurs une certaine proximité entre les territoires que les frontaliers quittent et les cantons dans lesquels ils résident au Luxembourg. Ainsi les frontaliers de Belgique qui s'établissent au Nord du Luxembourg sont souvent originaires de régions belges plus septentrionales que ceux qui choisissent le canton de Capellen.



**Carte 3 : Commune de résidence au Luxembourg (en 2005)
des frontaliers de Belgique venus s'installer au
Grand-Duché entre 1995 et 2005**

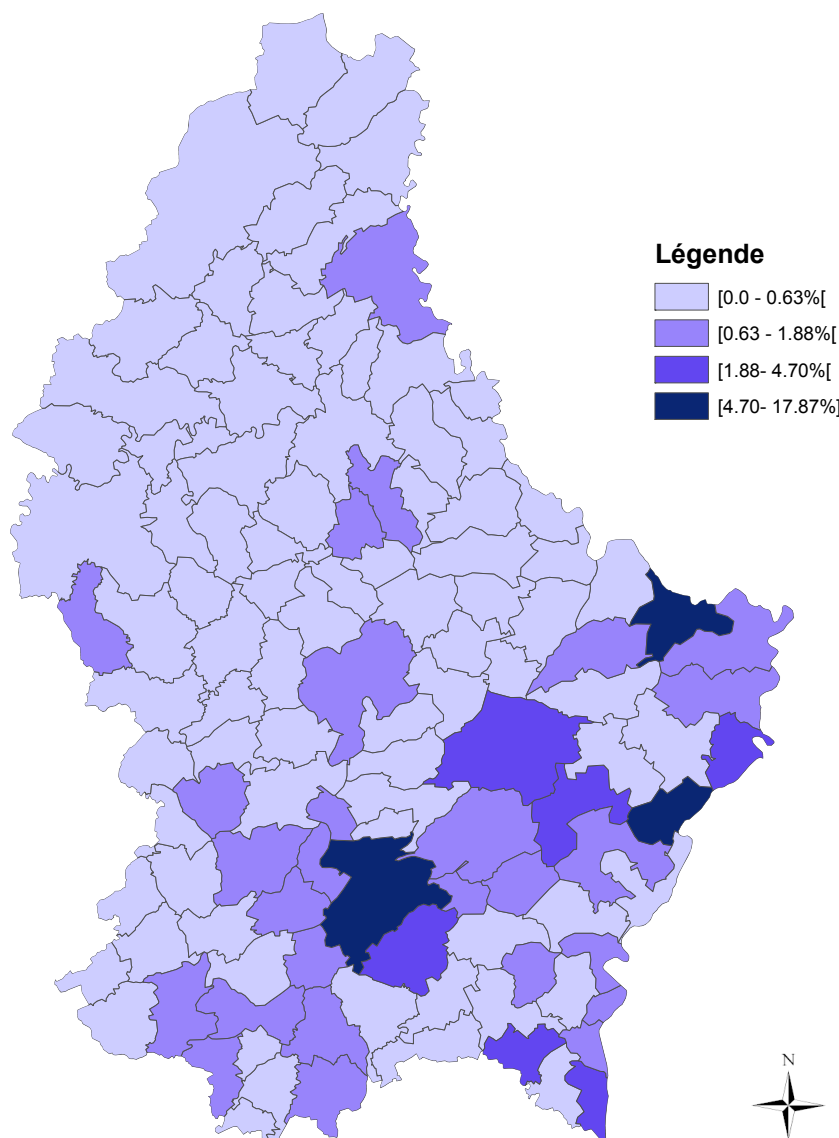


Note de lecture : 17% des frontaliers de Belgique travaillant au Luxembourg en mars 1995 et en mars 2005 et venus s'installer au Luxembourg sur cette période résident à Luxembourg-Ville en 2005.

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS
Fond de carte : Administration du cadastre et de la Topographie

0 5 10 20 Km

**Carte 4 : Commune de résidence au Luxembourg (en 2005)
des frontaliers d'Allemagne venus s'installer au
Grand-Duché entre 1995 et 2005**



Note de lecture : 17.9% des frontaliers d'Allemagne travaillant au Luxembourg en mars 1995 et en mars 2005 et venus s'installer au Luxembourg sur cette période habitent à Luxembourg-Ville en 2005.

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS
Fond de carte : Administration du Cadastre et de la Topographie

0 5 10 20 Km

1.1.1.2 Les populations les plus concernées par une installation au Luxembourg

Il s'agit ici de montrer que, selon leurs caractéristiques, les frontaliers sont concernés plus ou moins fortement par une installation au Luxembourg. Il existe ainsi des différences dans le pourcentage de migrants en fonction du pays de résidence avant la mobilité (France, Belgique ou Allemagne), de l'âge, de la nationalité etc. Autant d'éléments qui nous informent sur les éléments qui favorisent la mobilité résidentielle.

Les installations au Luxembourg sont plus nombreuses pour les frontaliers venant de Belgique (7.6%) et plus faibles pour ceux venant de France (4.7%). Les frontaliers les plus enclins à venir s'installer au Luxembourg sont les plus éloignés des frontières grand-ducales. En effet, parmi les travailleurs frontaliers résidant à plus de 45 kilomètres des frontières luxembourgeoises, 19.8% sont venus s'installer au Luxembourg entre 1995 et 2005¹, alors que cela ne concerne que 5.3% de ceux qui habitent à moins de 20 kilomètres des frontières luxembourgeoises.

Chez les plus jeunes travailleurs, le pourcentage de migrants vers le Luxembourg est le plus élevé (13.3% des 25-29 ans et 8.5% des 30-34 ans²). Les jeunes sont en général les plus susceptibles de changer de lieu de résidence. Ceci s'explique par les événements liés au cycle de vie : le premier emploi, la décohabitation avec les parents, l'installation en couple etc. Ce sont autant d'éléments qui peuvent conduire les jeunes travailleurs à changer de lieu de résidence et à s'installer de part ou d'autre d'une frontière. Le choix d'un établissement au Luxembourg peut être favorisé par l'absence de contraintes familiales (pas d'enfant à scolariser ou de conjoint actif dans le pays d'origine...). Par ailleurs, la mobilité professionnelle des jeunes est en général plus élevée et peut les conduire à changer plus souvent de lieu/pays de résidence.

Les travailleurs frontaliers ne sont pas exclusivement de nationalité française, belge ou allemande, même si c'est le cas de la majeure partie d'entre eux. Immigrés ou nés dans un des trois pays voisins du Luxembourg,

certains travailleurs frontaliers sont Portugais, Italiens ou encore Luxembourgeois. Toutes ces nationalités ne sont pas concernées de façon identique par l'installation au Luxembourg : les plus disposés à cette mobilité résidentielle sont les travailleurs frontaliers de nationalité luxembourgeoise ou portugaise (voir tableau 3). Parmi les Luxembourgeois vivant en 1995 dans un pays voisin et travaillant au Luxembourg, plus d'un sur quatre (27.9%) s'est installé au Luxembourg entre 1995 et 2005. Il s'agit donc probablement d'une migration de retour pour ces Luxembourgeois qui avaient connu la mobilité inverse avant 1995. Ceux qui résidaient en France et en Allemagne ont montré le plus de disposition à retourner au Luxembourg (par rapport à ceux qui vivent en Belgique). Par ailleurs, les frontaliers de nationalité portugaise sont nombreux également (17.4%) à s'établir au Grand-Duché. Ils n'ont probablement pas d'attaches particulières en France, Belgique ou Allemagne et la présence au Luxembourg d'une partie de leur famille ou d'amis les encourage certainement à s'y établir.

Tableau 3: Pourcentage de frontaliers qui se sont installés au Luxembourg selon leur nationalité (période 1995-2005)

Nationalité	Nombre de frontaliers (au 31 mars 1995)	Nombre de frontaliers devenus résidents	Pourcentage de frontaliers devenus résidents
Luxembourgeois	724	202	27.9
Allemands	5 597	248	4.4
Belges	10 293	693	6.7
Français	17 549	726	4.1
Italiens	785	56	7.1
Portugais	447	78	17.4
Autres	395	57	14.4
Total	35 790	2 060	5.8

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : personnes travaillant au Luxembourg au 31 mars 1995 et au 31 mars 2005.

Note de lecture : dans la population de référence, 724 travailleurs frontaliers sont de nationalité luxembourgeoise en mars 1995. En mars 2005, 202 vivent de nouveau au Luxembourg (soit 27.9%).

¹ Ce pourcentage est même de 22.1% pour les frontaliers de Belgique habitant à plus de 45 kilomètres des frontières luxembourgeoises.

² Il s'agit de l'âge en mars 2005, c'est-à-dire qu'au moment de la migration, les personnes étaient plus jeunes.

Les frontaliers qui ont un statut professionnel ouvrier sont les moins enclins à s'établir au Luxembourg (3.3%), alors que les employés privés sont plus nombreux (7.2%). Mais les plus concernés sont les fonctionnaires, les indépendants¹ et les travailleurs intellectuels indépendants (professions libérales, artistes....) : ils sont 25% à franchir la frontière. L'installation au Luxembourg est probablement plus compatible avec leur activité et leurs capacités financières. Ce sont en effet les frontaliers ayant les salaires horaires les plus élevés (dernier décile) les plus concernés par une installation au Luxembourg : 12.2% sont venus habiter au Luxembourg sur la période d'analyse. Cela s'explique probablement par le coût de la vie et les prix immobiliers plus élevés au Luxembourg. Une récente enquête réalisée par ERA immobilier², réseau de plus de 1500 agences immobilières réparties dans 19 pays européens estime à environ 420 645 euros le prix moyen d'un bien immobilier au Luxembourg en 2006 et à 485 000 euros dans la capitale (la surface moyenne des maisons est de 181 m², celle des appartements de 91 m²). Luxembourg-Ville est ainsi la capitale la plus chère d'Europe, devant Londres.

1.1.2 Les habitants du Luxembourg devenus des travailleurs frontaliers

1.1.2.1 Leurs principales caractéristiques

Entre 1995 et 2005, 2 135 résidents ont quitté le Luxembourg pour s'installer en France, Belgique ou Allemagne, tout en continuant à travailler au Luxembourg. Si l'effectif dépasse légèrement celui des frontaliers venus habiter au Grand-Duché (2 060), les départs du Luxembourg ne concernent que 2% de l'ensemble des résidents pris en compte dans l'analyse.

La population qui quitte le Luxembourg pour un pays voisin est constituée de diverses nationalités, les Luxembourgeois en représentent le tiers. Ils s'installent en priorité en Allemagne (41.3% d'entre eux), puis en France (pour 34.7%) et en Belgique (pour 24%). On dénombre aussi beaucoup de Français ou Belges parmi les migrants (23.4% et 19.4%), probablement d'anciens travailleurs frontaliers venus vivre au Grand-Duché avant 1995. Mais selon le pays

choisi, les nationalités concernées diffèrent. Ainsi, 55.2% des migrants qui quittent le Luxembourg pour la Belgique sont de nationalité belge, et 46.9% de ceux qui optent pour la France sont français (voir tableau 4). La nationalité luxembourgeoise n'arrive qu'en seconde position pour les installations en Belgique et en France. Par contre, pour les mobilités à destination de l'Allemagne, les Luxembourgeois sont les plus nombreux (53.3%) devant les Allemands (31.8%).

Tableau 4: Habitants du Luxembourg qui deviennent des travailleurs frontaliers: pays de résidence en 2005 selon la nationalité (en %)

Nationalités	Pays de résidence en 2005			
	Belgique	Allemagne	France	Ensemble
Belges	55.2	2.2	4.3	19.7
Allemands	0.9	31.8	0.4	8.7
Français	6.7	4.4	46.9	23.4
Italiens	3.6	0.5	4.7	3.3
Luxembourgeois	25.4	53.3	26.9	33.2
Portugais	4.8	2.9	12.9	7.8
Autres	3.4	4.9	3.9	4.0
Total	100	100	100	100
<i>Effectifs</i>	<i>669</i>	<i>550</i>	<i>916</i>	<i>2 135</i>

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : personnes travaillant au Luxembourg au 31 mars 1995 et au 31 mars 2005, qui habitaient au Luxembourg en mars 1995 et qui résident en France, Belgique ou Allemagne en mars 2005.

Note de lecture : parmi les travailleurs qui ont quitté le Luxembourg pour la Belgique, 55.2% sont de nationalité belge, et 25.4% de nationalité luxembourgeoise.

La plupart de ces nouveaux frontaliers sont des employés privés (57%), mais les ouvriers sont mieux représentés que dans la population qui fait la mobilité inverse (34.5% contre 27.3% parmi les frontaliers qui s'installent au Luxembourg). Pour 14% des migrants, un changement de statut professionnel a eu lieu parallèlement à cette mobilité résidentielle. Le principal concerne des ouvriers devenus employés (pour 6.2% des nouveaux travailleurs frontaliers).

¹ Personnes qui exploitent leur propre entreprise ou exercent pour leur propre compte une profession ou un métier (artisans, commerçants, industriels....)

² Voir l'étude sur le site http://www.infinities.fr/dossier_presse/ERAeurope.pdf

Les résidents qui quittent le Luxembourg, tout en continuant à y exercer leur activité, s'installent dans la plupart des cas (86.7%) à moins de 20 kilomètres des frontières luxembourgeoises, mais aussi dans le pays le plus proche du canton qu'ils habitaient au Luxembourg (voir tableau 5). Ainsi, pour les cantons du Nord et de l'Ouest tels que Clervaux, Redange, Wiltz, Capellen (et Mersch, plus au centre), la mobilité s'effectue dans la plupart des cas en Belgique. Les résidents des cantons de l'Est (Echternach, Vianden, Grevenmacher, Diekirch, Remich) sont principalement concernés par une domiciliation en Allemagne. Et enfin, le canton d'Esch-sur-Alzette au sud du pays connaît une mobilité résidentielle orientée vers la France pour une large majorité des migrants. L'observation détaillée de l'installation à l'étranger appuie ce constat de proximité avec le canton de départ au Luxembourg. Par exemple, les résidents qui quittent le canton de Capellen et qui s'installent en Belgique élisent domicile en majorité dans la région la plus proche du canton de Capellen (et non pas au Nord du Luxembourg). On peut y déceler la volonté de ne pas trop s'éloigner des attaches familiales et sociales, et du lieu de travail (qui se situe probablement à proximité de l'ex-canton de résidence). Par ailleurs, certains de ces migrants sont des nationaux des pays voisins qui retournent dans la région qu'ils habitaient avant leur installation au Luxembourg.

Tableau 5: Habitants du Luxembourg qui deviennent travailleurs frontaliers: pays de résidence en 2005 selon le canton de résidence au Luxembourg en 1995 (en %)

Canton de résidence au Luxembourg en 1995	Pays de résidence en 2005			
	Belgique	Allemagne	France	Total
Capellen	58.5	15.3	26.2	100.0
Clervaux	74.4	15.4	10.3	100.0
Diekirch	33.8	42.6	23.5	100.0
Echternach	15.6	68.8	15.6	100.0
Esch-sur-Alzette	22.8	15.3	61.9	100.0
Grevenmacher	15.4	57.7	26.9	100.0
Luxembourg-campagne	28.5	29.6	41.9	100.0
Luxembourg-ville	32.2	23.7	44.1	100.0
Mersch	50.9	21.8	27.3	100.0
Redange	82.7	5.8	11.5	100.0
Remich	12.7	41.8	45.5	100.0
Vianden	0.0	81.3	18.8	100.0
Wiltz	63.2	21.1	15.8	100.0
Total	31.3	25.8	42.9	100.0

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : personnes travaillant au Luxembourg au 31 mars 1995 et au 31 mars 2005, qui habitaient au Luxembourg en mars 1995 et qui résident en France, Belgique ou Allemagne en mars 2005.

Note de lecture : parmi les habitants du canton de Capellen occupés au Luxembourg qui ont quitté ce pays, 58.5% vivent en Belgique en 2005.

1.1.2.2 Les populations les plus concernées par un départ du Luxembourg

Comme pour la mobilité inverse, on constate que le jeune âge favorise les déménagements de l'autre côté de la frontière. Car si dans l'ensemble 2% des résidents changent de pays de résidence, c'est le cas de 2.9% des 30-34 ans et de 3.1% des 35-39 ans.

Sur la période d'étude, les Luxembourgeois et les Portugais vivant au Luxembourg et y travaillant sont peu nombreux à choisir de s'établir de l'autre côté de la frontière. Cela concerne seulement 1% des travailleurs luxembourgeois et 0.9% des Portugais vivant au Luxembourg en 1995 (voir tableau 6). Les plus enclins à quitter le Luxembourg sont les Belges et les Français, suivis des Allemands (respectivement 14.9%, 14.2% et 11.1%). Ainsi, comme pour la mobilité décrite précédemment, l'analyse par nationalité révèle l'existence des migrations de retour.

Tableau 6: Pourcentage d'habitants du Luxembourg devenus travailleurs frontaliers selon la nationalité (période 1995-2005)

Nationalité	Nombre de résidents (au 31 mars 1995)	Nombre de résidents devenus frontaliers	Pourcentage de résidents devenus frontaliers
Luxembourgeois	73 699	709	1.0
Allemands	1 663	185	11.1
Belges	2 814	420	14.9
Français	3 525	499	14.2
Italiens	3 875	70	1.8
Portugais	17 862	166	0.9
autres	5 119	86	1.7
Total	108 557	2 135	2.0

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : personnes travaillant au Luxembourg au 31 mars 1995 et au 31 mars 2005.

Note de lecture : dans la population de référence (travaillant au Luxembourg en mars 1995 et en mars 2005), 73 699 personnes habitent au Luxembourg et sont de nationalité luxembourgeoise en mars 1995. 1% d'entre elles sont devenues des travailleurs frontaliers entre 1995 et 2005.

Les employés sont les plus enclins à s'installer à l'étranger, puisque c'est le cas de 3% d'entre eux. Par contre, les ouvriers, les fonctionnaires et les non-salariés sont très peu concernés. L'argument du coût de la vie et des prix immobiliers (moins élevés en France, Belgique et Allemagne, par rapport au Luxembourg) constitue probablement un premier élément d'explication à ces mobilités, car les personnes ayant les salaires horaires les plus faibles (particulièrement les trois premiers déciles de salaires horaires) sont les plus concernées par une installation outre-frontière.

1.1.3 Les mobilités transfrontalières selon les caractéristiques des travailleurs

Des installations de frontaliers au Luxembourg, mais aussi des départs du Luxembourg ont pu être identifiés, ces deux mouvements étant presque équivalents en effectifs sur la période 1995-2005. Au-delà des chiffres, il est intéressant de discerner quelles populations sont plus concernées par une installation au Luxembourg ou au contraire par un départ du Luxembourg. Nous avons ainsi analysé le degré d'attractivité du Luxembourg (en considérant à la fois les installations au Luxembourg et les départs) selon les caractéristiques des travailleurs. Pour ce faire, des *indices de migration différentielle* ont été calculés pour diverses sous-populations (voir encadré 1).

Encadré 1 : L'indice de migration différentielle

L'indice de migration différentielle calcule, pour un territoire et une sous-population donnés, le rapport entre le nombre d'entrants et le nombre de sortants de cette sous-population, divisé par ce même rapport calculé pour la population totale. Par exemple, on peut calculer un indice de migration différentielle pour le Luxembourg selon les classes d'âge. Pour les 30-34 ans, le rapport entre les entrées au Luxembourg et les départs du Luxembourg est d'environ 1.03 (318/308). Par ailleurs, le rapport entre l'ensemble des entrées au Luxembourg et l'ensemble des sorties du Luxembourg (quel que soit l'âge) est de 0.96 (2060/2135). L'indice de migration différentielle au Luxembourg pour les 30-34 ans est donc de $1.03/0.96 \times 100$ soit environ 107. Étant donné que l'indice est légèrement supérieur à 100, le Luxembourg est légèrement plus attractif pour les 30-34 ans que pour la population totale. Et inversement s'il est inférieur à 100, comme c'est le cas pour les 40-44 ans par exemple : le Luxembourg est relativement moins attractif pour cette sous-population qu'il ne l'est pour la population totale.

Sur cette période 1995-2005, le Luxembourg a connu beaucoup plus d'arrivées en provenance de Belgique que de départs pour la Belgique (voir les indices de migration différentielle en annexe 2). Par rapport à l'ensemble de la population de référence, il est donc plus attractif pour les frontaliers habitant en Belgique.

Par contre, les mobilités entre le Luxembourg et l'Allemagne se soldent par davantage de départs que d'arrivées. Pour la France, l'indice est légèrement inférieur à 100. L'attraction du Luxembourg est plus forte pour les indépendants et les employés alors qu'elle est moindre pour les ouvriers et les fonctionnaires (qui sont beaucoup plus nombreux à quitter le Luxembourg qu'à venir s'y installer).

Les jeunes actifs de 30 à 39 ans¹ sont plus enclins à s'établir au Luxembourg qu'à le quitter. À l'inverse, pour les travailleurs de 40 à 49 ans, le Luxembourg est nettement moins attractif, c'est-à-dire qu'ils sont encore plus nombreux que la population totale à faire le choix de quitter le Luxembourg qu'à venir s'y installer. Faut-il y voir un choix lié à la volonté d'accession à la propriété (plus difficile au Luxembourg)?

En termes de nationalités, le Luxembourg exerce une attraction plus forte sur les nationaux des trois pays voisins (Français, Belges et Allemands), qui sont plus nombreux à venir s'y installer qu'à le quitter. Par contre, c'est le contraire pour les Luxembourgeois, les Portugais et les Italiens. Ceci est aussi lié aux caractéristiques de la population de référence, puisque les Luxembourgeois et les Portugais habitant à l'étranger et susceptibles de venir s'installer au Luxembourg sont peu nombreux par rapport à ceux qui sont susceptibles de quitter le Luxembourg.

1.1.4 Tentatives d'explications des mobilités résidentielles

Une fois les mobilités transfrontalières identifiées et les principales caractéristiques des migrants décrites, il importe de connaître les raisons de ces mobilités. Qu'est-ce qui conduit des travailleurs frontaliers à s'installer au Luxembourg ? Et inversement, pourquoi des habitants du Luxembourg deviennent-ils des travailleurs frontaliers ? Les migrants recherchaient-ils absolument une installation de l'autre côté de la frontière ou celle-ci s'est-elle plutôt faite « par hasard », les travailleurs s'intéressant davantage aux caractéristiques du logement et n'ayant pas limité leurs recherches à un seul pays ? Ces questions ne trouveront malheureusement pas de réponse précise dans la présente étude, faute d'information sur les motivations.

¹ Il s'agit ici de l'âge des personnes en 2005.

Plusieurs facteurs explicatifs peuvent néanmoins être avancés, à la lumière des analyses menées en France sur les changements de logements¹ par exemple. D'après l'enquête Logement de 1996, les principales raisons qui expliquent les déménagements sont liées au logement lui-même (désir de plus d'espace ou de confort, de changement de type de logement...) (voir encadré 2). En effet, pour chaque étape du cycle de vie familial et professionnel, les besoins se modifient et les ménages tentent de trouver un logement qui corresponde au mieux à leur nouvelle situation.

Encadré 2 : Les raisons de changement de logement des ménages permanents ayant déménagé une seule fois entre 1992 et 1996 (d'après l'enquête Logement de 1996, INSEE):

- raisons liées au logement (désir de plus d'espace ou de confort, d'un changement de type de logement) : 41%
- raisons liées aux conditions d'occupation : 22% (les trois quarts des sondés souhaitent devenir propriétaires).
- raisons personnelles liées à la famille (formation d'un couple, naissance d'enfants, séparation, décès du conjoint) : 21% (taux les plus élevés chez les moins de 30 ans et les plus de 65 ans)
- raisons liées à l'environnement du logement : 21%
- raisons liées aux changements professionnels et aux études : 18.3% (taux le plus fort chez les jeunes)

D'après BONVALET C., BRUN J., 2002, « Etat des lieux des recherches sur la mobilité résidentielle en France », in : LEVY J-P, DUREAU F., *L'accès à la ville Les mobilités spatiales en questions*, L'Harmattan.

Une autre analyse², établie à partir du souhait de changer de logement, apporte des informations complémentaires. Le souhait de déménager est, certes, lié au cycle de vie familial et professionnel, ainsi qu'aux caractéristiques des individus et des ménages, mais également au cadre de vie. Selon leur position dans le cycle de vie, leur milieu social etc., les ménages ne portent pas le même regard sur leur cadre de vie. Alors que certains recherchent la proximité des zones bien équipées et densément peuplées (les ménages sans enfants par exemple), d'autres (les ménages avec enfants) lui préfèrent le calme, l'espace, même si cela implique de plus longs trajets quotidiens.

Appliquées à la présente étude et à la spécificité de la population étudiée (les personnes travaillant au Luxembourg en mars 1995 et en mars 2005), les quelques idées qui viennent d'être exposées permettent d'enrichir notre propos. Les facteurs explicatifs de la mobilité résidentielle en général, et transfrontalière en particulier, sont complexes et multiples. Le cycle de vie constitue un élément majeur d'explication. C'est par exemple à l'occasion du départ de chez les parents, de l'agrandissement de la famille ou encore de la volonté d'accession à la propriété, que les actifs changent de logement, recherchant une habitation en adéquation avec leurs besoins. L'appréciation du cadre de vie, différente selon les caractéristiques des individus et des ménages, conduira certains à venir s'installer au Luxembourg, d'autres à le quitter. Pour les premiers, l'établissement au Luxembourg peut s'expliquer par la volonté de rapprochement du lieu de travail et/ou par l'attrait de Luxembourg-Ville en tant que capitale. L'absence d'attache particulière dans les régions limitrophes du Grand-Duché, notamment pour les personnes qui n'en sont pas originaires peut par ailleurs favoriser l'installation outre-frontière. Pour les seconds, ayant fait le choix de quitter le Luxembourg, les conditions immobilières plus intéressantes outre-frontière peuvent constituer un premier élément d'explication. Car le nouveau lieu de résidence dépend évidemment des possibilités offertes par le marché immobilier au moment de la recherche, ainsi que des caractéristiques du logement et de son environnement direct.

¹ Les changements de logements et les changements de pays de résidence sont deux types de mobilité résidentielle bien distincts. Nous avons présenté ces résultats dans le but d'avoir un aperçu des principales motivations mentionnées.

² Voir BACCAINI B., 2000, « Projet de mobilité et cadre de vie », in : MATTEI, M-F., PUMAIN, D., *Données Urbaines 3*, Anthropos. La question « souhaitez-vous changer de logement » a été posée lors de l'enquête Logement de 1996.

La décision de changer de pays de résidence ne constitue pas un simple déménagement. Si les travailleurs changent de pays de résidence, ils y trouvent très certainement un intérêt. Par contre, l'attachement identitaire au pays d'origine, les attaches familiales et sociales peuvent constituer un frein à la mobilité transfrontalière. La disparition des barrières douanières et des entraves à la libre-circulation n'empêchent pas la persistance de certaines frontières dans les esprits, notamment du fait de la situation linguistique (cf. Fehlen, Pigeron-Piroth et Ramm, 2008). Certains frontaliers ne maniant qu'une seule des langues officielles du pays hésitent ainsi à venir s'installer au Luxembourg, pourtant multilingue.

1.2 L'évolution des mobilités transfrontalières dans le temps

Jusqu'à présent, les installations de travailleurs frontaliers au Luxembourg et les départs du Luxembourg ont été appréhendés à deux moments espacés de dix ans. Cet écart temporel assez long a permis d'identifier les principales mobilités

résidentielles, de les quantifier et de les décrire. Il importe à présent de déterminer comment ces mobilités ont évolué dans le temps.

Pour répondre à cette question, les installations au Luxembourg seront comparées aux départs du Luxembourg, lors de trois périodes de même amplitude (1995-1998, 1998-2001 et 2001-2004). On compte donc trois populations de référence, différentes et ne comportant pas le même nombre d'individus, du fait de la hausse de l'emploi. En effet, la population occupée au Luxembourg à la fois en mars 2001 et en mars 2004 est la plus nombreuse, et seulement 60% d'entre elle était déjà en poste au Luxembourg lors de la première période (1995-1998).

Pour chacune de ces trois populations, les lieux de résidence sont connus avec trois années d'écart, ce qui permet de limiter les possibilités de mobilités multiples et de migrations de retour dans ce laps de temps.

Afin d'illustrer notre propos, voici les tableaux qui retracent les pays de résidence des personnes travaillant au Luxembourg sur chacune de ces trois périodes de référence (voir tableaux 7, 8 et 9).

Tableau 7: Pays de résidence des personnes travaillant au Luxembourg en mars 1995 et en mars 1998

Pays de résidence au 31 mars 1995	Pays de résidence au 31 mars 1998				
	Belgique	Allemagne	France	Luxembourg	Total
Belgique	13 167	8	133	671	13 979
Allemagne	3	7 178	18	256	7 455
France	83	15	21 895	622	22 615
Luxembourg	374	209	523	133 303	134 409
Total	13 627	7 410	22 569	134 852	178 458

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : personnes travaillant au Luxembourg au 31 mars 1995 et au 31 mars 1998.

Note de lecture : Parmi les personnes travaillant au Luxembourg aux deux dates, 671 résidaient en Belgique en mars 1995 et vivent au Luxembourg en mars 1998.

Tableau 8: Pays de résidence des personnes travaillant au Luxembourg en mars 1998 et en mars 2001

Pays de résidence en mars 1998	Pays de résidence en mars 2001				
	Belgique	Allemagne	France	Luxembourg	Total
Belgique	16 117	14	125	701	16 957
Allemagne	7	9 612	22	245	9 886
France	115	13	28 372	788	29 288
Luxembourg	493	356	606	141 388	142 843
Total	16 732	9 995	29 125	143 122	198 974

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : personnes travaillant au Luxembourg au 31 mars 1998 et au 31 mars 2001.

Note de lecture : Parmi les personnes travaillant au Luxembourg aux deux dates, 701 résidaient en Belgique en mars 1998 et vivent au Luxembourg en mars 2001.

Tableau 9: Pays de résidence des personnes travaillant au Luxembourg en mars 2001 et en mars 2004

Pays de résidence en mars 2001	Pays de résidence en mars 2004				
	Belgique	Allemagne	France	Luxembourg	Total
Belgique	20 739	10	154	794	21 697
Allemagne	9	14 231	22	289	14 551
France	151	21	39 192	897	40 261
Luxembourg	754	462	795	151 187	153 198
Total	21 653	14 724	40 163	153 167	229 707

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : personnes travaillant au Luxembourg au 31 mars 2001 et au 31 mars 2004.

Note de lecture : Parmi les personnes travaillant au Luxembourg aux deux dates, 794 résidaient en Belgique en mars 2001 et vivent au Luxembourg en mars 2004.

1.2.1 Installations au Luxembourg et départs du Luxembourg

Dans l'ensemble, les changements de pays de résidence quels qu'ils soient (installations au Luxembourg ou au contraire départs du Luxembourg) ont légèrement augmenté (1.6% des travailleurs de 1995-1998 ont changé de pays de résidence, ils sont 1.9% en 2001-2004).

Au fil des trois périodes étudiées, le pourcentage de travailleurs frontaliers qui s'installent au Luxembourg a tendance à diminuer. Entre 1995 et 1998, 3.5% des frontaliers travaillant au Luxembourg élisent domicile sur le territoire grand-ducal, ils sont 3.1% pour 1998-2001 et 2.6% sur la période 2001-2004 (voir tableau 10). A l'inverse, le pourcentage de résidents qui quittent le Luxembourg pour s'installer dans un pays voisin (et continuent à travailler au Luxembourg) tend à progresser (0.8% sur la période 1995-1998, 1% pour 1998-2001 et 1.3% pour 2001-2004). Ces évolutions révèlent une tendance qui reste à confirmer (ou infirmer) par de futures études.

Lors de la période 2001-2004, les départs du Luxembourg dépassent en effectifs les installations sur le sol luxembourgeois. Soulignons que les actifs résidents qui choisissent de s'établir hors du Luxembourg constituent une population hétérogène en termes de nationalité. Il ne s'agit pas exclusivement de Luxembourgeois, car dans plus de la moitié des cas, ce sont des nationaux des trois pays voisins (Français, Belges, Allemands) qui effectuent probablement une migration de retour. Les Luxembourgeois qui deviennent des travailleurs frontaliers ne représentent qu'un faible pourcentage de l'ensemble des Luxembourgeois ayant un emploi dans leur pays. Sur la période 1995-1998, seuls 0.3% des Luxembourgeois résidant au Grand-Duché¹ s'installent à l'étranger et continuent à travailler au Luxembourg. Sur la dernière période (2001-2004), ils sont 0.5% dans ce cas. L'Allemagne est devenue la principale destination de ces migrants de nationalité luxembourgeoise, alors qu'en 1995-1998, c'était encore la France. Si la part de travailleurs luxembourgeois concernés par une installation outre-frontière reste pour l'instant limitée, la hausse de l'effectif n'en est pas moins intéressante (les chiffres analysés ici ne prennent par ailleurs pas en compte les autres membres du ménage).

Tableau 10: Mobilités transfrontalières sur les périodes 1995-1998, 1998-2001 et 2001-2004. Pour les personnes travaillant au Luxembourg

	Effectif			Pourcentage		
	1995-1998	1998-2001	2001-2004	1995-1998	1998-2001	2001-2004
Installations de frontaliers au Luxembourg	1 549	1 734	1 980	3.5%	3.1%	2.6%
Installations de résidents dans les pays voisins	1 106	1 455	2 011	0.8%	1.0%	1.3%
dont Installations de Luxembourgeois dans les pays voisins	244	318	473	0.3%	0.4%	0.5%

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Note de lecture : parmi les personnes occupées au Luxembourg au 31 mars 1995 et au 31 mars 1998, 1 549 travailleurs frontaliers se sont installés au Luxembourg. Ils représentent 3,5% des travailleurs frontaliers de mars 1995 encore occupés au Luxembourg au 31 mars 1998.

1.2.2 Les effectifs concernés par une installation ou un départ du Luxembourg

Entre 1995 et 1998, le Luxembourg est attractif pour les personnes qui y travaillent : celles qui s'y installent sont plus nombreuses en effectifs que celles qui le quittent (voir tableau 10). La différence est par ailleurs nette entre la proportion de frontaliers qui s'installent au Luxembourg et celle des résidents devenus travailleurs frontaliers.

A la période suivante (entre 1998 et 2001), le Luxembourg comptabilise toujours davantage d'installations que de départs, mais la différence est moins manifeste, car les départs du Luxembourg sont en nette hausse par rapport à la période précédente. Les mobilités en direction de l'Allemagne ont notamment connu une forte augmentation (150 personnes supplémentaires par rapport à 1995-1998, soit +70%), à la fois de la part de Luxembourgeois, mais aussi d'Allemands qui retournent dans leur pays d'origine.

Entre 2001 et 2004, renversement de situation : les travailleurs qui quittent le Luxembourg sont plus nombreux que ceux qui viennent s'y installer. Les départs du Grand-Duché vers la Belgique et l'Allemagne ont progressé.

1.2.3 L'évolution des mobilités entre le Luxembourg et ses trois voisins

Le tableau 11 ci-dessous détaille les mobilités résidentielles entre le Luxembourg et chacun de ses voisins. La Belgique possède la plus forte proportion de travailleurs s'installant au Luxembourg, malgré une

baisse de celle-ci (4.8% sur la période 1995-1998, 3.7% pour 2001-2004). Le mouvement inverse (départs du Luxembourg vers la Belgique) ne concerne que 0.5% des habitants du Luxembourg, mais il faut noter que les effectifs concernés ont doublé par rapport à 1995-1998. Ces migrants sont principalement des travailleurs belges. La période 2001-2004 connaît (en effectifs) quasiment autant de départs du Luxembourg vers la Belgique que de mobilités en sens inverse.

Comme pour la Belgique, la proportion de personnes quittant cette fois-ci la France pour le Luxembourg, diminue de période en période pour atteindre 2.2% sur la dernière période. Quant aux départs du Luxembourg vers la France (de la part de Français dans plus de la moitié des cas), ils ont augmenté plus fortement que les mobilités inverses. Sur la période 2001-2004, les effectifs concernés par un départ de la France vers le Luxembourg restent supérieurs au mouvement inverse. Enfin, du côté de la frontière germano-luxembourgeoise, alors que les installations au Luxembourg ont très peu progressé, les départs du Luxembourg vers l'Allemagne ont fortement augmenté. Dès la période 1998-2001, les départs du Luxembourg vers l'Allemagne sont plus nombreux que le mouvement contraire. Comme pour les mouvements constatés aux autres frontières, la plupart des migrants quittant le Luxembourg pour l'Allemagne sont de nationalité allemande sur les périodes 1995-98 et 1998-2001. Mais pour la période 2001-2004, il s'agit par contre d'une majorité de Luxembourgeois (215 personnes ayant un emploi, soit le triple de l'effectif de 1995-1998). La moitié de ces migrants résidaient en 2001 dans les cantons d'Esch-sur-Alzette, de Grevenmacher et d'Echternach.

Tableau 11: Résumé des mobilités résidentielles entre le Luxembourg et ses trois voisins sur les trois périodes

	Effectif			Pourcentage		
	1995-1998	1998-2001	2001-2004	1995-1998	1998-2001	2001-2004
Installation au Luxembourg de personnes venant de Belgique	671	701	794	4.8%	4.1%	3.7%
Départs du Luxembourg pour la Belgique	374	493	754	0.3%	0.3%	0.5%
Installation au Luxembourg de personnes venant de France	622	788	897	2.8%	2.7%	2.2%
Départs du Luxembourg pour la France	523	606	795	0.4%	0.4%	0.5%
Installation au Luxembourg de personnes venant d'Allemagne	256	245	289	3.4%	2.5%	2.0%
Départs du Luxembourg pour l'Allemagne	209	356	462	0.2%	0.2%	0.3%
Installations de frontaliers au Luxembourg	1 549	1 734	1 980	3.5%	3.1%	2.6%
Installations de résidents dans les pays voisins	1 106	1 455	2 011	0.8%	1.0%	1.3%

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Note de lecture : Parmi les personnes travaillant au Luxembourg en mars 1995 et en mars 1998, 671 d'entre elles ont quitté la Belgique pour venir s'installer au Luxembourg. 374 ont fait le mouvement inverse du Luxembourg vers la Belgique.

¹ Et ayant un emploi au Luxembourg.

Leurs principaux Kreis d'installation sont ceux de Trier-Saarburg (surtout pour des personnes venant des cantons de Grevenmacher et d'Esch-sur-Alzette) et de Bitburg-Prüm (surtout pour des personnes qui résidaient dans les cantons de Diekirch et Echternach). Les communes les plus attractives pour ces Luxembourgeois expatriés se situent le long de la frontière Est du Luxembourg (principalement Perl, Nittel et Wincheringen).

Plusieurs éléments entrent en ligne de compte dans le choix du lieu de résidence. La volonté de rapprochement du lieu de travail est évidente, mais elle est contrecarrée par d'autres éléments (comme la situation immobilière) qui pourraient expliquer à la fois la tendance à l'effritement de l'attraction du Luxembourg dans le temps et la hausse des départs vers un pays voisin.

Les changements de pays de résidence ne sont évidemment pas les seules mobilités constatées, et ce ne sont pas les plus conséquentes en termes d'effectif. Identifions à présent les mobilités qui sont internes à chaque pays voisin du Luxembourg.

2. Les mobilités internes à chaque pays

2.1 Les changements de couronne de résidence dans les trois pays voisins du Luxembourg

Cette partie de l'étude aborde la question du rapprochement ou au contraire de l'éloignement des frontières luxembourgeoises. Ces mouvements seront analysés par le biais des changements de **couronne** de résidence.

2.1.1 Le découpage territorial utilisé pour appréhender les rapprochements ou éloignements du Luxembourg

Chacun des trois pays voisins du Luxembourg possède son propre découpage administratif, conduisant à des zones géographiques de taille et de structure différentes. Or l'identification des mobilités intra-pays nécessite de se référer à un système de partition comparable pour les trois pays concernés. Afin de quantifier les rapprochements et les éloignements du Luxembourg, les lieux de résidence (en France, Belgique et Allemagne) ont donc été regroupés de manière à former des couronnes situées à une certaine distance des frontières luxembourgeoises. Construites en 1995, les couronnes ont été intégrées aux fichiers de la sécurité sociale luxembourgeoise qui constituent la source de la présente étude¹. Les résultats obtenus en matière de rapprochement ou d'éloignement sont donc étroitement liés à la définition de ces couronnes. La petite couronne concerne les territoires de France, de Belgique et d'Allemagne qui se trouvent à moins de 20 kilomètres des frontières luxembourgeoises (voir carte 5). La moyenne couronne englobe les lieux de résidence situés entre 20 et 45 kilomètres des frontières luxembourgeoises et la grande couronne concerne ceux qui sont au-delà de 45 kilomètres des frontières².

Afin de faciliter la création des couronnes, un découpage intermédiaire (« les régions homogènes »), ne correspondant à aucun découpage administratif existant, a été créé. Chaque « région homogène » est d'étendue comparable et correspond à un regroupement de communes contigües en Belgique, de Kreis contigus en Allemagne (voire de Gemeinde lorsque la division par Kreis est trop large), et de cantons contigus en France. Les distances par rapport à la frontière ont été estimées à vol d'oiseau à partir du centre de ces régions homogènes. Si en Belgique et en Allemagne, la construction des couronnes par agrégation des régions homogènes n'est pas problématique, c'est moins le cas en France. Ayant fait le choix de construire les régions homogènes à partir des cantons (la division communale étant trop fine), chaque canton français est donc affecté **dans son entièreté** à une région homogène et par conséquent à une couronne de résidence. Cela pose problème pour les cantons de grande superficie se trouvant « à cheval » sur la limite des 20 kilomètres, comme par exemple le canton de Metzervisse qui est très étendu du Nord au Sud (voir carte 5). En 1995, son regroupement au canton de Bouzonville (plus à l'Est, limitrophe avec l'Allemagne) pour former une région homogène s'est traduit par un éloignement du centre de cette région par rapport à la frontière luxembourgeoise, justifiant ainsi l'appartenance du canton de Metzervisse à la moyenne couronne. Or il s'avère que la plupart (vingt-deux) des vingt-sept communes que compte ce canton sont situées à vol d'oiseau à moins de 20 kilomètres des frontières luxembourgeoises. Plusieurs d'entre elles ont vu fleurir ces dernières années des lotissements sur leur territoire et le canton de Metzervisse compte une population de plus en plus nombreuse de travailleurs frontaliers. Le maintenir dans la moyenne couronne aurait conduit à surestimer les éloignements du Luxembourg. Plusieurs redressements ont donc été effectués pour les frontaliers de France, d'une part afin d'intégrer ces vingt-deux communes du canton de Metzervisse à la petite couronne, et d'autre part du fait d'un problème dans les filtres d'affectation³.

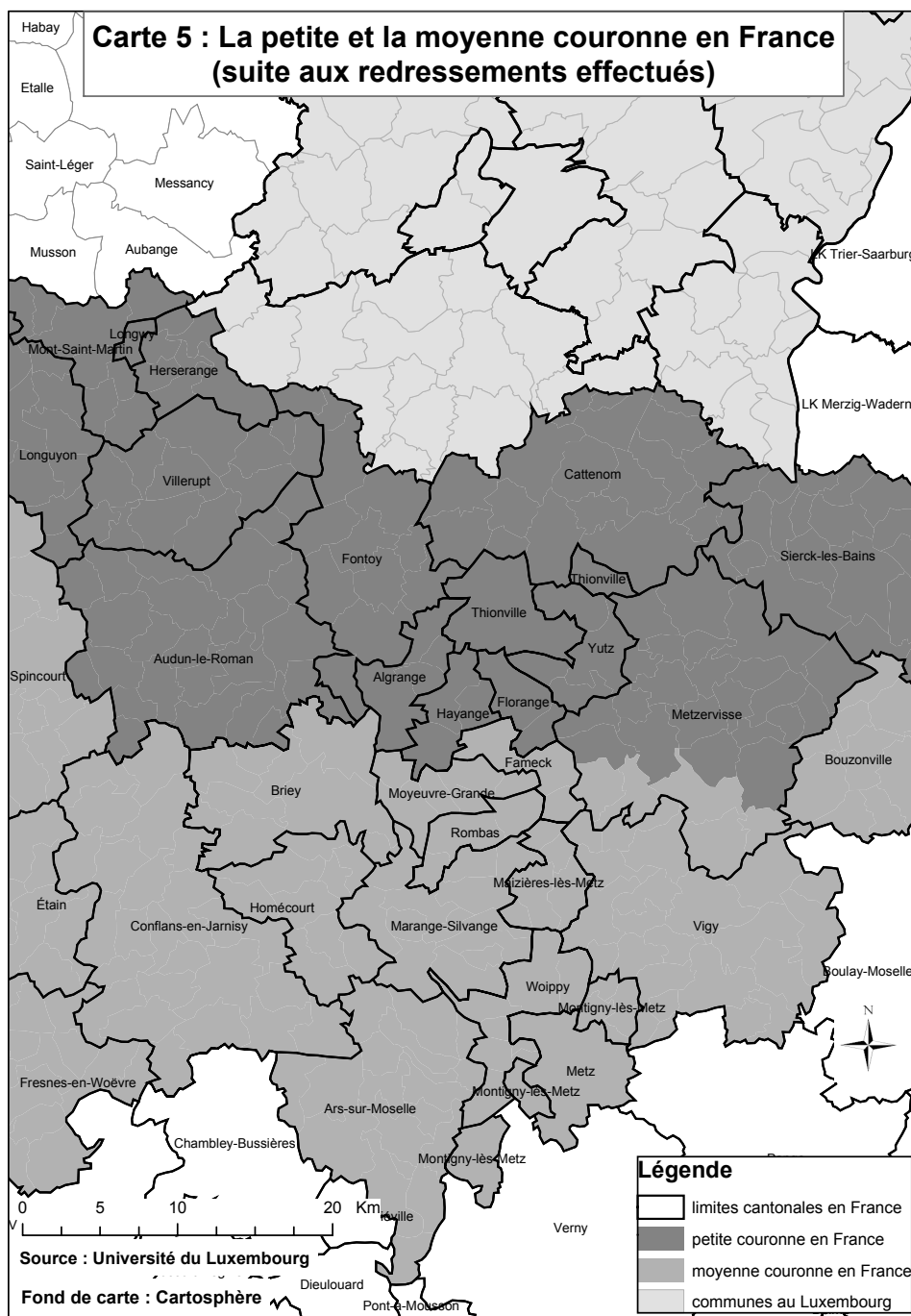
¹ Voir E. Jacquemart et F. Fehlen (1995), « La main-d'œuvre frontalière au Luxembourg. Exploitation des fichiers de la Sécurité Sociale », in *Cahiers Economiques*, n°84, STATEC, Luxembourg.

² Tous les lieux de résidence à plus de 45 kilomètres des frontières, sans aucune limite, ont été regroupés dans cette grande couronne.

³ Aucune couronne de résidence n'avait été attribuée à plusieurs travailleurs frontaliers résidant en France, du fait d'une absence de correspondance entre le code postal et le nom de la commune de résidence (erreur d'orthographe ou indication du nom de localité au lieu du nom de commune...), empêchant ainsi toute affectation automatique par les filtres utilisés dans les fichiers de la sécurité sociale. Faute de temps, toutes les corrections n'ont pas pu être effectuées (80 et 180 personnes n'ont pas pu être corrigées dans chaque population de référence).

Il va sans dire que tous ces redressements ne sont pas sans influence sur les résultats¹. Précisons que la présente étude n'avait pas pour objectif de définir de nouvelles couronnes, mais d'améliorer la définition existante en redressant les affectations qui nous semblaient les plus discutables. Ainsi, le déplacement d'une grande partie du canton de Metzervisse vers la petite couronne a eu pour conséquence de réduire

d'autant la moyenne couronne à cet endroit (voir carte 5). Par effet de décalage, le canton de Boulay-Moselle aurait pu être transféré de la grande à la moyenne couronne, ce que nous n'avons pas fait, car il compte très peu de travailleurs frontaliers (les conséquences de ce changement sur les mobilités résidentielles auraient donc été minimales).



¹ Lors d'une précédente publication (voir Pigeron-Piroth Isabelle, (2006), « La mobilité des frontaliers travaillant au Luxembourg », Dimensions socio-économiques de la mobilité transfrontalière, actes du séminaire transfrontalier EURES - OIE organisé les 14 et 15 mars 2005), l'utilisation d'une autre définition des couronnes (la définition d'origine, sans aucun redressement) sur la période 1995-2004 avait conduit à davantage d'éloignements des frontières luxembourgeoises (la moyenne couronne étant plus large).

2.1.2 Les changements de couronne constatés sur la période 1995-2005

Parmi les travailleurs frontaliers occupés au Luxembourg en mars 1995 et en mars 2005, 2 100 ont connu un changement de couronne de résidence (soit 6.4% de l'ensemble des travailleurs frontaliers analysés ici¹), que ce changement les rapproche ou les éloigne du Luxembourg. Ce sont les frontaliers de France qui sont les plus nombreux à avoir connu un changement de couronne sur la période (6.8%, contre 6.6% pour les frontaliers de Belgique et 4.9% pour les frontaliers d'Allemagne).

Les changements de couronne conduisant à un **rapprochement** du Luxembourg concernent environ 1 240 personnes sur cette période 1995-2005, ce qui représente 3.8% des travailleurs frontaliers (tous pays de résidence confondus). A l'inverse, environ 870 travailleurs frontaliers (2.6%) effectuent un changement de couronne de résidence qui se traduit par un **éloignement** des frontières grand-ducales (voir tableau 12).

Tableau 12: Rapprochements et éloignements des frontières luxembourgeoises pour les frontaliers travaillant au Luxembourg en mars 1995 et mars 2005

Pays de résidence	Rapprochements du Luxembourg	Eloignements du Luxembourg	Total des changements de couronne de résidence	Part des rapprochements dans l'ensemble des changements de couronne
Belgique	431	244	675	63.9%
Allemagne	146	125	271	53.9%
France	666	500	1 166	57.1%
Total	1 243	869	2 112	58.9%

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS
Population de référence : personnes travaillant au Luxembourg au 31 mars 1995 et au 31 mars 2005 n'ayant pas changé de pays de résidence.

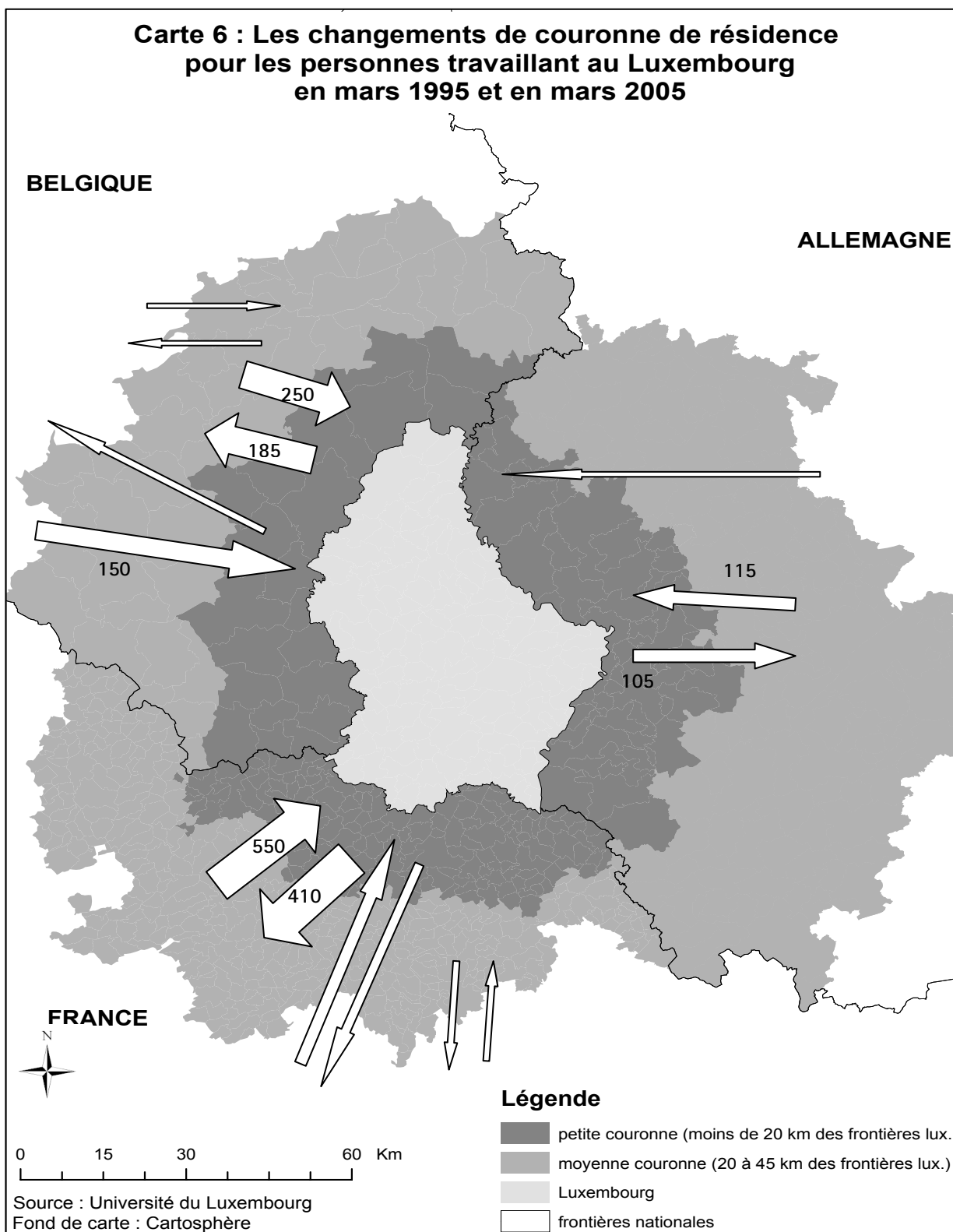
Note de lecture : 431 frontaliers habitant la Belgique et travaillant au Luxembourg en mars 1995 et 2005 ont connu un changement de couronne de résidence donnant lieu à un rapprochement du Luxembourg. Les rapprochements représentent 63,9% de l'ensemble des changements de couronne de résidence en Belgique.

La Belgique est le pays pour lequel la plus grande part des mobilités donne lieu à des rapprochements du Luxembourg, puisque près de 64 % des travailleurs frontaliers ayant changé de couronne ont opté pour une couronne plus proche des frontières luxembourgeoises. La France et l'Allemagne connaissent, quant à elles, des rapprochements moins conséquents (respectivement 57.1% et 53.9% des mobilités donnent lieu à un rapprochement). Notons que si 2.6% de l'ensemble des frontaliers effectuent un changement de couronne qui les conduit à s'éloigner du Luxembourg, cette mobilité concerne 2.9% des frontaliers de France. Les éloignements plus nombreux en France sont probablement la conséquence des prix immobiliers de plus en plus élevés pratiqués à proximité de la frontière franco-luxembourgeoise, poussant certains ménages à accepter des trajets domicile-travail plus longs. Ainsi, le canton de Thionville est le plus onéreux de toute la Lorraine en ce qui concerne les terrains à bâtir, avec des parcelles de 740 m² allant jusqu'à 87 000 euros en 2004². Pour ce qui est des appartements, l'axe Metz-Thionville continue à tirer les prix vers le haut. La Chambre des notaires de la Moselle indique que les appartements sur cet axe valent près de 1 900 euros le mètre carré en 2006³. Le prix moyen de vente des appartements au mètre carré a augmenté de 50% en 4 ans à Yutz et de 38% à Thionville. C'est également dans ce secteur que l'on a pu noter les plus fortes hausses de prix des maisons anciennes en 4 ans : près de 84% à Audun-le-Tiche, 64% à Guénange, 62% à Yutz, ou encore 45% à Thionville. Une autre explication à ces éloignements relativement plus nombreux en France tient à la structure de la moyenne couronne. Car si les couronnes sont de taille comparable entre les trois pays, elles n'ont pas la même composition. En France, la moyenne couronne contient des communes de taille moyenne voire importante (comme Metz), situées à proximité des infrastructures routières, alors que c'est beaucoup moins le cas en Belgique et en Allemagne, car les villes de taille comparable sont plus éloignées des frontières luxembourgeoises. Cela confère à la moyenne couronne française une attractivité supérieure à celle des moyennes couronnes belges et allemandes.

¹ La population analysée compte 33 041 travailleurs frontaliers occupés au Luxembourg en mars 1995 et en mars 2005, pour lesquels la couronne de résidence est connue et n'ayant pas changé de pays de résidence. Les rapprochements et éloignements ont été étudiés à l'intérieur d'un même pays.

² Voir Direction Régionale de l'Équipement Lorraine, « Le prix des terrains à bâtir des maisons individuelles en Lorraine, année 2004 », n°3, avril 2006.

³ Voir Chambre des notaires de la Moselle, « L'observatoire de l'immobilier de la Moselle des notaires-2006 », 4 p. Les prix mentionnés sont les prix de vente hors droits, hors commission et hors mobilier.



NB : seuls les effectifs de plus de 100 personnes sont mentionnés sur la carte. Les flèches représentent les mobilités résidentielles pour l'ensemble de la couronne : leur emplacement est indépendant du lieu de départ et du lieu d'installation.

Note de lecture : parmi les personnes travaillant au Luxembourg au 31 mars 1995 et au 31 mars 2005, 250 ont quitté la moyenne couronne en Belgique pour s'installer dans la petite (territoires situés à moins de 20 kilomètres de la frontière luxembourgeoise).

La petite couronne est, de par sa proximité avec le Luxembourg, celle qui est la moins touchée par les départs (2.8% de sa population de travailleurs frontaliers de 1995 est partie dans une autre couronne). Elle est par ailleurs assez peu concernée par les arrivées (seuls 4.1% des travailleurs frontaliers habitant la petite couronne en 2005 sont des nouveaux arrivants). Son attractivité est très probablement limitée par les tensions existant sur le marché immobilier.

Dans la moyenne couronne, les mouvements d'entrée et de sortie sont plus nombreux, révélant une rotation plus importante de la population de travailleurs frontaliers. Les départs représentent ainsi 25.4% de la population des frontaliers et les arrivées 21.3%. Enfin, la grande couronne est la plus concernée par les départs (37.1% des travailleurs frontaliers de la grande couronne en sont partis).

2.1.2.1 Les changements de couronne en France

2.1.2.1.1 Les départs de la moyenne vers la petite couronne

En France, parmi toutes les mobilités recensées, 550 travailleurs frontaliers se sont rapprochés du Luxembourg en quittant la moyenne couronne pour la petite (voir carte 6). C'est dans les cantons de Thionville, Cattenom, Fontoy et Yutz que la plupart de ces migrants s'installent (voir annexe 3 pour la présentation des cantons français). Par contre, les cantons de Longwy, Mont-Saint-Martin et Herserange, pourtant proches du Luxembourg sont peu attractifs pour les personnes qui quittent la moyenne couronne (Longwy n'attire par exemple que 0,5% de ces migrants). Audun-le-Roman, plus au Sud attire davantage de travailleurs frontaliers.

2.1.2.1.2 Les départs de la petite vers la moyenne couronne

A l'inverse, parmi les frontaliers occupés au Luxembourg en mars 1995 et 2005, 410 ont quitté la petite couronne en France pour s'installer dans la moyenne. La plupart des migrants sont originaires dans cantons de Thionville, Florange et Yutz. Le

principal canton dans lequel ils s'installent est celui de Fameck¹ (23.6%).

2.1.2.2 Les changements de couronne en Belgique

En Belgique, la principale mobilité concerne des travailleurs frontaliers qui quittent la moyenne couronne pour s'installer dans la petite (250 personnes, voir carte 6). Ces mobilités concernent des territoires situés au sud de la Belgique, la ville d'Arlon étant la principale ville d'accueil de ces migrants (voir annexe 3 pour la présentation des communes). Lorsque c'est la grande couronne que les travailleurs frontaliers quittent pour la petite (150 personnes), ils choisissent souvent aussi de s'installer à Arlon.

En Belgique, la plupart des travailleurs frontaliers qui quittent la petite couronne pour la moyenne (185 personnes) restent en fait à proximité des deux pôles d'emploi luxembourgeois et ne vont pas s'installer à la frontière nord du Luxembourg. Ils s'installent surtout dans les communes de Tintigny, Meix-devant-Virton et Chiny, proches de Virton et Arlon.

2.1.2.3 Les changements de couronne en Allemagne

En Allemagne, entre 1995 et 2005, 115 personnes quittent la moyenne couronne pour la petite². Le territoire le plus attractif en petite couronne est le Kreis de Trier-Saarburg. Si on lui ajoute la ville de Trèves, c'est plus de six migrants sur dix qui s'y installent. Pour le mouvement inverse (départs de la petite couronne vers la moyenne), la partie du Kreis de Trier-Saarburg située à plus de 20 kilomètres des frontières luxembourgeoises, ainsi que le Kreis de Bernkastel-Wittlich sont les principaux lieux d'installation.

2.1.2.4 Les effets des changements de couronne sur la redistribution spatiale

Sur la période 1995-2005, la moyenne et la grande couronne subissent des pertes nettes de travailleurs frontaliers dont la somme correspond aux gains nets de la petite couronne³.

¹ Le canton de Fameck se situe à la limite des 20 kilomètres de la frontière luxembourgeoise et n'a pas fait l'objet de redressement pour l'affecter à la petite couronne au lieu de la moyenne, car les effectifs concernés sont plus limités que ceux du canton de Metzervisse.

² On remarquera au passage sur la carte 6 que la moyenne couronne est plus large en Allemagne qu'en France et en Belgique, ce qui n'a pas été redressé étant donné la faiblesse des mobilités résidentielles ayant lieu entre la moyenne et la grande couronne.

³ Étant donné que la population étudiée est celle des personnes travaillant au Luxembourg en 1995 et en 2005, la population de 1995 est équivalente à celle de 2005. La somme des gains de population correspond donc à la somme des pertes.

Ces changements de couronne de résidence peuvent conduire à une redistribution spatiale des travailleurs frontaliers plus ou moins importante selon les pays. Pour la mesurer, un *indice de redistribution spatiale* effectue le rapport entre la totalité des gains (ou des pertes) de travailleurs frontaliers dans les couronnes d'un même pays et le nombre de travailleurs frontaliers vivant aux deux dates dans ce pays. Ainsi, pour la Belgique, l'indice de redistribution spatiale établi à partir des changements de couronne est d'environ dix-sept pour mille¹. L'indice est de quatre pour mille en Allemagne et de dix pour mille en France. La redistribution spatiale des travailleurs frontaliers n'est donc presque pas affectée par ces mobilités résidentielles. L'indice plus élevé en Belgique s'explique surtout par les gains nets de frontaliers dans la petite couronne.

2.1.3 Les populations les plus concernées par un changement de couronne de résidence

Les actifs les plus jeunes (entre 30 et 39 ans) sont les plus enclins à connaître un changement de couronne

de résidence (que ce soit pour un rapprochement du Luxembourg ou un éloignement). Les jeunes actifs sont en effet plus susceptibles de changer de lieu de résidence et ce, quelle que soit la mobilité analysée (transfrontalière ou intra-pays). Par ailleurs, les personnes ayant des salaires élevés (les trois derniers déciles) sont plus concernées par un rapprochement du Luxembourg que les autres, alors que dans le cas d'un éloignement, le lien avec le niveau de salaire est moins évident.

2.1.4 L'évolution des changements de couronne dans le temps

La comparaison des périodes 1995-1998, 1998-2001 et 2001-2004 fournit des informations sur l'évolution des rapprochements et des éloignements dans le temps. Un premier constat s'impose : d'une période à l'autre, les rapprochements comme les éloignements concernent une proportion de plus en plus élevée de travailleurs frontaliers (sauf en Allemagne entre les deux dernières périodes).

Tableau 13: Rapprochements et éloignements du Luxembourg selon le pays de résidence au cours des trois périodes (en %)

	Pays de résidence			
	Belgique	Allemagne	France	Total
Période 1995-1998				
Rapprochements du Luxembourg	2.3%	1.4%	2.3%	2.2%
Eloignements du Luxembourg	1.2%	1.1%	1.3%	1.2%
Total des changements de couronne de résidence	3.5%	2.4%	3.6%	3.4%
Période 1998-2001				
Rapprochements du Luxembourg	2.6%	1.8%	2.5%	2.4%
Eloignements du Luxembourg	1.1%	1.3%	1.6%	1.4%
Total des changements de couronne de résidence	3.7%	3.1%	4.1%	3.8%
Période 2001-2004				
Rapprochements du Luxembourg	2.9%	1.8%	2.7%	2.6%
Eloignements du Luxembourg	1.5%	1.3%	1.8%	1.6%
Total des changements de couronne de résidence	4.5%	3.0%	4.5%	4.2%

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : personnes travaillant au Luxembourg lors de chaque période mentionnée et habitant en France, Allemagne ou Belgique.

Note de lecture : 3,4% des frontaliers travaillant au Luxembourg en mars 1995 et en mars 1998 ont changé de couronne de résidence. Les changements de couronne donnant lieu à un rapprochement du Luxembourg ont concerné 2,2% de l'ensemble des frontaliers, les éloignements 1,2%.

¹ Les trois couronnes ont gagné ou perdu en tout 175 personnes que l'on divise par 10 300 (la population des travailleurs frontaliers de Belgique aux deux dates).

Des trois pays voisins du Luxembourg, c'est en Belgique que la plus forte proportion de travailleurs frontaliers se rapproche de la frontière luxembourgeoise. Sur la période 2001-2004, la différence entre les rapprochements et les éloignements est nette en Belgique (2.9% se rapprochent du Luxembourg et 1.5% s'en éloignent) (voir tableau 13). Pourtant, les évolutions n'ont pas été du même ordre entre les trois périodes. Entre les deux premières, les rapprochements ont augmenté plus que les éloignements. Les départs de la moyenne ou de la grande couronne vers la petite (principalement en direction de la commune d'Arlon) ont été nombreux. Par contre, les deux dernières périodes ont révélé une hausse des éloignements supérieure à celle des rapprochements. Les départs d'Arlon en direction de la moyenne couronne ont notamment été multipliés par trois. Sur la période 2001-2004, la commune la plus attractive pour les travailleurs quittant la petite couronne est celle de Tintigny (elle attire à elle seule le quart des migrants quittant la petite couronne pour la moyenne).

La France, quant à elle, se démarque par la plus forte proportion de travailleurs frontaliers concernés par un éloignement (1.8% pour 2001-2004). Au fil des trois périodes étudiées, les éloignements ont connu une hausse plus importante que les rapprochements. Alors que la France et la Belgique comptaient les mêmes pourcentages de rapprochements et d'éloignements sur la première période, la situation en France a évolué vers davantage d'éloignements. En moyenne couronne, les cantons de Metzervisse et de Briey attirent de plus en plus de travailleurs frontaliers venant de la petite couronne. Fameck reste le principal canton de destination, mais perd en attractivité. Pour les rapprochements de la moyenne couronne vers la petite, les cantons de Cattenom et de Yutz ont semble-t-il gagné en attractivité entre les trois périodes, tout comme celui de Sierck-les-Bains, même s'il est assez peu concerné par les installations. Thionville, qui reste la principale destination des travailleurs frontaliers quittant la moyenne couronne a perdu en attractivité tout comme Fontoy.

En Allemagne, on note une forte hausse des rapprochements entre les deux premières périodes (cette hausse étant supérieure à celle des éloignements). Le Kreis de Trier-Saarburg et le Kreisfreie Stadt Trier concentrent la plupart des migrants qui viennent s'installer en petite couronne. Les migrants qui se rapprochent du Luxembourg quittent le plus souvent la grande couronne ou le Kreis de Berncastel-Wittlich.

2.2 Les changements de canton de résidence pour les habitants du Luxembourg ayant un emploi

2.2.1 Les arrivées et départs de travailleurs dans chaque canton luxembourgeois

L'analyse des arrivées et des départs de travailleurs dans chaque canton luxembourgeois fournit un bilan de l'attractivité de chacun d'entre eux, mais aussi de leur capacité à retenir les personnes ayant un emploi¹. L'attractivité est mesurée par *l'indice d'immigration*, c'est-à-dire la part que représentent les arrivées² de personnes ayant un emploi dans la population active occupée du canton. La capacité de rétention se mesure, quant à elle, par le pourcentage des départs de travailleurs dans la population du canton ayant un emploi (*indice d'émigration*).

21% des personnes habitant et travaillant au Luxembourg (en mars 1995 et en mars 2005) vivent en 2005 dans un canton différent de celui de 1995. Luxembourg-Ville³ connaît beaucoup plus de départs de travailleurs que d'arrivées sur la période (voir graphique 1). Avec un indice d'émigration très élevé, la capitale parvient très mal à conserver sa population de travailleurs par rapport aux autres cantons (plus du tiers des habitants ayant un emploi ont quitté la capitale entre 1995 et 2005), signe de l'étalement périurbain.

¹ Cette analyse porte sur les personnes habitant au Luxembourg et ayant un emploi au Luxembourg en mars 1995 et en mars 2005. Les mobilités prises en compte sont relatives à ces actifs occupés et ne comptabilisent pas les membres de la famille qui les accompagnent.

² Ne sont pas prises en compte les arrivées en provenance de l'étranger ni les départs pour l'étranger.

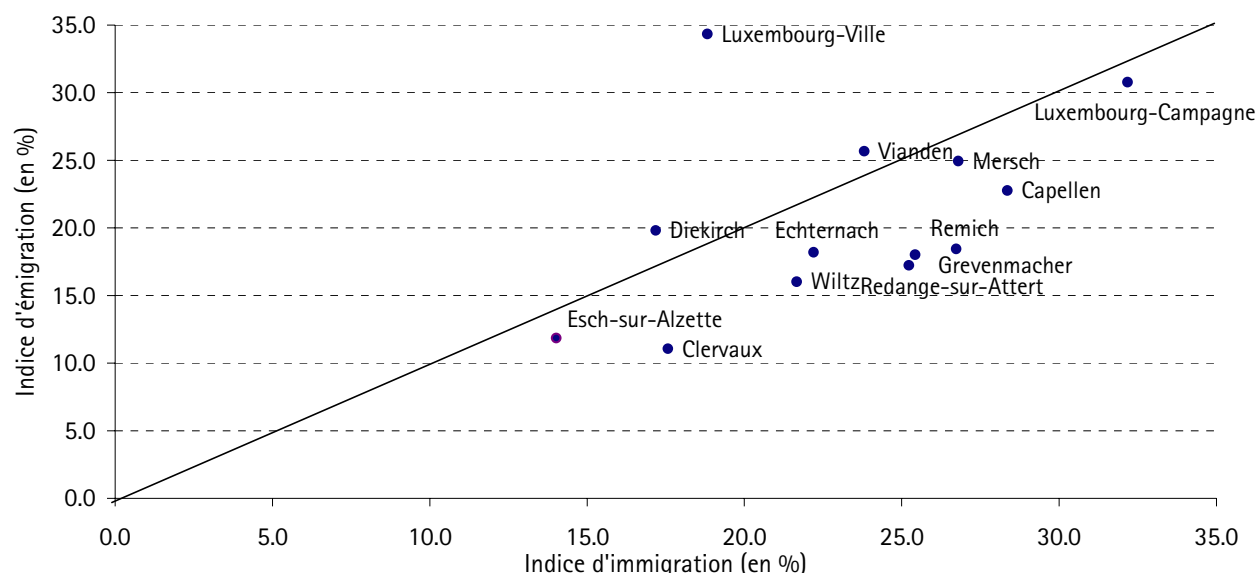
³ On a pris pour habitude de scinder le canton de Luxembourg en deux : Luxembourg-Ville d'une part et les communes périurbaines formant « Luxembourg-Campagne » d'autre part.

La majeure partie des départs de Luxembourg-Ville s'effectue en direction des cantons d'Esch-sur-Alzette (33.1%, principalement dans les communes d'Esch-sur-Alzette, Dudelange, Bettembourg, Differdange et Roeser) et de Luxembourg-Campagne (29.8%, surtout à Hesperange, Bertrange et Walferdange). Mais ces deux populations quittant Luxembourg-Ville sont très différentes. Les travailleurs installés désormais dans le canton d'Esch-sur-Alzette résidaient pour 36.5% d'entre eux dans les quartiers de Bonnevoie Sud et de la Gare à Luxembourg-Ville avant leur migration. Alors que ceux qui se dirigent vers Luxembourg-Campagne étaient en 1995 moins fortement concentrés (29.2%) dans ces deux quartiers proches de la gare dans la capitale, mais davantage à Belair (10.5%) ou Hollerich (9.2%). Les travailleurs qui résident désormais dans le canton d'Esch-sur-Alzette sont en majorité des ouvriers (49.1% en 2005), et travaillent principalement dans les secteurs de la construction, de l'administration publique et du commerce (45.5% en tout en 2005). Alors que les migrants préférant Luxembourg-Campagne (en moyenne de deux ans et demi plus âgés) sont pour la plupart des employés et travaillent surtout dans l'administration publique et

l'intermédiation financière (38.7% dans ces deux secteurs). Les Luxembourgeois sont beaucoup mieux représentés dans cette seconde population de migrants (48.8% contre 41.6% pour ceux du canton d'Esch-sur-Alzette), alors que les Portugais sont mieux représentés dans la première.

Par ailleurs, l'attractivité de Luxembourg-Ville pour les habitants ayant un emploi en 1995 et en 2005 est inférieure à la moyenne, (voir tableau 14). La capitale connaît une certaine rotation de sa population totale, et si elle est assez peu attractive pour les travailleurs en place, elle l'est davantage pour les nouveaux-venus.

Graphique 1: Indices d'immigration et d'émigration par canton pour les habitants du Luxembourg ayant un emploi en mars 1995 et 2005



Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS.

Note de lecture : l'axe des abscisses représente l'indice d'immigration (c'est-à-dire le pourcentage des arrivées dans le canton). L'axe des ordonnées représente l'indice d'émigration (le pourcentage des départs du canton). Les cantons situés au dessus de la droite ont connu plus de départs que d'arrivées et inversement pour ceux en-dessous de la droite. Plus le canton est éloigné de la droite, plus la différence entre les arrivées et les départs est importante.

Population de référence : personnes travaillant au Luxembourg en mars 1995 et en mars 2005, et habitant au Luxembourg à ces deux dates.

« Luxembourg-Campagne »¹, regroupant les communes de la couronne périurbaine de Luxembourg-Ville, est le « canton » le plus attractif pour les travailleurs : les nouveaux arrivants représentent près du tiers de la population de 2005 (voir graphique 1). Par contre, ces communes parviennent difficilement à conserver leur population d'actifs occupés (elles ont l'indice d'émigration le plus élevé, juste après Luxembourg-Ville : 30.8%) (voir tableau 14). Il y a donc une rotation élevée des travailleurs dans le canton de Luxembourg-Campagne (forte immigration et forte émigration à la fois). La plupart des départs ont lieu vers Luxembourg-Ville (26.6%) et le canton d'Esch-sur-Alzette (24.7%). Les travailleurs qui quittent Luxembourg-Campagne (surtout Hesperange et Walferdange) pour rejoindre la capitale, résident en 2005 principalement dans les quartiers de Bonnevoie Sud, Belair et Gasperich. Ceux qui optent pour le canton d'Esch-sur-Alzette habitent surtout à Roeser (commune contigüe à Hesperange) et Dudelange. La ville d'Esch-sur-Alzette n'apparaît qu'en cinquième position des principales communes de résidence, alors qu'elle était beaucoup plus fortement plébiscitée pour les mobilités au départ de la capitale. Avant leur migration, ces travailleurs résidaient très majoritairement à Hesperange (pour 42.8%). Ces deux populations de migrants quittant Luxembourg-Campagne sont différentes par de nombreux aspects. Ceux qui choisissent la capitale sont moins souvent de statut employé, mais plus souvent indépendants ou travailleurs intellectuels indépendants que ceux qui optent pour le canton d'Esch. La nationalité luxembourgeoise est sous-représentée dans le premier groupe de migrants et la nationalité française surreprésentée. Pour les travailleurs installés dans le canton d'Esch (en moyenne de deux ans moins âgés que ceux qui vont dans la capitale), l'activité se concentre moins dans l'administration publique en 2005, mais davantage dans le commerce, par rapport à ceux qui ont migré vers la capitale.

Les cantons de Capellen et Mersch sont les plus attractifs après celui de Luxembourg-Campagne, mais ils perdent une bonne partie de leur population de travailleurs, surtout au profit des cantons d'Esch-sur-Alzette, de Luxembourg-Campagne et de Luxembourg-Ville (en ajoutant Diekirch pour le canton de Mersch).

A l'autre extrémité de l'axe des abscisses, le canton le moins attractif de tous est celui d'Esch-sur-Alzette. Même si ce canton figure parmi les principales destinations des travailleurs quittant Luxembourg-Ville et Luxembourg-Campagne, les nouveaux arrivants ne représentent que 14% de sa population de personnes ayant un emploi (le canton d'Esch-sur-Alzette est celui qui compte la population de travailleurs la plus importante). Il est encore moins attractif pour les Luxembourgeois (avec seulement 11% d'installations, contre près de 18% pour les Portugais). C'est par contre un des cantons qui conservent le mieux leur population de travailleurs (moins de 12% de la population a migré vers un autre canton). Le canton de Clervaux s'illustre également par une faible attractivité et une forte capacité de rétention de sa population de travailleurs. Cela s'explique vraisemblablement par l'existence d'un pôle d'emploi interne au canton et son éloignement par rapport aux autres pôles d'emploi et de population du pays.

Les cantons de la façade Est du pays (Echternach, Grevenmacher, et Remich) ainsi que ceux du Nord-Ouest (Wiltz et Redange) sont caractérisés par des installations nombreuses de travailleurs (entre 21% et 27% de la population) et des départs plus faibles (entre 15 et 20%). Les nouveaux arrivants viennent des cantons les plus peuplés, auxquels il faut ajouter ceux de Diekirch et Mersch pour « alimenter » les cantons du Nord-Ouest. Ces mobilités résidentielles étant évidemment favorisées par la proximité géographique des cantons en question. Quant à leur capacité de rétention, elle peut s'expliquer par la présence des pôles d'emploi d'Echternach ou de la Nordstad.

¹ Il s'agit des communes de Bertrange, Contern, Hesperange, Niederanven, Sandweiler, Schuttrange, Steinsel, Strassen, Walferdange, Weiler-la-Tour.

**Tableau 14: Arrivées et départs dans les différents cantons du Luxembourg
Pour les habitants du pays ayant un emploi en 1995 et en 2005**

	Arrivées	Départs	Solde migratoire	Population en 1995	Population en 2005	Indice d'immigration (en pour cent)	Indice d'émigration (en pour cent)
Capellen	2 642	1 966	676	8 641	9 317	28.4	22.8
Clervaux	582	340	242	3 071	3 313	17.6	11.1
Diekirch	1 195	1 423	-228	7 182	6 954	17.2	19.8
Echternach	793	618	175	3 397	3 572	22.2	18.2
Esch-sur-Alzette	4 549	3 751	798	31 645	32 443	14.0	11.9
Grevenmacher	1 507	971	536	5 390	5 926	25.4	18.0
Luxembourg-Campagne	3 451	3 234	217	10 509	10 726	32.2	30.8
Luxembourg-Ville	2 819	6 363	-3 544	18 522	14 978	18.8	34.4
Mersch	1 709	1 551	158	6 220	6 378	26.8	24.9
Redange-sur-Attert	932	575	357	3 337	3 694	25.2	17.2
Remich	1 146	710	436	3 851	4 287	26.7	18.4
Vianden	190	210	-20	818	798	23.8	25.7
Wiltz	634	437	197	2 730	2 927	21.7	16.0
Ensemble	22 149	22 149	0	105 313	105 313	21.0	21.0

Source : Université du Luxembourg d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : personnes travaillant et habitant au Luxembourg en mars 1995 et en mars 2005.

Note de lecture : parmi les habitants du Luxembourg ayant un emploi dans leur pays en mars 1995 et en mars 2005, 2 819 résident à Luxembourg-Ville en 2005 alors qu'ils n'y habitaient pas en 1995. Par ailleurs, 6 363 ne résident plus à Luxembourg-Ville en 2005, alors qu'ils y habitaient dix ans auparavant.

2.2.2 Les principaux changements de canton au Luxembourg

De manière générale, les changements les plus nombreux concernent les quatre cantons les plus peuplés du pays (Esch-sur-Alzette, Luxembourg-Ville, Luxembourg-Campagne et Capellen). Ces cantons sont proches les uns des autres et incluent les deux principaux pôles d'emploi et de population du Luxembourg. Pour changer de canton de résidence, les actifs occupés parcourent de courtes distances pour la plupart d'entre eux. Le flux le plus important concerne des travailleurs qui quittent Luxembourg-Ville pour se rendre dans le canton d'Esch-sur-Alzette (2 105 travailleurs, soit 2% de l'ensemble des résidents travaillant au Luxembourg en 1995 et 2005). Il se pourrait qu'une partie de la population active occupée de la capitale élise domicile dans le sud du pays pour des raisons immobilières (nous verrons dans les années à venir les conséquences de l'aménagement des friches industrielles de Belval). Les départs de Luxembourg-Ville pour les communes avoisinantes de Luxembourg-Campagne constituent le second flux le plus important (1 900 travailleurs, soit 1.8% de la population prise en compte ici) et traduisent un mouvement de périurbanisation. Les départs du canton d'Esch-sur-Alzette pour celui de Capellen sont également à noter (995 personnes).

2.2.3 Les mobilités selon les caractéristiques des travailleurs

Les différents cantons luxembourgeois n'exercent pas la même attraction sur les travailleurs selon leurs caractéristiques. C'est ce que révèlent les indicateurs de migration différentielle¹ pour les trois principaux cantons de résidence (voir en annexe 4).

Luxembourg-Ville se caractérise par de nombreux départs de travailleurs et de faibles arrivées sur la période d'analyse (1995-2005). Néanmoins, selon les caractéristiques des travailleurs, l'influence de la capitale diffère. Pour les plus de 45 ans (plus sédentaires en général), et dans une moindre mesure les jeunes actifs de 25-29 ans, les départs de Luxembourg-Ville restent supérieurs aux arrivées, mais les différences entre les deux sont amoindries. Même remarque pour les Travailleurs Intellectuels Indépendants, les fonctionnaires et les employés, ainsi que les travailleurs de nationalité luxembourgeoise et française. Par contre, les travailleurs portugais surtout (mais aussi les Belges, Allemands et Italiens), ainsi que les ouvriers sont plus intéressés à s'installer en dehors de la capitale : Luxembourg-Ville est encore moins attractive pour eux que pour l'ensemble de la population ayant un emploi.

¹ Voir l'encadré 1 pour les explications sur le mode de calcul des indices de migration différentielle.

Les actifs travaillant en 2005 dans l'éducation, les services collectifs sociaux et personnels, les hôtels-restaurants, les services aux entreprises ou encore l'administration publique (activités fortement présentes dans la capitale) sont moins réticents à venir s'installer à Luxembourg-Ville, contrairement aux salariés de la construction et des services domestiques surtout.

Le canton de Luxembourg-Campagne a connu, quant à lui, légèrement plus d'arrivées que de départs de travailleurs entre 1995 et 2005. Il est relativement plus attractif pour les actifs de 40 à 54 ans, et les travailleurs de nationalité « autre »¹, portugaise, française, allemande et italienne. Même chose pour les ouvriers, les indépendants et les Travailleurs Intellectuels Indépendants, les salariés des hôtels-restaurants, de la construction, de l'intermédiation financière et des services domestiques. Luxembourg-Campagne est par contre moins attractif pour les travailleurs les plus jeunes et les plus âgés. Les Belges et les Luxembourgeois sont relativement moins attirés que les autres nationalités. Tout comme les employés et les fonctionnaires et les salariés des transports et communication, du commerce et des services aux entreprises surtout.

Quant au canton d'Esch-sur-Alzette, il se caractérise par une attraction plus importante sur les jeunes

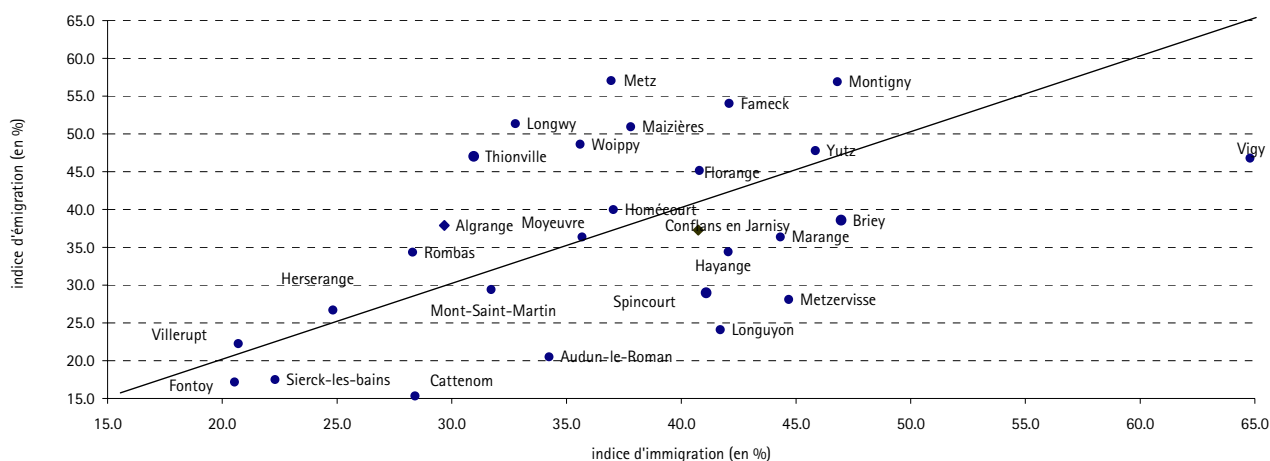
actifs de 25 à 34 ans, mais aussi sur les plus de 55 ans (entre 34 et 55 ans, il est par contre moins attractif). L'attraction de ce canton est très forte sur les Portugais, et dans une moindre mesure les nationalités « autres », les Italiens et les Français, alors que le canton est beaucoup moins attractif pour les Luxembourgeois. Par ailleurs, les ouvriers, les salariés des services domestiques, de la construction, des hôtels-restaurants sont relativement plus attirés que les autres dans ce canton. Par contre, il est moins attractif pour les fonctionnaires, les indépendants, les employés et les Travailleurs Intellectuels Indépendants, de même que les salariés de l'intermédiation financière, de l'administration publique, de la santé et action sociale, mais aussi des industries manufacturières.

2.3 Les autres changements internes à la France, la Belgique et l'Allemagne

Indépendamment de toute problématique relative aux rapprochements ou éloignements des frontières, cette analyse s'attache aux cantons en France, aux communes en Belgique et aux Kreis en Allemagne, afin de déceler les tendances concernant l'attractivité des différents territoires pour les personnes ayant un emploi au Luxembourg.

2.3.1 Les cantons français

Graphique 2: Indices d'immigration et d'émigration par cantons pour les frontaliers de France occupés au Luxembourg en mars 1995 et 2005



Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Note de lecture : l'axe des abscisses représente l'indice d'immigration (c'est-à-dire le pourcentage des arrivées dans le canton). L'axe des ordonnées représente l'indice d'émigration (le pourcentage de départs du canton). Les cantons situés au-dessus de la droite ont connu plus de départs que d'arrivées et inversement pour ceux en-dessous de la droite. Plus le canton est éloigné de la droite, plus la différence entre les arrivées et les départs est importante.

Population de référence : personnes travaillant au Luxembourg en mars 1995 et en mars 2005, et résidant en France à ces deux dates.

NB : nous n'avons représenté ici que les cantons qui comptent une population de travailleurs frontaliers supérieure à la valeur médiane en 1995 et en 2005.

¹ Il s'agit des nationalités différentes de la nationalité belge, allemande, française, italienne, luxembourgeoise et portugaise.

Le canton de Vigy se démarque nettement des autres (voir graphique 2) et apparaît comme le plus attractif de tous pour les personnes travaillant au Luxembourg en mars 1995 et en mars 2005 (les nouveaux arrivants représentent près de 65% des frontaliers habitant le canton). Vigy a bénéficié de nouveaux arrivants en provenance de Metz et de son voisin Maizières-lès-Metz, mais les effectifs concernés par cette mobilité résidentielle sont limités. Les cantons de Briey, Yutz, Metzervisse et Montigny-lès-Metz sont aussi très attractifs, surtout pour les cantons voisins (voir annexe 3 pour situer les cantons). Ils possèdent un indice d'immigration (axe des abscisses) entre 44 et 47%. L'attractivité de Yutz s'explique par sa proximité avec Thionville. Néanmoins, le canton de Yutz compte des départs de travailleurs frontaliers légèrement supérieurs aux arrivées. Quant à Montigny-lès-Metz, il a su attirer une partie des migrants quittant la ville de Metz, mais les départs vers d'autres cantons sont supérieurs aux arrivées.

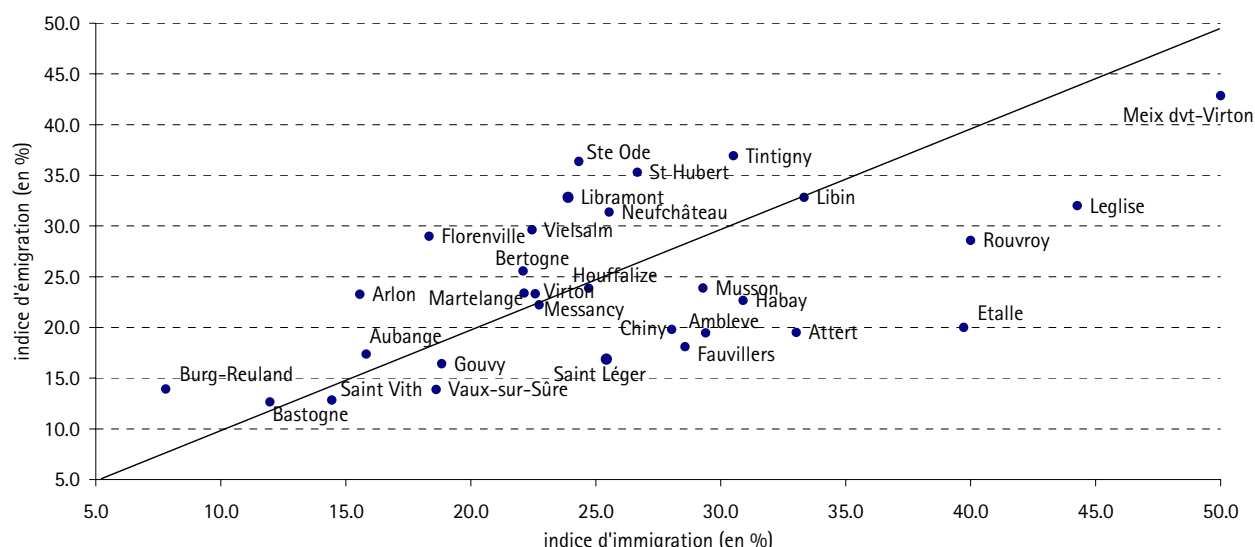
A l'autre extrémité de l'axe des abscisses, se trouvent les cantons les moins attractifs pour les travailleurs frontaliers. Ce sont ceux de Fontoy, Villerupt et Sierck-les-Bains : les nouveaux arrivants dans ces cantons représentent moins de 25% de l'ensemble des travailleurs frontaliers qui y vivent en 2005. Ce sont pourtant des cantons proches des frontières luxembourgeoises. Fontoy et Villerupt comptent chacun un très grand nombre de travailleurs frontaliers (Fontoy a l'effectif le plus élevé de travailleurs frontaliers et Villerupt est le troisième le plus peuplé). Les tensions sur le marché immobilier sont donc importantes. Le canton de Sierck-les-Bains, quant à lui, semble souffrir de son éloignement par rapport à l'axe Metz-Thionville-Luxembourg et par rapport aux grandes agglomérations.

Ces trois cantons les moins attractifs (Fontoy, Villerupt et Sierck-les-Bains) figurent par contre parmi ceux qui parviennent le mieux à retenir leur population de travailleurs frontaliers (axe des ordonnées). Avec seulement 15% de départs, c'est le canton de Cattenom qui retient le mieux sa population. Ces cantons sont proches des frontières luxembourgeoises, ce qui explique le fort attachement de leur population de travailleurs frontaliers.

D'autres cantons, comme ceux de Metz, Montigny-lès-Metz, Fameck, Longwy, Maizières-lès-Metz, Woippy, Thionville ou encore Yutz parviennent très mal à retenir leur population de travailleurs frontaliers (en haut de l'axe des ordonnées). L'indice d'émigration est supérieur à 45%. Les départs très nombreux des travailleurs frontaliers de la ville de Metz (57%) correspondent à la fois à un rapprochement du Luxembourg (installation dans les cantons de Thionville ou Cattenom par exemple), mais aussi à une installation en zone périurbaine (par exemple dans les cantons de Montigny-lès-Metz, Vigy ou Woippy). Cependant, la faible capacité à retenir les travailleurs frontaliers n'est pas seulement le fait des cantons les plus éloignés des frontières, puisque les villes de Thionville et Longwy sont aussi concernées par de nombreux départs. Les travailleurs frontaliers les quittent pour se rendre dans les cantons voisins (principalement Cattenom et Yutz pour ceux qui quittent Thionville, Mont-Saint-Martin et Herserange pour ceux qui quittent Longwy) où ils ont probablement trouvé un bien immobilier correspondant davantage à leurs attentes (à la fois en terme de coût et de type de bien). Car les départs des villes sont aussi liés aux étapes du cycle de vie. Les villes restent en effet attractives pour des populations jeunes et à la recherche d'un accès facile aux moyens de transport, à la culture, aux services ... Mais un peu plus tard dans le cycle de vie, lorsque la famille se constitue ou s'agrandit, les attentes ne sont plus les mêmes et on quitte bien souvent les villes pour s'installer en zone périurbaine ou rurale. Par ailleurs, Thionville et Longwy comptabilisant chacune un nombre déjà élevé de travailleurs frontaliers, parviennent difficilement à répondre à la demande, dans un contexte de marché immobilier tendu et souffrent d'une attractivité plus faible que d'autres cantons.

2.3.2 Les communes belges

Graphique 3: Indices d'immigration et d'émigration par communes pour les frontaliers de Belgique occupés au Luxembourg en mars 1995 et 2005



Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS.

Note de lecture : l'axe des abscisses représente l'indice d'immigration (c'est-à-dire le pourcentage des arrivées dans la commune). L'axe des ordonnées représente l'indice d'émigration (le pourcentage de départs de la commune). Les communes situées au dessus de la droite ont connu plus de départs que d'arrivées et inversement pour celles en-dessous de la droite. Plus la commune est éloignée de la droite, plus la différence entre les arrivées et les départs est importante.

Population de référence : personnes travaillant au Luxembourg en mars 1995 et en mars 2005, et résidant en Belgique à ces deux dates.

NB : nous n'avons représenté ici que les communes qui comptent une population de travailleurs frontaliers supérieure à la valeur médiane en 1995 et en 2005.

D'après le graphique 3, Meix-devant-Virton, Léglise, Etalle et Rouvroy se démarquent très nettement comme étant les communes les plus attractives¹ pour les travailleurs occupés au Luxembourg : entre 40% et 50% de leur population de travailleurs frontaliers est constituée de nouveaux arrivants sur la période 1995-2005 (voir annexe 3 pour situer les communes). Elles ne sont pas directement limitrophes avec le Luxembourg. Etalle, juste à l'Ouest d'Arlon, et Léglise un peu plus au Nord ont toutes deux profité de départs d'Arlon et d'Habay (surtout Etalle). A l'opposé de l'axe des abscisses, se trouvent les communes de Burg-Reuland, Bastogne et Saint Vith, les moins attractives pour les travailleurs frontaliers (avec seulement 7.8%, 12% et 14.4% de nouveaux arrivants). Situées au Nord ou au Nord-Ouest du Luxembourg, elles sont éloignées des principaux pôles d'emploi luxembourgeois. Arlon et Aubange, les deux principales communes de résidence des travailleurs frontaliers, figurent aussi parmi les moins attractives (respectivement 15.6% et 15.8% de nouveaux arrivants), probablement victimes de la situation du marché immobilier. Néanmoins, du côté français, la

ville de Thionville, principale commune de résidence des travailleurs frontaliers a une attractivité qui correspond au double de celle d'Arlon.

En ce qui concerne les départs des travailleurs frontaliers (axe des ordonnées), Bastogne, Saint Vith, Burg-Reuland et Vaux-sur-Sûre sont les communes qui parviennent le mieux à retenir leur population de travailleurs frontaliers, car elles comptent moins de 15% de départs. Elles disposent en effet d'une population « fidèle » de travailleurs frontaliers, du fait de la particularité de leur lieu de travail au Luxembourg (au Nord, très probablement). Cette population a donc très peu d'intérêt à changer de commune de résidence. On notera par contre que les communes de Meix-devant-Virton, Tintigny, Ste Ode et St Hubert sont très concernées par des départs de travailleurs frontaliers. Pour Tintigny (celle pour laquelle les effectifs concernés sont les plus importants), il s'agit bien souvent de frontaliers qui se rapprochent des frontières luxembourgeoises en s'installant à Arlon, Etalle ou encore Habay.

¹ Meix-devant-Virton et Rouvroy sont deux communes comptabilisant chacune moins de 50 travailleurs frontaliers occupés au Luxembourg en 1995 et en 2005.

Arlon, la principale commune de résidence des frontaliers venant de Belgique a connu beaucoup plus de départs de travailleurs frontaliers que d'arrivées sur la période 1995-2005, ce qui lui vaut un solde migratoire négatif. C'est surtout Attert, sa voisine au Nord, qui bénéficie de ces départs, mais aussi Messancy et Habay. Aubange, seconde commune de résidence des frontaliers de Belgique connaît également un léger déficit migratoire et souffre surtout de son manque d'attractivité. Comme dans le cas de la France, les principales communes de résidence en Belgique sont peu attractives et parviennent difficilement à conserver leur population de travailleurs frontaliers, ce qui se manifeste par un solde migratoire négatif sur la période.

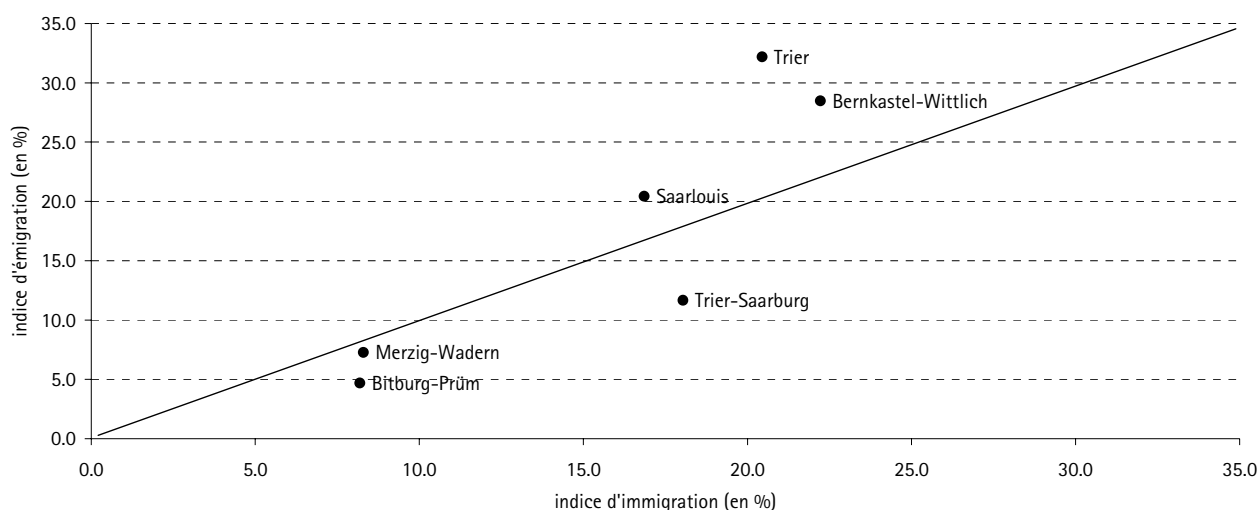
2.3.3 Les Kreis allemands

Du côté allemand, les Kreis sont de taille beaucoup plus grande que les communes belges ou les cantons français. Les changements de Kreis seront donc moins fréquents que les changements décelés en Belgique et en France. Les frontaliers venant d'Allemagne résident pour la plupart dans les deux Kreis de Trier-Saarburg et de Bitburg-Prüm (voir annexe 3).

Second Kreis comptant le plus de travailleurs frontaliers occupés au Luxembourg, Bitburg-Prüm est

pourtant un des moins attractifs (voir graphique 4). Mais de tous les Kreis que nous avons pu analyser, c'est celui qui parvient le mieux à retenir sa population de frontaliers, très certainement du fait de la localisation géographique particulière de leur emploi au Grand-Duché (au Nord ou à l'Est sans doute). Merzig-Wadern, situé en Sarre, est aussi peu attractif que Bitburg-Prüm. Il est pourtant, dans sa partie la plus à l'Ouest, limitrophe avec le Luxembourg. Il dispose tout comme Bitburg-Prüm d'une capacité de rétention parmi les plus élevées. Trèves, à l'inverse de Bitburg-Prüm et de Merzig-Wadern, est très attractive : les nouveaux arrivants représentent un cinquième de sa population. Cependant, elle parvient difficilement à retenir ses travailleurs frontaliers, et les départs concernent près du tiers de la population. Il y a donc une rotation importante de la population de travailleurs frontaliers à Trèves. La grande majorité des départs s'orientent vers le Kreis de Trier-Saarburg. Celui-ci légèrement moins attractif que Trèves, parvient beaucoup mieux à retenir sa population de travailleurs frontaliers (moins de 12% de départs). Bernkastel-Wittlich, enfin, est le Kreis le plus attractif pour les travailleurs frontaliers. Son indice d'immigration est de 22%, mais tout comme Trèves et Saarlouis, il connaît une baisse de sa population de travailleurs frontaliers sur la période d'analyse, car il compte davantage de départs (28.5%).

Graphique 4: Indices d'immigration et d'émigration par Kreis pour les frontaliers d'Allemagne occupés au Luxembourg en mars 1995 et 2005



Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Note de lecture : l'axe des abscisses représente l'indice d'immigration (c'est-à-dire le pourcentage des arrivées dans le Kreis). L'axe des ordonnées représente l'indice d'émigration (le pourcentage de départs dans le Kreis). Les Kreis situés au dessus de la droite ont connu plus de départs que d'arrivées et inversement pour ceux en-dessous de la droite. Plus le Kreis est éloigné de la droite, plus la différence entre les arrivées et les départs est importante.

Population de référence : personnes travaillant au Luxembourg en mars 1995 et en mars 2005, et résidant en Allemagne à ces deux dates.

NB : nous n'avons représenté ici que les Kreis qui comptent une population de travailleurs frontaliers supérieure à la valeur médiane en 1995 et en 2005.

2.4 L'évolution de l'attractivité des territoires dans le temps

2.4.1 Au Luxembourg

Entre les trois périodes étudiées, on constate peu d'évolutions dans l'attractivité et la capacité de rétention des cantons luxembourgeois auprès de la population des actifs occupés. Luxembourg-Campagne, Capellen, Mersch et Remich sont sur chaque période les cantons les plus attractifs pour les personnes ayant un emploi. On notera néanmoins, de période en période, un effritement de l'attraction de Luxembourg-Campagne (16.3% d'arrivées entre 1995 et 1998 et 14.4% entre 2001 et 2004) et une hausse de celle du canton de Vianden (14.5% sur la dernière période, alors qu'elle était de 11.1% entre 1995 et 1998).

Pour chaque période analysée, les cantons les moins attractifs sont Esch-sur-Alzette, Clervaux et Diekirch, avec néanmoins une hausse de l'attraction de Clervaux. L'indice d'émigration est relativement stable pour les deux cantons qui parviennent le mieux à retenir leur population de travailleurs, à savoir Esch-sur-Alzette et Clervaux. A l'inverse, Luxembourg-Ville, Luxembourg-Campagne, Mersch et Vianden sont les plus concernés par les départs, sans grande évolution, sauf pour Vianden qui a vu son indice d'émigration diminuer de période en période.

2.4.2 En France

Aux yeux des travailleurs frontaliers vivant en France, les cantons les plus attractifs (quelle que soit la période analysée) ne sont pas les plus proches des frontières luxembourgeoises, c'est même le contraire. Sierck-les-Bains, Cattenom, Fontoy, Herserange et Villerupt font ainsi partie des cantons les moins attractifs. Entre les trois périodes, on notera néanmoins une hausse de l'attraction de Sierck et de Cattenom. Par ailleurs, l'attractivité de cantons légèrement excentrés par rapport au sillon mosellan est à relever. C'est par exemple le cas du canton de Briey. Alors qu'entre 1995 et 1998, les nouveaux arrivants représentaient 18.4% de sa population de travailleurs frontaliers, l'indice d'immigration a fortement augmenté et place Briey parmi les plus attractifs de la période 2001-2004 (25.3%).

La capacité à retenir la population de travailleurs frontaliers s'est renforcée à proximité des frontières (surtout pour Sierck), mais aussi pour plusieurs cantons du sillon mosellan (comme Fameck, Maizières-lès-Metz, Marange-Silvange). Sur la dernière période, les départs

les plus nombreux de travailleurs frontaliers concernent Metz et ses environs (cantons de Montigny et de Woippy). Ils sont en hausse à Montigny et Woippy, mais en baisse à Metz, par rapport aux périodes précédentes.

2.4.3 En Belgique

Les trois principales communes de résidence des travailleurs frontaliers habitant en Belgique (Arlon, Aubange et Messancy) connaissent peu d'évolution de leur attractivité et de leur capacité à retenir leur population de frontaliers. C'est dans d'autres communes que des évolutions plus conséquentes apparaissent entre les trois périodes considérées. Ainsi, la forte progression de l'attractivité de Tintigny est à noter. Entre 2001 et 2004, les arrivées représentent 27% de la population de travailleurs frontaliers, ce qui fait d'elle la commune la plus attractive (son indice d'immigration était de 19.4% entre 1995 et 1998, et de 15.4% entre 1998 et 2001). Elle a profité de départs d'Habay, Etalle et Arlon, dont elle est proche. L'attractivité a également augmenté, mais dans une moindre mesure, pour Neufchâteau ou encore Vaux-sur-Sûre, qui bénéficient dans la plupart des cas de départs des communes voisines. Par contre, Attert ou Saint Léger, plus proches du Luxembourg, ont vu leur indice d'immigration diminuer après 1998, probablement victimes de leur contigüité avec Arlon et des prix qui en découlent. Saint Léger s'illustre par la faiblesse des départs de travailleurs frontaliers entre 1995 et 1998, mais ceux-ci ont beaucoup augmenté de période en période, comme à Etalle et Chiny. A l'inverse, d'autres communes qui parvenaient difficilement à retenir leur population de travailleurs frontaliers entre 1995 et 1998, ont vu celle-ci s'améliorer. C'est par exemple le cas de Tintigny ou encore Léglise.

2.4.4 En Allemagne

On ne perçoit pas encore les conséquences de l'ouverture de l'autoroute reliant le Luxembourg à la Sarre sur les mobilités résidentielles des frontaliers résidant en Allemagne, et notamment en ce qui concerne l'attractivité des Kreis de Sarre. Pour l'heure, les trois périodes analysées nous révèlent une hausse de l'attractivité du Kreis de Bitburg-Prüm, bénéficiant de nombreux départs de Trier-Saarburg. Bernkastel-Wittlich a par contre perdu en attractivité et n'est plus, sur la période 2001-2004, le Kreis le plus attractif. Ayant également connu une baisse de sa capacité à retenir sa population de travailleurs frontaliers, il est sur la dernière période le plus concerné par les départs de travailleurs frontaliers. Trier-Saarburg a aussi connu une hausse des départs de travailleurs frontaliers. A l'inverse, Bitburg-Prüm reste avec Merzig-Wadern (en Sarre) le Kreis qui parvient le mieux à retenir sa population.

3. Une approche de la trajectoire résidentielle des actifs occupés au Luxembourg

Afin de compléter les conclusions obtenues jusqu'alors, cette troisième partie est consacrée à la population des actifs qui travaillent au Luxembourg aux quatre dates suivantes : à la fois au 31 mars 1995, 31 mars 1998, 31 mars 2001 et 31 mars 2004. La population de référence est ainsi de 139 200 salariés et non salariés. Il est possible de dresser une partie de leur trajectoire résidentielle en présentant quatre de leurs lieux de résidence. Les migrations multiples sont ainsi identifiables, notamment les migrations de retour. Dans les analyses effectuées sur la période globale 1995-2005, on devinait l'existence de migrations de retour par le biais de la nationalité des migrants changeant de pays de résidence. Ainsi, entre 1995 et 2005, les frontaliers de nationalité luxembourgeoise sont nombreux (28%) à retourner au Luxembourg (voir tableau 3), par rapport aux autres nationalités des travailleurs frontaliers. De même pour les Français, Belges et Allemands habitant au Luxembourg, nombreux à retourner dans leur pays d'origine. La comparaison désormais possible du pays de résidence à quatre dates différentes fournira davantage d'informations sur les principales trajectoires résidentielles et les caractéristiques des migrants concernés. Afin de faire le lien avec les résultats exposés au début de la présente étude, trois types d'analyses ont été privilégiés. Tout d'abord, les changements de pays de résidence, puis les changements de canton de résidence pour les habitants du Luxembourg et enfin les changements de couronne pour les travailleurs frontaliers.

3.1 Les changements de pays de résidence

3.1.1 Les changements de pays de résidence des travailleurs frontaliers

3.1.1.1 Le nombre de changements de pays de résidence

7.2% des travailleurs frontaliers de 1995 ont connu **au moins** un changement de pays de résidence sur la période étudiée (voir tableau 15)¹. Pour les frontaliers venant de Belgique, ce pourcentage est même de 9.7%. A l'inverse, les frontaliers de France sont les moins concernés par ce type de mobilité (5.7% ont connu au moins un changement de pays de résidence).

Lorsque les travailleurs frontaliers changent de pays de résidence, dans la plupart des cas le changement est unique et s'effectue quasi-exclusivement à destination du Luxembourg. Ceci permet de confirmer les résultats obtenus lors de l'analyse relative à la période globale 1995-2005. La longueur de cette période et l'absence de données entre les deux dates extrêmes nous faisaient craindre une perte d'information due aux possibilités de mobilités multiples en dix ans d'intervalle. Or elles sont rares d'après le tableau 15 : seuls 1.1% des frontaliers changent deux fois de pays de résidence (ce sont surtout des migrations de retour) et 0.1% en changeant trois fois.

¹ Ce pourcentage est calculé à partir du total des travailleurs qui étaient frontaliers en mars 1995 et qui travaillent toujours au Luxembourg en mars 1998, mars 2001 et mars 2004.

Tableau 15: Nombre de changements de pays de résidence selon le pays habité en 1995 (en %)

Nombre de changements de pays de résidence						Pays de résidence en 1995	
					Travailleurs habitant au		Total
					Travailleurs frontaliers	Luxembourg	
	de Belgique	de France	d'Allemagne	Ensemble des frontaliers			
0	90.3	94.3	93.5	92.8		98.1	96.8
1	8.0	4.9	5.5	6.0		1.7	2.7
2	1.6	0.8	1.0	1.1		0.3	0.5
3	0.1	0.0	0.0	0.1		0.0	0.0
Total	100	100	100	100		100	100

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : personnes travaillant au Luxembourg en mars 1995, mars 1998, mars 2001 et mars 2004.

Note de lecture : 90.3% des personnes travaillant au Luxembourg et résidant en Belgique en 1995 n'ont pas changé de pays de résidence sur la période d'étude. C'est-à-dire qu'en mars 1995, mars 1998, mars 2001 et mars 2004, leur pays de résidence est la Belgique. 8% de ces frontaliers de Belgique ont connu un seul changement de pays de résidence, 1.6% en ont connu deux et 0.1% en ont connu trois.

La diversité des nationalités des travailleurs frontaliers est rappelée dans le tableau 16 tout comme l'influence du pays d'origine. Alors que 6% de l'ensemble des frontaliers changent une seule fois de pays de résidence, les frontaliers de nationalité luxembourgeoise sont 25% dans ce cas (importance des retours au Luxembourg).

Les trajectoires résidentielles peuvent être différentes en fonction de l'âge des travailleurs frontaliers. Les plus jeunes sont les plus mobiles géographiquement, à la fois du fait de leur mobilité professionnelle et des effets liés au cycle de vie. Près de 10% des frontaliers de moins de 29 ans¹ ont ainsi connu un changement de pays de résidence et 4% en ont connu deux.

3.1.1.2 Les travailleurs frontaliers installés au Luxembourg entre 1995 et 1998

Au-delà de la comptabilisation du nombre de changements de pays de résidence, il est intéressant de présenter quelques exemples de trajectoires résidentielles (détaillant le pays de résidence) ainsi que les caractéristiques des personnes concernées.

L'analyse des mobilités ayant lieu entre 1995 et 1998 offre la période d'observation la plus longue (après la migration) et permet de mesurer la stabilité ou non des installations au Luxembourg.

Tableau 16: Nombre de changements de pays de résidence selon la nationalité des travailleurs frontaliers (en %)

Nombre de changements de pays de résidence	Nationalité des travailleurs frontaliers en 1995							
	Luxembourgeois	Allemands	Belges	Français	Italiens	Portugais	autres	total
0	72.7	94.5	91.0	94.8	92.5	82.5	86.6	92.8
1	25.0	4.5	7.2	4.4	6.6	16.6	12.0	6.0
2	2.2	1.0	1.7	0.8	0.8	0.9	1.3	1.1
3	0.2	0.0	0.1	0.0	0.1	0.0	0.1	0.1
Total	100	100	100	100	100	100	100.0	100.0

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : frontaliers travaillant au Luxembourg en mars 1995, mars 1998, mars 2001 et mars 2004.

Note de lecture : 25% des Luxembourgeois qui étaient travailleurs frontaliers en 1995 ont changé une fois de pays de résidence sur la période d'étude.

¹ Il s'agit de la classe d'âge en 2004.

Les frontaliers qui viennent habiter au Luxembourg entre 1995 et 1998 effectuent pour 78% d'entre eux une mobilité durable, puisqu'ils résident toujours au Luxembourg en mars 2001 et en mars 2004 (voir tableau 17). Ceux venant d'Allemagne sont légèrement plus nombreux à être restés au Luxembourg (près de 79%). Par contre, 12% des ex-frontaliers installés au Luxembourg sont retournés avant 2001 dans le pays qu'ils avaient quitté, et 7.2% y sont retournés après 2001. Dans l'ensemble, près d'un frontalière sur cinq installé au Luxembourg retourne donc dans le pays qu'il habitait avant sa migration. Plusieurs explications peuvent être avancées. Il peut certes s'agir d'un attachement au pays qui les conduit à franchir à nouveau la frontière. Mais l'explication peut aussi résider dans les différences entre les marchés immobiliers et les opportunités qui se présentent outre-frontière.

Tableau 17: Les travailleurs frontaliers qui se sont installés au Luxembourg entre mars 1995 et mars 1998 (en %)

Trajectoire migratoire	Travailleurs frontaliers (pays de résidence en 1995)			Ensemble des frontaliers
	Belgique	France	Allemagne	
Sont restés au Luxembourg en mars 2001 et en mars 2004	77.5	78.0	78.9	77.9
Migration de retour avant 2001	11.1	12.3	13.9	12.0
Migration de retour entre mars 2001 et mars 2004	8.5	6.7	5.0	7.2
autres cas de figure	2.9	3.0	2.2	2.8
Total	100	100	100	100
Effectifs	494	432	180	1106

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : travailleurs frontaliers en mars 1995, qui se sont installés au Luxembourg entre mars 1995 et mars 1998 et qui travaillent toujours au Luxembourg en mars 2001 et 2004.

Note de lecture : 77.5% des frontaliers de Belgique installés au Luxembourg entre mars 1995 et mars 1998 résident toujours au Luxembourg en mars 2001 et 2004. 11.1% sont retournés en Belgique entre 1998 et 2001, et 8.5% y sont retournés entre 2001 et 2004.

3.1.1.3 Les installations « durables » de frontaliers au Luxembourg

Dans l'optique de présenter les principales caractéristiques des migrants et de les comparer entre elles, deux exemples d'installation « durable » de travailleurs frontaliers au Luxembourg seront détaillés. D'une part, 380 frontaliers quittent la Belgique entre 1995 et 1998 pour s'installer¹ au Luxembourg et y rester au moins jusqu'en 2004 (soit 3.5% des frontaliers de Belgique de 1995). D'après le tableau 18, c'est la trajectoire résidentielle qui compte l'effectif le plus important, après les personnes n'ayant pas changé de pays de résidence. D'autre part, 340 travailleurs frontaliers quittent cette fois-ci la France pour s'installer au Luxembourg (entre 1995 et 1998) et y rester au moins jusqu'en 2004. Ils représentent 1.9% des frontaliers de France (soit beaucoup moins qu'en Belgique). Pour ces deux mobilités, les migrants sont très majoritairement des nationaux (des Belges pour la mobilité au départ de Belgique, et des Français pour celle au départ de France). La seconde nationalité la mieux représentée est la nationalité luxembourgeoise (11% dans chaque population), attestant ainsi de l'existence de migrations de retour pour ces Luxembourgeois qui étaient des travailleurs frontaliers pour un temps.

Les migrants sont jeunes (30.7 ans² pour ceux qui quittent la France, 31.6 ans pour ceux qui quittent la Belgique) et ce sont majoritairement des employés. Le début de leur activité au Luxembourg est relativement récent (plus de la moitié d'entre eux ont été affiliés pour la première fois à la sécurité sociale luxembourgeoise entre mars 1990 et mars 1995). Dans la majeure partie des cas, ils résidaient en 1995 à moins de 20 kilomètres des frontières avec le Luxembourg. Les principaux cantons luxembourgeois dans lesquels ils habitent en 1998 sont les plus proches de la frontière qu'ils viennent de franchir ainsi que ceux de Luxembourg-Ville et d'Esch-sur-Alzette. Une fois au Luxembourg, ils changent rarement de canton de résidence. Ainsi, 80.8% des frontaliers de France vivant dans le canton d'Esch-sur-Alzette en 1998 et 77% de ceux de Luxembourg-Ville y sont restés (en 2001 et en 2004). Pour les frontaliers venant de Belgique et installés dans le canton d'Esch-sur-Alzette et de Capellen, on note respectivement 81% et 78.3% de stabilité. La stabilité est par contre plus faible à Luxembourg-Ville (63.1%) par rapport aux frontaliers venant de France.

¹ Rappelons que ces 380 personnes résident en Belgique en 1995 et au Luxembourg en 1998. Il existe un écart de trois années pendant lesquelles nous ne connaissons pas leur pays de résidence. Néanmoins, il est peu probable qu'elles aient connu d'autres changements de pays de résidence sur cette courte période.

² Il s'agit de l'âge en 1995, donc avant la migration.

Tableau 18: Principales combinaisons de pays de résidence

Pays de résidence en mars 1995	Pays de résidence en mars 1998	Pays de résidence en mars 2001	Pays de résidence en mars 2004	Effectif
Luxembourg	Luxembourg	Luxembourg	Luxembourg	103 048
France	France	France	France	16 506
Belgique	Belgique	Belgique	Belgique	9 958
Allemagne	Allemagne	Allemagne	Allemagne	5 217
Belgique	Luxembourg	Luxembourg	Luxembourg	383
France	Luxembourg	Luxembourg	Luxembourg	337
Luxembourg	France	France	France	285
France	France	Luxembourg	Luxembourg	232
Luxembourg	Luxembourg	Luxembourg	France	232
Luxembourg	Luxembourg	France	France	223
Luxembourg	Luxembourg	Luxembourg	Belgique	213
Belgique	Belgique	Luxembourg	Luxembourg	204
Luxembourg	Belgique	Belgique	Belgique	196
Luxembourg	Luxembourg	Luxembourg	Allemagne	184
France	France	France	Luxembourg	164
Luxembourg	Luxembourg	Belgique	Belgique	163
Belgique	Belgique	Belgique	Luxembourg	146
Allemagne	Luxembourg	Luxembourg	Luxembourg	142
Luxembourg	Luxembourg	Allemagne	Allemagne	139
Luxembourg	Allemagne	Allemagne	Allemagne	103

Source : Université du Luxembourg d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : personnes travaillant au Luxembourg en mars 1995, en mars 1998, en mars 2001 et en mars 2004.

Note de lecture : parmi les personnes travaillant au Luxembourg aux quatre dates mentionnées, 103 048 sont restées habiter au Luxembourg.

3.1.1.4 Les migrations de retour pour les frontaliers installés au Luxembourg

Si 12% de l'ensemble des ex-frontaliers venus vivre au Luxembourg (entre 1995 et 1998) ont connu un retour plutôt rapide dans leur pays d'origine (avant 2001), les pourcentages sont plus élevés si l'on fait référence à leur nationalité. Les migrations de retour concernent majoritairement des nationaux du pays concerné. Ainsi, 18% des Allemands ayant quitté l'Allemagne

pour le Luxembourg sont retournés vivre en Allemagne avant 2001 (14% des Français quittant la France et près de 13% des Belges quittant la Belgique).

Ces migrants qui retournent dans leur pays d'origine sont légèrement plus jeunes que pour les mobilités que nous avons décrites précédemment (ils ont moins de 30 ans, sauf dans le cas des retours en Allemagne). Dans la majeure partie des cas, ils ont un statut professionnel employé. Il est intéressant de constater leur attachement régional : nombreux sont ceux qui s'installent à proximité de l'endroit qu'ils avaient quitté avant leur installation au Luxembourg. Est-ce le hasard de leurs recherches qui les y a conduits, ou est-ce une volonté de leur part ? Les recherches sont vraisemblablement facilitées par la connaissance du terrain et par le cercle relationnel et familial, ce qui les oriente donc souvent vers leur région « d'origine ».

3.1.2 Les changements de pays de résidence des habitants du Luxembourg

3.1.2.1 Le nombre de changements de pays de résidence

Comparativement aux travailleurs frontaliers, les habitants du Luxembourg sont peu nombreux à changer de pays de résidence : seuls 1.9% d'entre eux ont connu **au moins** un changement de pays de résidence pour les quatre années prises en compte (contre 7.2% pour les frontaliers) (voir tableau 15). Lorsqu'il y a mobilité transfrontalière, la mobilité unique est prépondérante pour eux aussi.

La référence à la nationalité de ces habitants du Luxembourg ayant un emploi révèle des changements de pays de résidence plus nombreux pour les nationaux des trois pays voisins (du fait des retours dans leur pays), et beaucoup moins importants pour les Luxembourgeois et les Portugais (voir tableau 19).

Tableau 19: Nombre de changements de pays de résidence selon la nationalité des travailleurs habitant au Luxembourg (en %)

Nombre de changements de pays de résidence	Nationalité des travailleurs habitant au Luxembourg en 1995							
	Luxembourgeois	Allemands	Belges	Français	Italiens	Portugais	autres	total
0	99.1	90.2	86.3	86.9	98.0	99.1	98.2	98.1
1	0.8	9.1	12.8	11.4	1.6	0.7	1.5	1.7
2	0.2	0.7	0.8	1.7	0.4	0.2	0.3	0.3
3	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : habitants du Luxembourg ayant un emploi dans leur pays en mars 1995, mars 1998, mars 2001 et mars 2004.

Note de lecture : 12.8% des travailleurs belges résidant au Luxembourg en 1995 ont changé une fois de pays de résidence sur la période d'étude.

L'âge des habitants intervient également comme élément explicatif des trajectoires résidentielles. Les plus jeunes sont les plus mobiles : 2.4% des 30-34 ans ont changé une seule fois de pays de résidence et 0.7% deux fois.

3.1.2.2 Les habitants du Luxembourg installés dans un pays voisin entre 1995 et 1998

Les habitants du Luxembourg qui s'installent de l'autre côté de la frontière entre 1995 et 1998 effectuent une mobilité durable pour 76% d'entre eux et restent dans le même pays jusque mars 2004 (voir tableau 20), ce pourcentage étant de près de 78% pour les ex-frontaliers installés au Luxembourg (voir tableau 17). Les installations en Allemagne sont les plus stables (76.9% y sont restés jusque mars 2004). Par contre, 15.1% des migrants sont retournés au Luxembourg avant mars 2001 et 6.1% entre mars 2001 et 2004.

Tableau 20: Les travailleurs habitant au Luxembourg qui se sont installés dans un des trois pays voisins entre mars 1995 et mars 1998 (en %)

Trajectoire migratoire	Pays d'installation entre 1995 et 1998			
	Belgique	France	Allemagne	Ensemble des résidents concernés
Sont restés dans ce pays jusque mars 2004 au moins	75.4	76.0	76.9	75.9
Migration de retour au Luxembourg avant 2001	16.2	13.9	16.4	15.1
Migration de retour au Luxembourg entre mars 2001 et mars 2004	5.0	6.7	6.7	6.1
autres cas de figure	3.4	3.4	0.0	2.9
Total	100	100	100	100
Effectifs	260	375	134	769

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : habitants du Luxembourg ayant un emploi dans leur pays, qui se sont installés dans un des trois pays voisins entre mars 1995 et mars 1998 et qui travaillent toujours au Luxembourg en mars 1998, 2001 et 2004.

Note de lecture : Parmi les travailleurs résidents qui se sont installés en Belgique entre mars 1995 et mars 1998, 75,4% sont restés en Belgique en 2001 et 2004. 16,2% sont retournés au Luxembourg avant 2001, et 5% entre 2001 et 2004.

3.1.2.3 Les installations « durables » d'habitants du Luxembourg en France

Face à la multitude de trajectoires possibles, il a fallu faire un choix. Il s'est porté sur la mobilité au départ du Luxembourg comptant l'effectif le plus élevé (285 personnes, soit 0.3% des résidents). Il s'agit des personnes qui quittent le Luxembourg pour la France entre 1995 et 1998 et qui y restent sur toute la durée

de la période d'analyse. Plus de la moitié de ces migrants (55%) sont des Français qui retournent dans leur pays d'origine, par ailleurs 20.7% sont des Luxembourgeois et 11.5% des Portugais. Ces migrants sont jeunes (environ 31 ans). Ce sont surtout des employés, mais la proportion d'ouvriers est plus élevée que pour les migrations à destination du Luxembourg par exemple. Ces migrants élisent domicile dans la petite couronne dans la majorité des cas. Les principaux cantons de résidence en 1998 sont ceux de Cattenom, Fontoy, Thionville et Villerupt (respectivement 19.6%, 15.4%, 13.3% et 10.5%). Au sein de ces cantons français, la stabilité est importante, surtout à Cattenom et Fontoy (91% et 88.6% des ex-résidents qui se sont installés avant 1998 dans ces cantons y résident encore en 2001 et 2004). Dans le canton de Villerupt, la stabilité est de 70% et 56.7% dans celui de Thionville.

3.1.2.4 Les installations d'habitants du Luxembourg à l'étranger après 1998

Dans la population de référence, deux autres mobilités du Luxembourg vers la France s'effectuent plus tardivement : l'une entre 1998 et 2001 et l'autre entre 2001 et 2004. Dans ces deux cas, les personnes concernées sont majoritairement de nationalité française, mais les Luxembourgeois sont mieux représentés que dans la mobilité précédente (respectivement 28.3% et 35.8% des migrants). Les ouvriers sont légèrement plus nombreux que les employés dans ces deux groupes de migrants. Les principaux cantons de résidence en 2001 sont ceux de Cattenom, Fontoy et Thionville, dans lesquels on note une grande stabilité.

Par ailleurs, 210 habitants du Luxembourg, surtout des employés, s'installent en Belgique après 2001¹. 46.5% des migrants sont belges. Les Luxembourgeois représentent, quant à eux, plus du tiers des migrants. Les principales communes de résidence sont Arlon et Aubange (respectivement 31.3% et 19.8%).

A la frontière germano-luxembourgeoise enfin, la plus importante mobilité concerne 185 personnes qui quittent le Luxembourg entre 2001 et 2004 pour s'établir en Allemagne. Les installations de résidents du Luxembourg en Allemagne avant 2004 sont moins nombreuses, ce qui révèle un phénomène relativement récent. A la différence de ce qu'on avait pu noter aux frontières françaises et belges, ce ne sont pas des retours de nationaux, mais des installations de Luxembourgeois en Allemagne (69% de ces migrants sont de nationalité luxembourgeoise).

¹ Les installations en Belgique plus récentes concernent moins de personnes (voir tableau 18).

Les principales communes d'installation de ces Luxembourgeois migrants sont Perl et Nittel, proches de la frontière luxembourgeoise. La création de l'autoroute de la Sarre n'est certainement pas étrangère à cette attractivité accrue des environs de Perl. Les Luxembourgeois actifs y voient probablement là une solution permettant de répondre à leurs besoins en matière de logement, la proximité de ces communes avec le Luxembourg leur permettant de conserver leurs attaches familiales et sociales (et peut-être aussi de scolariser leurs enfants dans une école luxembourgeoise).

3.1.2.5 Les retours de Luxembourgeois au Luxembourg

Analysés pour les résidents de nationalité luxembourgeoise (plutôt que pour l'ensemble des résidents), les retours au Luxembourg sont très nombreux. Ainsi, les Luxembourgeois ayant déménagé à l'étranger entre 1995 et 1998 sont 27.3% à retourner au Luxembourg avant 2001 (contre 15% pour l'ensemble des résidents) et 8.2% entre 2001 et 2004 (voir tableau 21). Parmi ceux qui avaient élu domicile en Belgique, ce sont même 36.4% qui retournent au Luxembourg avant 2001, de même que 36.2% de ceux qui avaient choisi l'Allemagne. La stabilité des installations de Luxembourgeois en France sur cette période apparaît supérieure à celle constatée dans les deux autres pays.

Tableau 21: Les Luxembourgeois quittant le Luxembourg pour un des trois pays voisins entre mars 1995 et mars 1998 (en %)

Trajectoire migratoire	Pays d'installation entre 1995 et 1998			Ensemble des Luxembourgeois concernés
	Belgique	France	Allemagne	
Sont restés dans ce pays jusque mars 2004 (au moins)	56.4	67.9	57.4	61.7
Migration de retour au Luxembourg avant 2001	36.4	16.0	36.2	27.3
Migration de retour au Luxembourg entre mars 2001 et mars 2004	3.6	12.3	6.4	8.2
autres cas de figure	3.6	3.7	0.0	2.7
Total	100	100	100	100
<i>Effectifs</i>	<i>55</i>	<i>81</i>	<i>47</i>	<i>183</i>

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : Luxembourgeois ayant un emploi dans leur pays, qui se sont installés dans un des trois pays voisins entre mars 1995 et mars 1998 et qui travaillent toujours au Luxembourg en mars 1998, 2001 et 2004.

Note de lecture : Parmi les Luxembourgeois qui se sont installés en Belgique entre mars 1995 et mars 1998, 56.4% sont restés en Belgique en 2001 et 2004. 36.4% sont retournés au Luxembourg avant 2001, et 3.6% entre 2001 et 2004.

Par l'importance de leur stabilité au Luxembourg (99.1%, voir tableau 19), mais également par les migrations de retour, les Luxembourgeois ayant un emploi montrent un attachement manifeste à leur pays. L'analyse sur d'autres périodes permettra de vérifier cette tendance, mais aussi de mesurer la durabilité des installations de Luxembourgeois en Allemagne (qui se sont amplifiées ces dernières années).

Les trajectoires résidentielles abordées à présent sont relatives aux mobilités internes à chaque pays. Il s'agit d'une part des changements de canton de résidence pour les habitants du Luxembourg, et d'autre part des changements de couronne pour les travailleurs frontaliers.

3.2 Les mobilités internes à chaque pays

3.2.1 Les changements de canton de résidence pour les habitants du Luxembourg ayant un emploi

Au Luxembourg, 20.3% des personnes ayant un emploi en mars 1995, 1998, 2001 et 2004 ont changé **au moins** une fois de canton de résidence. Dans la majeure partie des cas, le changement de canton est unique. La capitale et les communes environnantes (« Luxembourg-Campagne ») sont les plus concernées par les changements de canton (voir tableau 22). En effet, parmi les habitants de Luxembourg-Ville en 1995, 27.4% ont changé une fois de canton de résidence et 4.9% en ont changé deux fois (respectivement 24.1% et 4.7% pour les habitants de Luxembourg-Campagne). Les cantons de Vianden, Mersch et Capellen sont les trois cantons suivants pour lesquels on comptabilise le plus de départs (en tout 25.6%, 23.9% et 21.4%). A l'inverse, ceux de Clervaux et d'Esch-sur-Alzette parviennent le mieux à retenir leur population de travailleurs.

Tableau 22: Le nombre de changements de canton de résidence pour les habitants du Luxembourg ayant un emploi (en %)

Canton de résidence en 1995	Nombre de changements de canton de résidence au Luxembourg					Effectif
	0	1	2	3	Total	
Capellen	78.6	17.0	3.9	0.5	100	8 259
Clervaux	89.3	8.3	1.9	0.4	100	2 905
Diekirch	80.1	15.3	4.0	0.6	100	6 994
Echternach	82.2	13.4	4.0	0.3	100	3 251
Esch-sur-Alzette	88.3	9.0	2.5	0.3	100	29 823
Grevenmacher	82.2	13.4	3.9	0.5	100	5 205
Luxembourg-Campagne	70.6	24.1	4.7	0.6	100	9 942
Luxembourg-Ville	67.0	27.4	4.9	0.7	100	17 147
Mersch	76.1	18.6	4.4	0.8	100	6 027
Redange-sur-Attert	84.1	12.6	2.9	0.4	100	3 210
Remich	82.2	13.4	3.9	0.5	100	3 686
Vianden	74.4	20.8	4.4	0.4	100	774
Wiltz	84.2	12.1	3.6	0.1	100	2 618
Total	79.7	16.1	3.7	0.5	100	99 841

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : Habitants du Luxembourg ayant un emploi dans leur pays en mars 1995, mars 1998, mars 2001 et 2004 et qui n'ont pas quitté le Luxembourg.

Note de lecture: 78.6% des habitants du canton de Capellen ayant un emploi (en 1995) n'ont pas changé de canton de résidence en 1998, 2001 et 2004. 17% ont au contraire changé une fois de canton de résidence, 3.9% en ont changé deux fois et 0.5% trois fois.

3.2.1.1 Les départs de Luxembourg-Ville

L'étude des changements de canton ayant lieu entre 1995 et 1998 fournit la période d'observation la plus longue après la mobilité résidentielle, permettant de mesurer sa durabilité, mais aussi les migrations de retour (en observant le canton de résidence en 2001 et en 2004). Etant donné la faiblesse des effectifs concernés par certaines mobilités, seules les deux principales destinations seront analysées en détail. Pour les travailleurs qui quittent la capitale entre 1995 et 1998, il s'agit des cantons de Luxembourg-Campagne et d'Esch-sur-Alzette (voir le détail des principales combinaisons dans le tableau 24).

Tableau 23: Les départs de Luxembourg-Ville entre mars 1995 et mars 1998 vers les cantons de Luxembourg-Campagne et d'Esch-sur-Alzette (en %)

Trajectoire migratoire	Canton de résidence en 1998 (en %)	
	Luxembourg-Campagne	Esch-sur-Alzette
Sont restés dans ce canton jusque mars 2004 (au moins)	71.2	81.5
Retour à Luxembourg-Ville avant 2001	9.6	7.1
Retour à Luxembourg-Ville entre mars 2001 et mars 2004	5.7	2.4
autres cas de figure	13.5	9.1
Total	100	100
Effectifs	927	848

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : personnes travaillant au Luxembourg en mars 1995, 1998, 2001 et 2004, habitant à Luxembourg-Ville en 1995 et dans le canton de Luxembourg-Campagne ou d'Esch-sur-Alzette en 1998.

Note de lecture : 71.2% des personnes occupées au Luxembourg ayant quitté Luxembourg-Ville pour Luxembourg-Campagne entre 1995 et 1998 sont restées à Luxembourg-Campagne en 2001 et 2004. 9.6% sont retournées à Luxembourg-Ville avant 2001 et 5.7% entre 2001 et 2004.

Les travailleurs qui quittent la capitale pour le canton d'Esch-sur-Alzette sont les plus stables, puisque 81.5% d'entre eux habitent toujours ce canton en 2001 et en 2004 (voir tableau 23). Pour ceux qui ont choisi Luxembourg-Campagne, la stabilité est moindre et les retours dans la capitale plus fréquents (15.3% en tout), de même que les départs vers d'autres cantons (Esch-sur-Alzette ou Capellen).

Tableau 24: Les principales combinaisons de cantons de résidence pour les personnes ayant un emploi et habitant Luxembourg-Ville en mars 1995

Canton de résidence au 31 mars 1995	Canton de résidence au 31 mars 1998	Canton de résidence au 31 mars 2001	Canton de résidence au 31 mars 2004	Effectifs	Pourcentages
Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	11 494	67.0
Luxembourg-Ville	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	691	4.0
Luxembourg-Ville	Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	660	3.8
Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	475	2.8
Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	436	2.5
Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	Luxembourg-Campagne	380	2.2
Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	Esch-sur-Alzette	376	2.2
Luxembourg-Ville	Capellen	Capellen	Capellen	274	1.6
Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	Capellen	Capellen	171	1.0
Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	Capellen	144	0.8
Luxembourg-Ville	Grevenmacher	Grevenmacher	Grevenmacher	120	0.7
Luxembourg-Ville	Mersch	Mersch	Mersch	114	0.7
Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	Grevenmacher	Grevenmacher	90	0.5
Luxembourg-Ville	Remich	Remich	Remich	87	0.5
Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	Grevenmacher	76	0.4
Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	Remich	Remich	75	0.4
Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	Mersch	73	0.4
Luxembourg-Ville	Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	71	0.4
Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	Mersch	Mersch	66	0.4
Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	Remich	64	0.4

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : Personnes habitant et travaillant au Luxembourg en mars 1995, mars 1998, mars 2001 et 2004, et qui habitaient Luxembourg-Ville au 31 mars 1995 (et pour lesquelles le canton de résidence est connu à chacune des dates).

Note de lecture : parmi les personnes travaillant et habitant au Luxembourg aux quatres dates mentionnées, 11 494 résidaient à Luxembourg-Ville à chacune de ces dates.

3.2.1.2 Les départs de Luxembourg-Campagne

Pour les travailleurs habitant le canton de Luxembourg-Campagne en 1995, les principaux départs entre 1995 et 1998 ont lieu vers la capitale ou encore le canton d'Esch-sur-Alzette (voir tableau 26).

Tableau 25: Les départs de Luxembourg-Campagne entre mars 1995 et mars 1998 vers les cantons de Luxembourg-Ville et d'Esch-sur-Alzette (en %)

Trajectoire migratoire	Canton de résidence en 1998 (en %)	
	Luxembourg-Ville	Esch-sur-Alzette
Sont restés dans ce canton jusque mars 2004 (au moins)	63.7	78.4
Retour à Luxembourg-Campagne avant 2001	14.2	8.2
Retour à Luxembourg-Campagne entre mars 2001 et mars 2004	5.1	1.2
autres cas de figure	17.0	12.2
Total	100.0	100.0
Effectifs	493	343

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : personnes travaillant au Luxembourg en mars 1995, 1998, 2001 et 2004, habitant à Luxembourg-Campagne en 1995 et à Luxembourg-Ville ou dans le canton d'Esch-sur-Alzette en 1998.

Note de lecture : 63.7% des personnes occupées au Luxembourg ayant quitté Luxembourg-Campagne pour Luxembourg-Ville entre 1995 et 1998 sont restées à Luxembourg-Ville en 2001 et 2004. 14.2% sont retournées à Luxembourg-Campagne avant 2001 et 5.1% entre 2001 et 2004.

63.7% des travailleurs ayant quitté Luxembourg-Campagne pour la capitale entre 1995 et 1998 y sont restés au moins jusque 2004 (voir tableau 25). Mais les retours à Luxembourg-Campagne sont nombreux (19.3%), tout comme les mobilités vers un autre canton (principalement celui d'Esch-sur-Alzette). La stabilité est beaucoup plus importante pour les travailleurs ayant quitté Luxembourg-Campagne pour le canton d'Esch-sur-Alzette (78.4%).

Tableau 26: Les principales combinaisons de cantons de résidence pour les personnes ayant un emploi et habitant Luxembourg-Campagne en mars 1995

Canton de résidence au 31 mars 1995	Canton de résidence au 31 mars 1998	Canton de résidence au 31 mars 2001	Canton de résidence au 31 mars 2004	Effectifs	Pourcentages
Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	7 021	70.6
Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	314	3.2
Luxembourg-Campagne	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	269	2.7
Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	180	1.8
Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	178	1.8
Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Ville	174	1.8
Luxembourg-Campagne	Capellen	Capellen	Capellen	172	1.7
Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	Capellen	Capellen	124	1.2
Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	Esch-sur-Alzette	121	1.2
Luxembourg-Campagne	Mersch	Mersch	Mersch	95	1.0
Luxembourg-Campagne	Grevenmacher	Grevenmacher	Grevenmacher	89	0.9
Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	Capellen	86	0.9
Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	Mersch	Mersch	82	0.8
Luxembourg-Campagne	Remich	Remich	Remich	74	0.7
Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	Grevenmacher	Grevenmacher	64	0.6
Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	Grevenmacher	64	0.6
Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Ville	Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	56	0.6
Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	Mersch	49	0.5
Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	Remich	Remich	45	0.5
Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	Remich	40	0.4

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : Personnes habitant et travaillant au Luxembourg en mars 1995, mars 1998, mars 2001 et 2004, et qui habitaient Luxembourg-Campagne au 31 mars 1995 (et pour lesquelles le canton de résidence est connu à chacune des dates).

Note de lecture : parmi les personnes travaillant et habitant au Luxembourg aux quatre dates mentionnées, 7 021 habitaient le canton de Luxembourg-Campagne à chacune de ces dates.

3.2.1.3 Les départs du canton d'Esch-sur-Alzette

Les travailleurs habitant le canton d'Esch-sur-Alzette sont nettement moins nombreux à changer de canton de résidence : seuls 11.7% ont connu au moins un départ vers un autre canton (voir tableau 22). Les principales mobilités résidentielles s'effectuent à destination des cantons de Capellen et de Luxembourg-Ville (voir tableau 28).

Tableau 27: Les départs du canton d'Esch-sur-Alzette entre mars 1995 et mars 1998 vers Luxembourg-Ville ou le canton de Capellen (en %)

Trajectoire migratoire	Canton de résidence en 1998 (en %)	
	Luxembourg-Ville	Capellen
Sont restés dans ce canton jusque mars 2004 (au moins)	56.7	66.2
Retour dans le canton d'Esch-sur-Alzette avant 2001	16.2	19.1
Alzette entre mars 2001 et mars 2004	8.7	6.8
autres cas de figure	18.5	8
Total	100.0	100.0
Effectifs	427	414

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : personnes travaillant au Luxembourg en mars 1995, 1998, 2001 et 2004, habitant le canton d'Esch-sur-Alzette en 1995 et Luxembourg-Ville ou le canton de Capellen en 1998.

Note de lecture : 56.7% des personnes occupées au Luxembourg et ayant quitté le canton d'Esch-sur-Alzette pour celui de Luxembourg-Ville entre 1995 et 1998 y sont restées en 2001 et en 2004. 16.2% sont retournées dans le canton d'Esch-sur-Alzette avant 2001 et 8.7% entre 2001 et 2004.

Seuls 56.7% des travailleurs ayant quitté le canton d'Esch-sur-Alzette pour Luxembourg-Ville entre 1995 et 1998 résident encore dans la capitale en 2001 et 2004 (voir tableau 28). Les retours dans le canton d'Esch-sur-Alzette concernent près de 25% des migrants, mais il existe également des départs vers les cantons de Luxembourg-Campagne et Capellen. Même pour les migrants qui ont opté pour le canton de Capellen, les retours vers le canton d'Esch-sur-Alzette sont nombreux.

Sur les quelques exemples de trajectoires résidentielles exposés ici, le canton d'Esch-sur-Alzette se caractérise non seulement par une forte stabilité de sa population de travailleurs (y compris pour les nouveaux arrivants), mais aussi par des migrations de retour supérieures à celles que nous avons constatées vers Luxembourg-Ville ou Luxembourg-campagne. La capitale, par contre, connaît davantage de départs et moins de retours.

Tableau 28: Les principales combinaisons de cantons de résidence pour les personnes ayant un emploi et habitant le canton d'Esch-sur-Alzette en mars 1995

Canton de résidence au 31 mars 1995	Canton de résidence au 31 mars 1998	Canton de résidence au 31 mars 2001	Canton de résidence au 31 mars 2004	Effectifs	Pourcentages
Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	26328	88.3
Esch-sur-Alzette	Capellen	Capellen	Capellen	274	0.9
Esch-sur-Alzette	Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	242	0.8
Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	Capellen	240	0.8
Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	Capellen	Capellen	227	0.8
Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	Luxembourg-Ville	160	0.5
Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	Luxembourg-Ville	Luxembourg-Ville	158	0.5
Esch-sur-Alzette	Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	141	0.5
Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	Luxembourg-Campagne	126	0.4
Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	Luxembourg-Campagne	Luxembourg-Campagne	104	0.3
Esch-sur-Alzette	Remich	Remich	Remich	95	0.3
Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	Remich	Remich	87	0.3
Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	Remich	84	0.3
Esch-sur-Alzette	Capellen	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	73	0.2
Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	Grevenmacher	62	0.2
Esch-sur-Alzette	Redange-sur-Attert	Redange-sur-Attert	Redange-sur-Attert	62	0.2
Esch-sur-Alzette	Luxembourg-Ville	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	60	0.2
Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	Grevenmacher	Grevenmacher	59	0.2
Esch-sur-Alzette	Mersch	Mersch	Mersch	57	0.2
Esch-sur-Alzette	Grevenmacher	Grevenmacher	Grevenmacher	47	0.2
Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	Esch-sur-Alzette	Mersch	46	0.2

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : Personnes habitant et travaillant au Luxembourg en mars 1995, mars 1998, mars 2001 et 2004, et qui habitaient Esch-sur-Alzette au 31 mars 1995 (et pour lesquelles le canton de résidence est connu à chacune des dates).

Note de lecture : les habitants du canton d'Esch-sur-Alzette travaillant et habitant au Luxembourg aux quatre dates mentionnées, sont 88,3% à être restés dans ce canton en 1995, 1998, 2001 et 2004.

3.2.2 Les changements de couronne de résidence pour les travailleurs frontaliers

3.2.2.1 Le nombre de changements de couronne de résidence

Au cours de ce paragraphe, les principales trajectoires de rapprochement ou d'éloignement des frontières luxembourgeoises seront identifiées. Dans l'ensemble, 6.5% des travailleurs frontaliers ont changé **au moins** une fois de couronne de résidence (un pourcentage proche de celui des frontaliers qui ont changé au moins une fois de pays de résidence). Les plus mobiles sont les frontaliers de France avec 7% de changements de couronne, les moins mobiles sont ceux d'Allemagne (voir tableau 29). Dans la grande majorité des cas, le changement de couronne de résidence est unique, ce qui révèle une certaine stabilité dans les comportements de migration.

Tableau 29: Nombre changements de couronne de résidence pour les travailleurs frontaliers (en %)

Nombre de changements de couronne de résidence	Pays de résidence en 1995 (en %)			Ensemble des frontaliers
	France	Belgique	Allemagne	
0	93.0	93.5	94.8	93.5
1	6.0	5.8	4.4	5.7
2	0.9	0.6	0.8	0.8
3	0.1	0.0	0.0	0.0
Total	100.0	100.0	100.0	100.0

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : travailleurs frontaliers occupés au Luxembourg en mars 1995, 1998, 2001 et 2004 et n'ayant pas changé de pays de résidence.

Note de lecture : 93.5% des frontaliers de Belgique ayant un emploi au Luxembourg en mars 1995, 1998, 2001 et 2004 n'ont pas changé de couronne de résidence à ces quatre dates. 5.8% ont changé une fois de couronne de résidence et 0.6% en ont changé deux fois.

3.2.2.2 Les rapprochements du Luxembourg : de la moyenne vers la petite couronne

Au sein de la population de référence, des rapprochements du Luxembourg dus aux départs de la moyenne couronne pour la petite¹ ont pu avoir lieu à divers moments. Le cas le plus courant est celui d'une mobilité ayant lieu entre 1995 et 1998 : 475 travailleurs frontaliers sont concernés. Il s'agit d'une population jeune (moins de 30 ans en 1995). Dans la majeure partie des cas, cette mobilité est durable, puisqu'ils sont restés dans la petite couronne au moins jusque 2004 (voir tableau 30).

¹ Les rapprochements dus aux départs de la grande couronne ne seront pas analysés ici, car ils concernent des effectifs trop restreints.

Tableau 30: Les travailleurs frontaliers qui ont quitté la moyenne couronne pour la petite entre 1995 et 1998 (en %)

	France	Belgique	Allemagne
Sont restés dans la petite couronne en 2001 et 2004	88.1	90.3	84.0
Retour dans la moyenne couronne avant 2001	7.3	5.6	12.0
Retour dans la moyenne couronne entre 2001 et 2004	4.6	4.0	4.0
Autre cas de figure	0	0	0
Total	100.0	100.0	100.0
<i>Effectifs</i>	<i>300</i>	<i>125</i>	<i>50</i>

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : travailleurs frontaliers occupés au Luxembourg en mars 1995, 1998, 2001 et 2004, qui n'ont pas changé de pays de résidence, résidant dans la moyenne couronne en 1995 et dans la petite en 1998.

Note de lecture : 88.1% des frontaliers de France ayant quitté la moyenne couronne pour la petite entre 1995 et 1998 sont restés dans la petite couronne ensuite. 7.3% sont retournés dans la moyenne couronne entre 1998 et 2001, et 4.6% y sont retournés entre 2001 et 2004.

Les frontaliers de Belgique sont les plus stables (90.3% sont restés dans la petite couronne après leur mobilité), ceux d'Allemagne sont les plus concernés par les retours dans la moyenne couronne (16% en tout).

3.2.2.3 Les éloignements du Luxembourg : de la petite vers la moyenne couronne

Pour les départs de la petite couronne vers la moyenne, le cas le plus courant est celui d'une mobilité ayant lieu entre 1995 et 1998, mais il faut préciser que les éloignements plus tardifs (après 1998) sont nombreux également.

Au sein de la population de référence, 285 travailleurs frontaliers ont quitté la couronne la plus proche des frontières pour aller s'installer dans la moyenne couronne entre 1995 et 1998 (voir tableau 31). Il s'agit là aussi d'une population jeune (moins de 30 ans en 1995). Une fois domiciliés dans la moyenne couronne, la plupart des migrants y restent sur la totalité de la période d'analyse. Néanmoins, les retours dans la petite couronne sont supérieurs à ce qu'on a pu constater dans la moyenne. On compte ainsi 29% de retours dans la petite couronne en France et près de 27% en Allemagne. Les frontaliers de Belgique montrent quant à eux, beaucoup plus de stabilité dans la moyenne couronne.

Tableau 31: Les travailleurs frontaliers qui ont quitté la petite couronne pour la moyenne entre 1995 et 1998 (en %)

	France	Belgique	Allemagne
Sont restés dans la moyenne couronne en 2001 et 2004	69.4	79.8	70.7
Retour dans la petite couronne avant 2001	15.6	16.7	22.0
Retour dans la petite couronne entre 2001 et 2004	13.8	3.6	4.9
Autre cas de figure	1.2	0	2.4
Total	100.0	100.0	100.0
<i>Effectifs</i>	<i>160</i>	<i>85</i>	<i>40</i>

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : travailleurs frontaliers occupés au Luxembourg en mars 1995, 1998, 2001 et 2004, qui n'ont pas changé de pays de résidence et qui habitaient dans la petite couronne en 1995 et dans la moyenne en 1998.

Note de lecture : 69,4% des frontaliers de France ayant quitté la petite couronne pour la moyenne entre 1995 et 1998 sont restés dans la moyenne couronne ensuite. 15,6% sont retournés dans la petite couronne entre 1998 et 2001, et 13,8% y sont retournés entre 2001 et 2004.

Les quelques trajectoires résidentielles exposées ici ne sont évidemment pas les seules qui puissent être identifiées dans le fichier. Nous avons fait le choix de ne présenter que celles relatives aux changements de pays de résidence, de canton au Luxembourg et de couronne dans les trois pays voisins. Par ailleurs, nous avons souhaité combiner les changements de couronne des travailleurs frontaliers avec les changements de pays de résidence, afin de déceler si des travailleurs frontaliers commençaient par se rapprocher du Luxembourg avant de venir s'y installer. Or il s'avère que la plupart des frontaliers qui s'installent au Luxembourg entre 1998 et 2001, résidaient auparavant dans la petite couronne et n'ont pas connu de changement de couronne préalable. Il y a probablement eu des rapprochements du Luxembourg pour des frontaliers éloignés, antérieurs à leur installation au Luxembourg, mais ils ne sont pas décelables ici, du fait à la fois des effectifs concernés, trop limités, et de la période d'analyse, trop restreinte.

Conclusion générale

Rappel des principaux résultats

Parallèlement à l'identification de différentes mobilités résidentielles, l'objectif de la présente étude était d'analyser l'influence du Luxembourg au sein de son bassin de main-d'œuvre. L'attraction exercée sur les pays voisins ne se mesure pas uniquement par le nombre d'emplois que le Luxembourg offre aux travailleurs frontaliers, elle se manifeste aussi par les installations sur son territoire. 2 060 travailleurs qui étaient frontaliers en 1995 (soit 5.8%) habitent ainsi au Luxembourg en 2005. Principalement de nationalité française ou belge, ils résidaient à moins de 20 kilomètres des frontières luxembourgeoises avant leur installation au Grand-Duché. Autre signe de l'attraction du Luxembourg : l'existence d'une mobilité visant à rapprocher les travailleurs frontaliers (mobilité appréhendée par le biais des changements de couronne). Elle concerne 1 240 travailleurs frontaliers (soit 3.8% d'entre eux). Ces installations au Luxembourg ou rapprochements de ses frontières sont néanmoins à relativiser, car il existe des départs du Luxembourg ainsi que des éloignements (probablement dus à la pression immobilière). 2 135 habitants du Luxembourg se sont ainsi installés dans un des trois pays voisins, tout en continuant à travailler au Grand-Duché. L'effectif est légèrement plus élevé que celui des frontaliers qui s'installent au Luxembourg, mais cette mobilité ne concerne que 2% de l'ensemble des résidents pris en compte dans l'analyse. Les actifs qui choisissent de s'établir hors du Luxembourg constituent une population hétérogène en termes de nationalités. Les Luxembourgeois en représentent un tiers, mais on dénombre aussi beaucoup de Français ou de Belges qui retournent dans leur pays d'origine. Par ailleurs, chez les travailleurs frontaliers, 870 (2.6%) décident de s'éloigner des frontières luxembourgeoises.

Au cours des trois périodes analysées (1995-1998, 1998-2001, 2001-2004), la tendance est à la diminution des installations de travailleurs frontaliers au Luxembourg et inversement, à la hausse des départs de résidents de l'autre côté des frontières luxembourgeoises. Dans plus de la moitié des cas, les résidents qui quittent le Luxembourg sont des nationaux des trois pays voisins (Français, Belges, Allemands). Les Luxembourgeois qui deviennent travailleurs frontaliers ne représentent qu'un faible pourcentage des Luxembourgeois actifs. Sur la période 1995-1998, seuls 0.3% des Luxembourgeois résidant au Grand-Duché s'installent à l'étranger et continuent

à travailler au Luxembourg. Sur la dernière période (2001-2004), ils sont 0.5% dans ce cas. L'Allemagne est devenue la principale destination de ces migrants de nationalité luxembourgeoise, alors qu'en 1995-1998, c'était encore la France. Si la part de travailleurs luxembourgeois concernés par une installation outre-frontière reste limitée pour l'instant, la hausse de l'effectif n'en est pas moins intéressante.

La proximité du nouveau lieu de résidence avec l'ancien est à relever dans de nombreux cas, ce qui s'explique probablement par la localisation géographique du lieu de travail et les attaches familiales et sociales. Pour les ex-frontaliers vivant au Luxembourg, Luxembourg-Ville est la principale commune de résidence, mais la nouvelle adresse est également influencée par la frontière que ces migrants ont traversée pour venir au Luxembourg. Les résidents qui quittent le Luxembourg, quant à eux, vont dans la plupart des cas s'installer dans le pays le plus proche du canton qu'ils habitaient au Luxembourg. La proximité entre le nouveau et l'ancien lieu de résidence est également à noter dans le cas des mobilités intra-pays, puisque les principales mobilités ont souvent lieu entre des territoires proches les uns des autres.

21% des personnes habitant et travaillant au Luxembourg en mars 1995 et 2005, vivent (en 2005) dans un canton différent de celui dans lequel elles résidaient dix ans auparavant. Luxembourg-Ville connaît beaucoup plus de départs de travailleurs que d'arrivées sur la période. Plus du tiers des habitants de la capitale ayant un emploi l'ont quittée entre 1995 et 2005, signe de l'étalement périurbain. La majeure partie des départs de Luxembourg-Ville s'effectue en direction des cantons d'Esch-sur-Alzette (33.1%) et de Luxembourg-Campagne (29.8%). En plus de ces nombreux départs, Luxembourg-Ville est par ailleurs assez peu attractive. A l'inverse, le canton le plus attractif de tous est Luxembourg-Campagne, même s'il connaît de nombreux départs, pour la plupart vers Luxembourg-Ville (26.6%) et le canton d'Esch-sur-Alzette (24.7%). Les nouveaux arrivants ne représentent que 14% de la population d'actifs occupés du canton d'Esch-sur-Alzette. C'est le canton le moins attractif, mais un de ceux qui conservent le mieux leur population de travailleurs.

L'analyse des personnes occupées au Luxembourg à quatre dates espacées de trois ans chacune (mars 1995, mars 1998, mars 2001 et mars 2004), révèle

une partie de leur trajectoire résidentielle. Au-delà de l'aspect purement informatif sur les principales mobilités constatées, l'analyse est révélatrice de la stabilité des parcours migratoires : que ce soit pour un changement de pays de résidence, de couronne (dans un des trois pays frontaliers) ou de canton au Luxembourg, les mobilités, quand elles ont lieu, sont souvent uniques. Dans les cas de mobilités multiples, l'influence du pays d'origine est perceptible à travers les retours vers celui-ci. Par exemple, 18% des Allemands ayant quitté l'Allemagne pour le Luxembourg entre 1995 et 1998 sont retournés vivre en Allemagne avant 2001. Pour les travailleurs de nationalité luxembourgeoise, les retours au Luxembourg sont beaucoup plus nombreux : 27.3% des travailleurs Luxembourgeois ayant quitté le Luxembourg entre 1995 et 1998 y sont revenus avant 2001 et 8.2% entre 2001 et 2004. L'attachement des Luxembourgeois à leur pays est également souligné par l'absence de changement de pays de résidence pour 99.1% d'entre eux. Au niveau cantonal, l'attachement au canton d'Esch-sur-Alzette apparaît également par la forte stabilité de sa population et l'importance des migrations de retour. On notera enfin que les travailleurs frontaliers sont davantage concernés par un retour dans la petite couronne que dans la moyenne.

Les motivations des migrants

La mobilité résidentielle est difficile à étudier, car elle est liée à d'autres phénomènes (des événements familiaux ou économiques par exemple). Dans notre cas, son analyse est d'autant plus complexe qu'aucun élément ne permet de l'expliquer (la motivation de la mobilité et le choix du nouveau lieu de résidence sont inconnus) ni même de la dater (les caractéristiques des personnes mobiles sont seulement disponibles avant et après la mobilité). Nous pouvons néanmoins faire quelques hypothèses et apporter ainsi des éléments de réflexion.

Mobilités quotidiennes domicile-travail et mobilités résidentielles

La décision de migrer (ou non), et l'implantation géographique sont souvent le résultat des arbitrages qu'effectuent les travailleurs entre mobilité résidentielle et mobilité pendulaire domicile-travail¹. Les deux mobilités sont étroitement liées et interagissent l'une avec l'autre. D'une part, les progrès des transports favorisent l'allongement des mobilités domicile-travail et l'extension de l'aire résidentielle des travailleurs frontaliers. La nouvelle ligne TGV reliant Luxembourg-Ville à Paris en un peu plus de deux heures rend par exemple envisageable la venue de travailleurs frontaliers parisiens (si l'on s'en tient à la définition du règlement CEE n°1408/71 mentionnant au moins un aller-retour par semaine pour définir le travail frontalier). Lorsque l'attachement au pays d'origine (ou à un espace donné) est fort, les déplacements domicile-travail (parfois importants) constituent une alternative à la mobilité résidentielle. Pour d'autres travailleurs, au contraire, la pénibilité ressentie des migrations alternantes est à l'origine de la mobilité résidentielle, le choix du nouveau lieu de résidence étant influencé par les navettes domicile-travail qui en découlent.

D'autres explications aux mobilités résidentielles

Les travailleurs sont à la recherche d'une adéquation de leur logement avec leurs besoins. La mobilité résidentielle est ainsi étroitement liée au cycle de vie familial (décohabitation enfants-parents, agrandissement de la famille ...) et professionnel. L'accession à la propriété symbolise la réussite sociale et figure parmi les principales motivations de la mobilité résidentielle. La maison individuelle s'est peu à peu imposée comme modèle résidentiel. Le lieu d'installation dépendra des caractéristiques du logement (taille, type de logement...), mais aussi de son environnement direct (présence ou non d'un jardin, d'espaces verts, absence de nuisances ...) ainsi que des possibilités offertes par le marché immobilier au moment de la recherche.

¹ Un projet inscrit dans le programme VIVRE du Fonds National de la Recherche, nommé « Mobillux » et mené en collaboration entre le CEPS-INSTEAD, l'Université du Luxembourg et plusieurs Universités étrangères se penche sur cette question des interactions entre mobilités quotidienne et résidentielle.

Par ailleurs, il peut y avoir des critères sociaux et psychologiques influant sur le nouveau lieu de résidence (l'image de la ville ou du quartier, telle qu'elle est perçue par les migrants potentiels) et la recherche d'adéquation du lieu de résidence avec la position sociale.

Dans leur recherche d'un nouveau lieu de résidence, les travailleurs prennent en considération la distance-temps qui sépare leur nouveau domicile de leur lieu de travail au Luxembourg, de même que son accessibilité. Un arbitrage est donc effectué entre distance-temps, caractéristiques du logement, cadre de vie, ancrage local et social... et surtout situation du marché immobilier à proximité des frontières luxembourgeoises.

La présence de la frontière nécessite de considérer un autre élément explicatif des mobilités résidentielles : l'attachement identitaire au pays d'origine. Certaines frontières persistent dans les esprits, du fait de la situation linguistique par exemple. Les différences culturelles entre les Etats s'articulent aussi autour de la question de la scolarisation. Le désir des parents d'intégrer leur(s) enfant(s) dans un système scolaire qu'ils ont connu eux-mêmes peut constituer un frein à la mobilité transfrontalière.

Les perspectives

La compréhension de l'ensemble des mobilités ayant lieu au sein de la Grande Région nécessite de compléter cette analyse par plusieurs éléments. D'une part, des entretiens qualitatifs avec des personnes ayant connu une mobilité résidentielle pourront fournir des informations sur leurs motivations (et préciser ainsi nos hypothèses), leurs trajectoires résidentielles et leur origine réelle (les personnes originaires de Bruxelles, Paris ou Berlin attirées par un emploi au Luxembourg par exemple). D'autre part, un suivi temporel et un enrichissement des bases permettront de mesurer l'évolution de toutes ces mobilités résidentielles dans le temps. Enfin, il serait intéressant d'axer à l'avenir la recherche sur les ménages et non plus uniquement sur les actifs ayant un emploi.

L'aménagement des friches industrielles de Belval-Ouest et l'implantation de nombreux employeurs sur le site se traduiront par le transfert d'une partie des emplois vers le Sud. Ceci ne sera pas sans conséquence sur les déplacements domicile-travail certes, mais aussi sur les mobilités résidentielles. Car l'attractivité d'Esch-sur-Alzette sera renforcée, tout comme celle des communes environnantes au Luxembourg et en France.

Eléments bibliographiques

BACCAINI B., 2000, « Projet de mobilité et cadre de vie », in : MATTEI M-F., PUMAIN D., *Données Urbaines 3*, Anthropos.

BACCAINI B., 2001, « Les migrations internes en France de 1990 à 1999 : l'appel de l'Ouest », *Economie et Statistique*, INSEE, n°344.

BACCAINI B., 2003, « Les migrations interurbaines entre 1990 et 1999 », in : PUMAIN D., MATTEI M-F., *Données Urbaines 4*, Anthropos.

BERGER F., 2005, « Développement de l'emploi transfrontalier au Luxembourg et portrait sociodémographique des frontaliers », *Population et Emploi*, n°8, juillet, Ed. CEPS/INSTEAD, Differdange.

BERGER M., 1999, « Mobilité résidentielle et navettes domicile-travail en Ile-de-France », *Espace, Populations, Sociétés*, 1999-2, pp. 207-217.

BONVALET C., BRUN J., 2002, « Etat des lieux des recherches sur la mobilité résidentielle en France », in : LEVY J-P., DUREAU F., *L'accès à la ville Les mobilités spatiales en questions*, L'Harmattan.

COURGEAU D., 1988, *Méthodes de mesure de la mobilité spatiale. Migrations internes, mobilité temporaire, navettes*, Editions de l'Institut National d'Etudes Démographiques.

FEHLEN F. et JACQUEMART E., 1995, « La main-d'œuvre frontalière au Luxembourg. Exploitation des fichiers de la Sécurité Sociale », *Cahiers Economiques*, STATEC, n°84, Luxembourg.

FEHLEN F., PIROTH I., RAMM M., 2000, « Emploi et mobilité résidentielle des personnes travaillant au Grand-Duché de Luxembourg en 1994 et 1997 », in : *Trajectoires d'emploi et conditions d'existence des individus, 7èmes journées d'études sur les données longitudinales dans l'analyse du marché du travail*, documents séminaires 148, CEREQ, pp 241-252.

FEHLEN F., PIGERON-PIROTH I. et RAMM M., 2008, « Mobilités pendulaires et résidentielles dans le bassin d'emploi du Luxembourg », In: GEISEN T., REUTER A., WEY C. (Hrsg.), *Migration and Mobility in Luxembourg and its Border-Regions*, IKO Verlag, Frankfurt a.M. (à paraître).

GERBER Ph. et RAMM M., 2004, « Vers une catégorisation des déplacements domicile-travail des frontaliers luxembourgeois en 2003 », *Population et Territoire*, n°3, Luxembourg, 16 p.

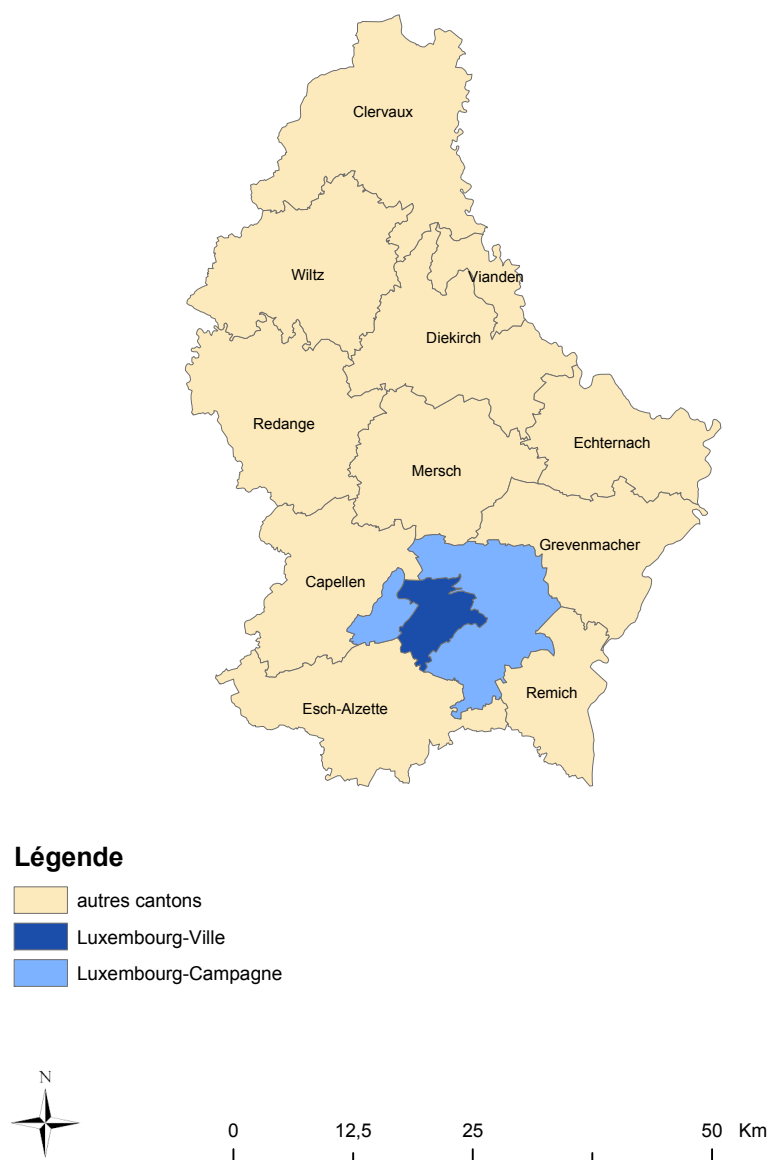
PIROTH I., FEHLEN F., 1999, « Mobilité résidentielle, mobilité sectorielle et autres changements dans l'emploi », *Bulletin du STATEC*, n°1, STATEC, Luxembourg, 1999, pp 1-42.

PIGERON-PIROTH I., 2006, « La mobilité des frontaliers travaillant au Luxembourg », *Séminaire transfrontalier EURES - OIE Dimensions socio-économiques de la mobilité transfrontalière*, 14 -15 Mars 2005, Luxembourg – Kirchberg.

WIEL M., 1999, « Mobilité, système d'interactions sociales et dynamiques territoriales », *Espace, Populations, Sociétés*, pp. 187-205.

Annexes

Annexe 1: Présentation des cantons luxembourgeois



Fond de carte : Administration du Cadastre et de la Topographie

Annexe 2 : Calcul des indices de migration différentielle pour le Luxembourg (1995–2005)

	Entrants au Luxembourg	Sortants du Luxembourg	Indice de migration différentielle
Age en 2005			
30-34 ans	318	308	107
35-39 ans	674	628	111
40-44 ans	482	540	93
45-49 ans	266	304	91
50-54 ans	177	180	102
55-59 ans	103	108	99
Total	2 060	2 135	100
Nationalités (2005)			
Autres	57	86	69
Belges	693	420	171
Allemands	248	185	139
Français	726	499	151
Italiens	56	70	83
Luxembourgeois	202	709	30
Portugais	78	166	49
Total	2 060	2 135	100
Pays de résidence			
Belgique	860	669	133
Allemagne	328	550	62
France	872	916	99
Total	2 060	2 135	100
Statut professionnel (2005)			
ouvriers	563	736	79
employés	1 311	1 217	112
fonctionnaires	22	80	29
indépendants	119	69	179
Total	2 060	2 135	100

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : Personnes ayant un emploi au Luxembourg en mars 1995 et en mars 2005.

Note : l'indice de migration différentielle est calculé pour chacune des caractéristiques des travailleurs. Il correspond au rapport entre le nombre de personnes venues s'installer au Luxembourg et le nombre de personnes quittant le Luxembourg, divisé par ce même rapport calculé pour la population totale (ici $2060/2135=0.965$) et exprimé en pourcentages. Si l'indice ainsi obtenu est supérieur à 100, le Luxembourg est relativement plus attractif pour la sous-population concernée que pour la population totale. Et inversement, s'il est inférieur à 100.

Toutes les caractéristiques ayant de trop faibles effectifs ne sont pas présentées dans les tableaux.

Note de lecture : Pour les travailleurs âgés de 30 à 34 ans et ayant un emploi au Grand-Duché en mars 1995 et en mars 2005, le Luxembourg est relativement plus attractif que pour l'ensemble de la population ayant un emploi, car leur indice de migration différentielle est de 107.



Annexe 4 : Calcul des indices de migration différentielle pour les cantons de Luxembourg-Ville, Luxembourg-Campagne et Esch-sur-Alzette selon les principales caractéristiques des personnes ayant un emploi (période 1995-2005)

Pour Luxembourg-Ville

	Entrants dans le canton de Luxembourg-Ville (1995- 2005)	Sortants du canton de Luxembourg-Ville (1995- 2005)	Indice de migration différentielle
Age (en 2005)			
25-29 ans	67	140	108
30-34 ans	386	994	88
35-39 ans	753	1 770	96
40-44 ans	592	1 471	91
45-49 ans	455	963	107
50-54 ans	294	541	123
55-59 ans	196	352	126
60-64 ans	58	88	149
Total	2 819	6 363	100
Statut professionnel (en 2005)			
ouvriers	862	2 348	83
employés	1 276	2 666	108
fonctionnaires	403	790	115
indépendants	159	361	99
TII	117	191	138
Total	2 819	6 363	100
Nationalité (en 2005)			
Autres	262	617	96
Belges	87	222	88
Allemands	47	121	88
Français	156	315	112
Italiens	126	320	89
Luxembourgeois	1 704	3 242	119
Portugais	437	1 526	65
Total	2 819	6 363	100
Secteur d'activité (en 2005)			
D INDUSTRIES MANUFACTURIERES	176	401	99
F CONSTRUCTION	192	661	66
G COMMERCE, REPARATION AUTOMOBILE, ART. DOMESTIQUES	263	647	92
H HOTELS ET RESTAURANTS	153	275	126
I TRANSPORTS ET COMMUNICATION	178	484	83
J INTERMEDIATION FINANCIERE	374	900	94
K IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	282	515	124
L ADMINISTRATION PUBLIQUE	558	1 116	113
M EDUCATION	25	37	153
N SANTE ET ACTION SOCIALE	174	404	97
O SERVICES COLLECTIFS SOCIAUX ET PERSONNELS	106	166	144
P SERVICES DOMESTIQUES	39	121	73
NON-DETERMINEES	281	572	111
Total	2 819	6 363	100

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : Personnes ayant un emploi au Luxembourg en mars 1995 et en mars 2005, et habitant au Luxembourg à ces deux dates.

Note : l'indice de migration différentielle est calculé pour chacune des caractéristiques des travailleurs. Il correspond au rapport entre le nombre d'entrants à Luxembourg-Ville et le nombre de sortants de Luxembourg-Ville, divisé par ce même rapport calculé pour la population totale (ici $2819/6363=0.443$) et exprimé en pourcentages. Si l'indice ainsi obtenu est supérieur à 100, Luxembourg-Ville est relativement plus attractive pour la sous-population concernée que pour la population totale. Et inversement, s'il est inférieur à 100.

Toutes les caractéristiques ayant de trop faibles effectifs ne sont pas présentées dans les tableaux.

Note de lecture : Pour les habitants du Luxembourg âgés de 25 à 29 ans et ayant un emploi au Grand-Duché en mars 1995 et en mars 2005, Luxembourg-Ville est relativement plus attractive que pour l'ensemble de la population ayant un emploi, car leur indice de migration différentielle est de 108. Les départs de Luxembourg-Ville restent supérieurs aux arrivées pour les 25-29 ans, mais les différences sont moindres par rapport à l'ensemble de la population ayant un emploi.

Pour Luxembourg-Campagne

	Entrants dans le canton de Luxembourg-Campagne (1995-2005)	Sortants du canton de Luxembourg-Campagne (1995 2005)	Indice de migration différentielle
Age (en 2005)			
25-29 ans	55	58	89
30-34 ans	444	462	90
35-39 ans	940	883	100
40-44 ans	834	765	102
45-49 ans	561	480	109
50-54 ans	359	307	110
55-59 ans	185	193	90
60-64 ans	51	62	77
Total	3 452	3 234	100
Statut professionnel (en 2005)			
ouvriers	924	814	106
employés	1 671	1 609	97
fonctionnaires	528	515	96
indépendants	202	180	105
TII	119	109	102
Total	3 452	3 234	100
Nationalité (en 2005)			
Autres	311	238	122
Belges	110	136	76
Allemands	71	62	107
Français	162	139	109
Italiens	171	149	108
Luxembourgeois	2 069	2 048	95
Portugais	558	462	113
Total	3 452	3 234	100
Secteur d'activité (en 2005)			
D INDUSTRIES MANUFACTURIERES	217	201	101
F CONSTRUCTION	243	209	109
G COMMERCE, REPARATION AUTOMOBILE, ART. DOMESTIQUES	312	315	93
H HOTELS ET RESTAURANTS	101	84	113
I TRANSPORTS ET COMMUNICATION	278	293	89
J INTERMEDIATION FINANCIERE	592	520	107
K IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	283	284	93
L ADMINISTRATION PUBLIQUE	680	643	99
N SANTE ET ACTION SOCIALE	214	202	99
O SERVICES COLLECTIFS SOCIAUX ET PERSONNELS	89	88	95
P SERVICES DOMESTIQUES	49	43	107
NON-DETERMINEES	330	297	104
Total	3 452	3 234	100

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : Personnes ayant un emploi au Luxembourg en mars 1995 et en mars 2005, et habitant au Luxembourg à ces deux dates.

Note : l'indice de migration différentielle est calculé pour chacune des caractéristiques des travailleurs. Il correspond au rapport entre le nombre d'entrants dans le canton de Luxembourg-Campagne et le nombre de sortants de ce canton, divisé par ce même rapport calculé pour la population totale (ici $3452/3234=1,067$) et exprimé en pourcentages. Si l'indice ainsi obtenu est supérieur à 100, le canton de Luxembourg-Campagne est relativement plus attractif pour la sous-population concernée que pour la population totale. Et inversement, s'il est inférieur à 100.

Toutes les caractéristiques ayant de trop faibles effectifs ne sont pas présentées dans les tableaux.

Note de lecture : Pour les habitants du Luxembourg âgés de 25 à 29 ans et ayant un emploi au Grand-Duché en mars 1995 et en mars 2005, Luxembourg-Campagne est relativement moins attractif que pour l'ensemble de la population ayant un emploi avec un indice de migration différentielle de 89.

Pour le canton d'Esch-sur-Alzette

	Entrants dans le canton d'Esch-sur-Alzette (1995- 2005)	Sortants du canton d'Esch-sur- Alzette (1995-2005)	Indice de migration différentielle
<i>Age (en 2005)</i>			
25-29 ans	163	76	177
30-34 ans	911	586	128
35-39 ans	1 262	1 133	92
40-44 ans	978	872	92
45-49 ans	603	575	86
50-54 ans	369	310	98
55-59 ans	202	152	110
60-64 ans	44	32	113
Total	4 549	3 751	100
<i>Statut professionnel (en 2005)</i>			
ouvriers	1 896	988	158
employés	1 788	1 762	84
fonctionnaires	564	694	67
indépendants	208	215	80
TII	89	79	93
Total	4 549	3 751	100
<i>Nationalité (en 2005)</i>			
Autres	353	178	164
Belges	105	79	110
Allemands	64	48	110
Français	202	123	135
Italiens	225	141	132
Luxembourgeois	2 473	2 818	72
Portugais	1 127	364	255
Total	4 549	3 751	100
<i>Secteur d'activité (en 2005)</i>			
D INDUSTRIES MANUFACTURIERES	358	336	88
F CONSTRUCTION	554	205	223
G COMMERCE, REPARATION AUTOMOBILE, ART. DOMESTIQUES	593	395	124
H HOTELS ET RESTAURANTS	186	98	157
I TRANSPORTS ET COMMUNICATION	425	368	95
J INTERMEDIATION FINANCIERE	462	491	78
K IMMOBILIER, LOCATION ET SERVICES AUX ENTREPRISES	354	253	115
L ADMINISTRATION PUBLIQUE	734	791	77
N SANTE ET ACTION SOCIALE	314	307	84
O SERVICES COLLECTIFS SOCIAUX ET PERSONNELS	131	108	100
P SERVICES DOMESTIQUES	71	17	344
NON-DETERMINEES	312	306	84
Total	4 549	3 751	100

Source : Université du Luxembourg, d'après les données IGSS/CCSS

Population de référence : Personnes ayant un emploi au Luxembourg en mars 1995 et en mars 2005, et habitant au Luxembourg à ces deux dates.

Note : l'indice de migration différentielle est calculé pour chacune des caractéristiques des travailleurs. Il correspond au rapport entre le nombre d'entrants dans le canton d'Esch-sur-Alzette et le nombre de sortants de ce canton, divisé par ce même rapport calculé pour la population totale (ici $4549/3751=1,213$) et exprimé en pourcentages. Si l'indice ainsi obtenu est supérieur à 100, le canton est relativement plus attractif pour la sous-population concernée que pour la population totale. Et inversement, s'il est inférieur à 100.

Toutes les caractéristiques ayant de trop faibles effectifs ne sont pas présentées dans les tableaux.

Note de lecture : Pour les habitants du Luxembourg âgés de 25 à 29 ans et ayant un emploi au Grand-Duché en mars 1995 et en mars 2005, le canton d'Esch-sur-Alzette est relativement plus attractif que pour l'ensemble de la population ayant un emploi avec un indice de migration différentielle de 177.